

D. CHAPACHIDZI

# H. BARBUSSE, LES SOVIETS ET LA GÉORGIE

PRÉFACE DE  
KARL KAUTSKY

EDITIONS PASCAL  
43, Rue Pascal, Paris V

H. Barbusse, les Soviets  
et la Géorgie



D. CHARACHIDZÉ

H. BARBUSSE,  
LES SOVIETS  
ET LA GÉORGIE

PRÉFACE DE  
KARL KAUTSKY

EDITIONS PASCAL  
43, Rue Pascal, Paris V

94(479.22)„19.“ + 821.133.1(092 Հիմնական

ՀԱՅԿԱՆ  
ԳՐԱԴԱՐԱՆ

1. Ե. Բ. Բաղդասարյանի կողմից

2. Հիմնական, Ե. Բ.

3. Գրքերի մեջ

4. Գրքերի շարքերի

5. Ե. Բ. Բաղդասարյանի կողմից, 191

6. Ե. Բ. Բաղդասարյանի կողմից, 192





+ 329.151 (44)(092) + 94(479.22), 1918  
-1921" + 94(479.22), 1921. 02"

ОБЩЕСТВО  
ИЗДАТЕЛЬСТВО

## PREFACE

(Traduction de l'allemand)

921 4.4.

### I

La Géorgie est un petit pays à la population clairsemée. Grand comme la Belgique et les Pays-Bas réunis, il ne compte pas beaucoup plus de 2 millions et demi d'habitants, alors que ces deux royaumes en ont ensemble plus de 14 millions. Et la Géorgie se trouve très à l'écart des centres autour desquels se déroulent les grands événements mondiaux. Mais cet Etat minuscule a pris pour le colosse russe, avec sa population dépassant 150 millions d'âmes, une grande importance; aussi s'est-il imposé à l'attention de tous ceux que préoccupe le problème russe. Et qui donc de nos jours ne s'y intéresserait pas? Par la force des choses, un livre sur l'actuelle Géorgie devient une contribution à l'étude de la Russie d'aujourd'hui.

Petit est le pays, d'autant plus frappants ses traits particuliers. Et l'on ne les comprendrait pas si, à côté de sa situation géographique, l'on ne tenait compte de son histoire.

Il se trouve sur l'une des grandes voies de communication qui mènent d'Europe en Asie, de la mer Noire à la mer Caspienne et au-delà, vers le Turkestan et la Perse. Il attire aujourd'hui les conquérants, car il domine la route qui va de l'un des plus



importants gisements de pétrole du monde au plus proche grand port de trafic mondial, la route de Bakou à Batoum.

Dans l'Antiquité, ses dépôts d'or attirèrent les colons grecs. Le pays fut de bonne heure ouvert à la civilisation grecque et n'en perdit pas le contact. La communauté de civilisation gréco-romaine prit à l'époque de son déclin social la forme du christianisme, lequel finalement se scinda en deux, une branche occidentale, romaine, et une branche orientale, grecque, lorsque l'Empire romain, dans le processus de sa décadence, s'écroula.

L'église romaine étendit son emprise parmi les barbares germaniques et les haussa à un niveau de vie supérieur, d'où ils devaient s'élever jusqu'à la civilisation capitaliste moderne.

L'église grecque par contre se démembra en une série d'églises, particulières aux différents Etats qu'elle embrassait ; bientôt elle dut se tenir sur la défensive vis-à-vis de l'Islam, issu de l'Arabie, religion qui était la mieux adaptée aux conditions du despotisme oriental. Des conquérants mahométans, des Arabes tout d'abord, des Osmanlis et des Mongols ensuite, pénétrèrent dans l'Europe orientale jusqu'à Vienne, s'emparèrent de la presque totalité du territoire de la Russie européenne, jusqu'au delà de Moscou et de Kiev. Mais les conquérants mahométans ne réussirent pas à subjuguer la Géorgie de façon permanente. Temporairement foulée et pillée, toujours de nouveau elle se releva. Sa population demeura fidèle à la civilisation chrétienne. Il est vrai qu'elle fut complètement en-

tourée par des puissances mahométanes et, par là, tenue à l'écart des progrès réalisés par l'Europe occidentale.

Les Géorgiens ne retrouvèrent le contact avec la civilisation européenne que par l'intermédiaire des Russes. Ceux-ci étaient plus près de l'Europe et ils étaient beaucoup plus nombreux que les Géorgiens. Tandis que périlclitaient et se décomposaient les Etats mahométans représentant le despotisme oriental, une haute civilisation s'était développée en Europe occidentale, civilisation qui, il est vrai, au début, se manifesta par un renforcement de l'absolutisme princier et de ses ressources bureaucratiques et militaires. Ces ressources, les maîtres des Russes d'Europe se les assimilèrent. Ils y gagnèrent assez de force pour établir leur absolutisme, et aussi pour refouler irrésistiblement Mongols et Turcs. Ce faisant, ils se rapprochèrent de plus en plus des frontières de la Géorgie, qui espérait d'eux un appui libérateur contre les Osmanlis et les Perses. Finalement, les Géorgiens choisissaient la Russie comme leur puissance protectrice, ce qui fut spécifié en 1783 par un traité avec Catherine II. Mais cette protection qu'accordèrent les tzars à la Géorgie laissa beaucoup à désirer, jusqu'à ce que les seigneurs russes jugèrent bon d'annexer complètement le pays (1801).

A partir de cette date la Géorgie fit partie intégrante de la Russie. Elle partagea son destin, son développement économique, mais elle participa aussi à la révolution qu'engendra ce dernier contre le tzarisme. Les bureaucrates et soldats du tzar, qui





s'établirent dans le pays en maîtres et en exploiters, n'étaient-ils pas des étrangers, des gens de langue et de mœurs étrangères? Ils soulevèrent dans la population encore plus d'aversion et d'opposition qu'en Russie proprement dite. Lorsque le poète allemand Bodenstedt séjourna en Géorgie, dans la décade 1840-1850, il y trouva encore des Polonais bannis pour des motifs politiques. Mais bientôt la Géorgie ne parut plus assez sûre pour être utilisée aux fins de rendre inoffensifs les éléments politiques dangereux. En nombre corissant, les Géorgiens prirent le chemin de la Sibérie.

De plus en plus intime fut le lien entre les éléments d'opposition de la Géorgie et de la Russie; ils se fortifièrent et s'animèrent les uns les autres. Les Géorgiens reçurent en premier lieu leurs connaissances politiques et sociales de la Russie; l'instruction directe qu'ils eurent de l'Europe occidentale ne vint qu'ensuite. Certains de leurs partis furent des fractions de partis russes correspondants. Néanmoins, l'évolution géorgienne en reçut un caractère tout à fait particulier.

L'essor de la Russie, depuis le xvii<sup>e</sup> siècle, reposa sur l'adoption de moyens de domination et de connaissances ressortissant à la civilisation occidentale. C'est de là qu'elle tira sa supériorité sur les Etats orientaux voisins. Mais l'empire géant, avec ses paysans innombrables, sa faible population citadine, ses insuffisants moyens de communication, portait en lui des éléments de conservation d'une force peu commune. Et durant la longue séparation entre l'église



romaine et l'église grecque reconnue par le peuple russe, dans l'étroite liaison avec l'Orient, la civilisation russe avait suivi une évolution différente à l'extrême de celle de l'Europe occidentale. En même temps, la croissance apparemment irrésistible de l'empire, qui paraissait appelé à dominer le vieux monde tout entier, suscitait dans ses milieux dirigeants un sentiment de puissance extrêmement fort. Toutes ces hautes classes, nobles, bureaucrates, intellectuels, capitalistes, se rendirent compte de la nécessité d'emprunter à l'Occident sa civilisation et ses ressources de pouvoir. Toutefois, une fraction seulement d'entre elles alla jusqu'à reconnaître dans l'Europe occidentale un territoire se trouvant, dans tous les domaines, à un degré supérieur de développement, qui pût indiquer à l'Orient la voie à suivre. En dépit de tous les emprunts à l'Europe occidentale, de nature financière, technique ou intellectuelle, nombreux furent les Russes qui s'accrochèrent avec ténacité aux conditions spéciales russes, ne voulant accepter de l'étranger que ce qui leur paraissait de nature à maintenir ces particularités. Et plus la puissance de l'Empire russe croissait, grâce aux emprunts de nature diverse faits à l'étranger, d'autant plus se développait leur rêve de grandeur, leur sentiment de supériorité méprisante à l'égard des nations de vieille civilisation, qui pour eux représentaient « l'Occident pourri ».

Nous trouvons donc dans chacun des partis russes deux groupes: les « Occidentaux » d'un côté (Zapadniki), les vrais Russes de l'autre, bien qu'ils ne se nomment pas toujours ainsi.

Les sociaistes, eux non plus, n'échappèrent point à ce fractionnement. En dépit du retard de l'Empire russe, à l'égard des conditions économiques et politiques, un mouvement socialiste se développa de bonne heure dans son sein. En partie en raison précisément de son état arriéré. Les germes de la démocratie s'animèrent en Russie beaucoup plus tard que dans l'Europe occidentale. Elle ne fut mûre pour la révolution bourgeoise que lorsqu'en Europe occidentale la bourgeoisie avait déjà conquis tout ce qu'il lui fallait et par conséquent était devenue conservatrice. Seuls les représentants du prolétariat, les socialistes, étaient encore révolutionnaires. Ce n'est que chez eux que les révolutionnaires de Russie trouvèrent dans l'Europe occidentale un état d'esprit répondant à leurs besoins politiques.

En outre, du fait du caractère demi-asiatique de la Russie, la population urbaine, avant l'apparition d'un prolétariat de grande industrie, était, de même que dans les villes de l'Orient proprement dit, absolument incapable de lutter contre la puissance d'Etat. Nous y cherchons vainement cette petite bourgeoisie vigoureuse, d'esprit révolutionnaire, qui a mené avec tant d'énergie, avant l'apparition du prolétariat, en Angleterre, en France et aussi en Allemagne, la lutte pour la démocratie dans l'Etat. Bien que les tâches de la révolution russe eussent été jusqu'alors d'ordre bourgeois — et il n'en pouvait pas être autrement, étant donné l'état arriéré du pays au point de vue industriel — elle ne put cependant se réaliser que lorsqu'un prolétariat moderne, de grande industrie,



eut pris naissance. Celui qui, en Russie, voulait la révolution, devait se battre aux côtés du prolétariat et le soutenir.

Nous y trouvons donc de bonne heure un fort mouvement socialiste. Il dut naturellement emprunter ses idées à l'Ouest, principalement à la France et à l'Allemagne. Toutefois, une partie seulement des socialistes russes accepta de faire siens, purement et simplement, les principes et les méthodes qu'avait produits l'Occident, — naturellement avec cette réserve que l'application tiendrait compte des conditions particulières de la Russie. D'autres, bien que les réalisations occidentales eussent excité en eux aussi les répercussions les plus vives, ne se bornèrent pas à s'orienter vers un socialisme spécifiquement russe, mais revendiquèrent encore pour lui une supériorité sur celui de l'Europe occidentale.

Ils aperçurent d'abord le signe de cette supériorité dans une circonstance qui était le fait du retard économique, dans la survivance du communisme agraire de village.

Ce n'est ni de la ville, ni de la grande industrie, mais du village, de la forme la plus primitive d'agriculture que dans l'opinion de ces socialistes devait partir l'essor vers une forme de société supérieure. De là découlait tout naturellement cette conséquence que ce n'est pas aux grands Etats industriels, mais à un pays de paysans à l'agriculture arriérée que devait revenir le rôle de conducteur sur la voie du progrès social.

Cette conception, très répandue à un certain mo-



ment, se trouva refoulée dans la mesure où se décomposa le communisme agraire russe et où se développa un prolétariat industriel, qui se montrait à la fois combatif et apte à la lutte et qui pouvait influencer sur le centre de la puissance d'Etat, Pétersbourg, de toute autre façon que les habitants de villages dispersés et lointains.

C'est alors que commença la marche victorieuse du marxisme en Russie. Il y eut tout d'abord un caractère entièrement occidental. Mais lui non plus n'échappa point au destin qui menace en Russie toute pensée : celui du dédoublement. Bientôt se constituaient dans les rangs des marxistes des tendances ramenant à la pensée pré-marxiste, mieux adaptée au retard de beaucoup d'éléments du prolétariat russe.

Marx avait placé en tête des statuts de l' « Internationale » ce mot d'ordre : « L'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre de la classe ouvrière elle-même ».

Les hommes qui adaptèrent le marxisme à la mentalité asiatique proclamèrent par contre que la libération de la classe ouvrière ne pourrait être réalisée que par une phalange de révolutionnaires de profession, soumis à une discipline dictatoriale, la masse prolétarienne étant incapable de se libérer elle-même.

Ce qu'avait commencé Netschaïeff, l'inspirateur et mauvais génie de Bakounine, Lénine l'acheva, lui qui n'était rien d'autre qu'un Katkoff transposé de l'ambiance bourgeoise dans celle du prolétariat ou bien de l'ambiance libérale-nationaliste dans celle du socialisme.

De même que Katkoff, Lénine en vint aussi finalement à proclamer que le destin de la Russie était d'être l'instrument de la rédemption du monde, ce qui pour eux avait aussi la signification de le dominer.

La révolution russe de 1905 fut la première révolution bourgeoise de l'Empire des tzars. Comme telle elle suivit de très loin, en boitant, les révolutions occidentales. Cependant, grâce aux caractéristiques de l'Etat, déjà exposées, le prolétariat joua dans cette révolution un rôle beaucoup plus grand qu'autrefois, lors des révolutions de l'Angleterre, de la France, de l'Allemagne. C'est pourquoi ce qui fut l'une des dernières révolutions bourgeoises d'Europe, put apparaître comme la première révolution prolétarienne du monde et ses méthodes sembler celles qui partout devaient conduire le prolétariat à la victoire.

C'est ainsi que Lénine et ses partisans, les Bolcheviks, se persuadèrent facilement que la révolution prolétarienne devait partir de Russie pour se répandre sur le monde et que le peuple russe était le peuple élu de la révolution sociale, qui montrerait aux autres comment il fallait la faire.

Au bolchevisme s'oppose le courant du marxisme russe orienté vers l'Ouest, celui dit du menchevisme. Il représente parmi les socialistes russes le niveau intellectuel le plus élevé. Il se forme à l'école théorique des nations d'Europe les plus avancées industriellement, dans l'esprit de notre grand maître Karl Marx, qui dès 1867, dans l'avant-propos au premier volume de son « Capital » indiquait que « le pays industrielle-



ment plus avancé ne fait que montrer au pays moins développé l'image de l'avenir qui l'attend ». Tant que l'Europe occidentale ne sera pas assez avancée pour produire selon le socialisme, une production vraiment socialiste, signifiant pour les travailleurs pleine liberté et maximum de bien-être, ne sera pas possible en Russie. Jusque là la Russie ne pourra que, tout au plus, fournir des caricatures de socialisme, destructives de la liberté et du bien-être des travailleurs, fautrices de propagande à rebours.

L'avenir est en Russie au menchevisme. Mais d'autres formes de socialisme, mieux adaptées à l'état arriéré de la Russie, peuvent passagèrement exercer sur la pensée des masses russes une influence plus grande.

En Géorgie ce ne fut jamais le cas. On n'y trouvait plus ce communisme agraire auquel le parti des social-révolutionnaires russes accordait tant d'importance. Mais tout nationalisme russe y faisait également défaut. A leur insu, celui-ci éveillait, même chez beaucoup de Russes de pensée internationale, ce sentiment de supériorité vis-à-vis de l'Occident qui habite aussi les « vrais hommes russes » du marxisme, les bolcheviks.

La pensée social-révolutionnaire, non plus que la pensée bolchevique ne trouvèrent parmi les prolétaires et les intellectuels de la Géorgie un terrain favorable. Dans leur grande majorité les socialistes de ce pays étaient toujours demeurés des mencheviks. L'influence de ceux-ci y fut encore renforcée par l'exiguïté du territoire national.



Plus un Etat est petit et d'autant plus étroites, à conditions égales de transport et de production, sont les relations entre la capitale et les autres parties du pays, d'autant plus grande est la compréhension de la population citadine pour les ruraux, d'autant plus forte la part que prennent ces derniers à la vie spirituelle urbaine. En outre, les membres des masses laborieuses peuvent dans un petit pays se mettre plus facilement d'accord entre eux que dans un grand empire.

Grâce à tous ces facteurs, la démocratie est dans un petit pays — toutes choses égales d'ailleurs — plus forte, la vie spirituelle des masses plus active que dans un grand Etat se trouvant au même niveau économique. Le fait apparaît avec clarté lorsque nous comparons les Etats grecs de l'Antiquité avec les empires géants de l'Orient du même temps.

Il en est de même en ce qui concerne la Géorgie et la Russie, fait qui ne doit pas être attribué à des différences de capacités intellectuelles, mais surtout à la différence de grandeur des deux territoires. Cela ne veut pas dire que les Géorgiens doivent être assimilés aux Athéniens. Il y avait aussi en Grèce des Spartiates et des Béotiens. Ce furent des conditions tout à fait particulières qui permirent à la République urbaine d'Athènes d'atteindre son développement spirituel, par moments si puissant, son épanouissement commercial et industriel et les libertés démocratiques.

Mais les Spartiates et les Béotiens, eux aussi, avaient l'esprit plus éveillé que, par exemple, les masses populaires de l'Egypte, s'il nous est permis de juger celles-ci d'après les fellahs d'aujourd'hui.

La Géorgie est tout autant que la Russie, plus encore même, un pays agricole. Son industrie capitaliste est peu développée.

Mais combien à l'écart se trouve la capitale de l'Empire russe par rapport au reste du pays, combien isolés sont ses habitants, des paysans et habitants des petites villes, dont le nombre dépasse de beaucoup 100 millions. Jusqu'à la révolution leur manquait une compréhension mutuelle. Il n'avaient pas d'influence réciproque, vivaient les uns à côté des autres sans se comprendre, même lorsque se manifestaient dans la population urbaine des sympathies pour le paysan, dont l'attitude à son égard était pleine de méfiance. Quelles dures déceptions ne souffrirent pas les socialistes russes lorsqu'ils « allèrent au peuple » et lui parlèrent un langage dont il ne comprenait pas le sens, bien que les mots ne lui fussent pas inconnus.

Il n'en était pas de même dans la petite Géorgie, avec sa population d'environ 2 millions et demi d'habitants. Il y avait là, entre la population des villes et celle des campagnes les rapports les plus étroits, la compréhension la plus claire. Aussi les ruraux accordèrent-ils leur confiance la plus entière au prolétariat urbain, aux amis qu'il comptait parmi les intellectuels, tandis que ceux-ci comprirent à merveille les besoins de la population rurale. Chez eux prédominait la pensée mencheviste, c'est-à-dire social-démocrate au sens occidental. Les paysans se laissèrent conduire à leur tour par les Mencheviks.



## II

La Géorgie nous a donc offert depuis les révolutions russes un spectacle qu'aucune autre communauté du monde ne présente, celui d'un pays agricole dont la population, à une majorité énorme, est de sentiment social-démocrate. On l'a vu déjà aux élections à la Douma, après la première révolution de 1905; on s'en est aperçu au cours de la révolution, depuis 1917, lors des élections aux assemblées nationales constituantes russe, puis géorgienne.

Lors des dernières élections, en février 1919, 72 % de la population des villes se prononcèrent pour les candidats de la social-démocratie, alors que dans les districts ruraux la proportion s'élevait à 82 %! La social-démocratie disposait à la Constituante de 103 sièges, en face desquels l'opposition n'en pouvait réunir que 27, appartenant à cinq fractions différentes. Les bolcheviks n'avaient pas obtenu un seul mandat.

Quelle différence en Russie! L'incompréhension des citadins pour le pays plat, celle des paysans pour la ville n'y a été effacée que temporairement, dans d'anormales circonstances d'agitation terrible. Elle est aujourd'hui plus grave que jamais. Le bolchevisme mène à l'heure qu'il est le combat le plus acharné contre la paysannerie. Alors que la force

de la social-démocratie repose en Géorgie sur la collaboration intime des campagnards avec le prolétariat des villes et ses amis intellectuels, le régime bolcheviste a réussi, après un court intermède, à semer entre les paysans et le prolétariat urbain les germes de la plus âpre inimitié, bien que ce régime ne soit pas moins dure à celui-ci qu'aux ruraux.

Le régime mencheviste pouvait donc reposer en Géorgie sur la pleine démocratie. En Russie proprement dite la démocratie n'aurait pas apporté de majorité aux mencheviks. Non plus qu'aux bolcheviks, il est vrai, bien qu'ils aient obtenu, lors des élections pour la Constituante russe, bien davantage de voix que les mencheviks.

D'après les chiffres publiés par les bolcheviks, ont obtenu dans la population civile, lors des élections à la Constituante : les socialistes - révolutionnaires, 14.625.000 voix; les bolcheviks, 7.353.000; les autres partis réunis, 9.914.000 voix. Les socialistes-révolutionnaires ont donc obtenu dans la population civile 46 % des suffrages exprimés, près de la moitié, les bolcheviks pas même un quart!

Un peu plus favorable à ces derniers fut la proportion constatée dans l'armée. Les soldats exigeaient en 1917 la paix immédiate à tout prix et ce fut les bolcheviks qui la promirent de la façon la plus catégorique. Néanmoins, ils n'obtinrent dans l'armée, si lasse de la guerre (et dans la flotte) que 1.671.000 voix sur 4.363.000, c'est-à-dire 38 %. Les socialistes-révolutionnaires 1.885.000, 43 %. Il est vrai qu'à



Moscou et Pétersbourg les bolcheviks disposaient de la grande majorité de l'armée.

Leurs baïonnettes leur permirent, à la manière de Bonaparte, de disperser la Constituante (janvier 1918). Jusque là défenseurs fanatiques d'une large démocratie, ils la rejetèrent après que les élections ne leur eurent pas apporté la majorité espérée. Dès lors, ils virent dans la démocratie l'ennemi, par dessus tous autres abhorré. Avec le capitalisme ils peuvent entretenir des pourparlers, voire faire des affaires. La démocratie par contre, signifie pour eux la fin même de leur existence. Compromis et pourparlers avec la démocratie sont impossibles pour eux.

La situation ne s'est pas améliorée depuis la dissolution de la Constituante en janvier 1918; elle s'est aggravée d'année en année, à mesure que s'accusait la brutale contradiction entre le régime bolcheviste et les conditions de vie des prolétaires et des intellectuels des villes et des paysans dans les villages, à mesure qu'il apparaissait que le parti communiste ne représentait plus d'autres intérêts dans la société que ses propres intérêts particuliers. Il existe un état de guerre permanent entre le parti communiste et l'ensemble du reste de la population. Il pousse les communistes à serrer étroitement leurs rangs. Cependant les affaires russes prennent une tournure si désespérée que même parmi les rangs des bolcheviks les cas d'insubordination et de désertion (à l'étranger) s'accumulent. A cela, les maîtres de la République des Soviets ne savent répondre qu'en accentuant la terreur. C'est cela et non pas des concessions à la

démocratie qui jusqu'à présent a été la conséquence des difficultés croissantes de la domination bolcheviste.

Dès son début le régime du bolchevisme s'est appuyé sur la *violence* — avant tout à l'égard des socialistes démocrates. Mais pas sur la violence seule. Outre celle-là, le régime avait besoin d'une autre arme, dont il ne peut se passer: le *méensonge*.



### III

Dès le début de son action, Lénine a été rempli d'une croyance messianique en lui-même, non pas occidentale, mais asiatique, qu'il sut faire partager à ses partisans. Il se considérait comme l'homme qui était appelé à racheter le peuple russe. Acquérir la puissance nécessaire pour atteindre ce but, ce fut pour lui la tâche la plus sainte. A cette fin tous les moyens devaient être bons, y compris le mensonge. Pour lui sa mission lui donnait le droit, lui imposait même le devoir de recourir au mensonge lorsqu'il avait chance d'augmenter par là sa puissance, d'affaiblir ses adversaires et ses concurrents. Le mensonge devint pour lui un moyen régulier de lutte, aussi bien la calomnie à l'égard de socialistes de pensée différente, qui se trouvaient sur son chemin, de même que la tromperie exercée sur ses propres partisans au sujet des moyens d'action à sa disposition et des résultats obtenus.

Tromper l'ennemi et se montrer plus rusé que lui: de tout temps on a vu là un procédé licite de guerre. Les diplomates ont appliqué la méthode à leur activité du temps de paix. Et dans la mêlée des partis, en matière de politique intérieure, le mensonge n'a pas non plus été dédaigné. Mais seulement par des politiciens qui méprisaient le peuple, qui le considéraient uniquement comme un moyen d'atteindre leurs buts.

Enfin, pendant longtemps, dans le commerce, les marchands ont estimé que tromper le client et lui mentir, lui recommander des marchandises mauvaises, cela était leur droit strict. Mais plus la production et l'échange des marchandises prennent le caractère d'une occupation régulière et plus apparaît à courte vue cette philosophie du commerce, qu'à la longue ébranle le crédit et chasse le client. Même en Orient l'astuce mercantile commence à ne plus avoir la même faveur. Dans les pays de production capitaliste développée, elle est méprisée par le négociant et l'industriel sérieux. N'y ont plus recourt que les escrocs et les banqueroutiers.

En même temps, elle perd en politique d'autant plus de terrain qu'avec le développement de la démocratie les masses acquièrent la possibilité de se renseigner sur la situation de l'Etat et de la société, et qu'elles rassemblent plus d'expériences au sujet des partis et des différents hommes politiques.

Dans la mesure où la démocratie gagne de l'influence sur la politique étrangère des Etats, où les diplomates se trouvent soumis au contrôle populaire, ces messieurs aussi se voient contraints d'abandonner leurs manières de maquignons.

Surtout le marxisme exige en politique franchise, honnêteté, vérité. Dans la conception marxiste, les succès des différents partis dépendent, à la longue, non pas de l'habileté avec laquelle les chefs savent attirer les masses, mais des conditions sociales en présence desquelles ils se trouvent.

Reconnaître ces conditions, sans s'abandonner à



aucune illusion, pour en éclairer les masses, telle est pour nous autres marxistes la première tâche qui incombe à tout homme politique. C'est de cette connaissance qu'il doit faire dépendre le choix de ses buts et de ses moyens, de ses idéaux et de sa tactique. La recherche de la vérité, d'une vérité implacable est pour le marxiste le premier commandement de son action. Le premier des commandements envers soi-même, envers ses camarades de lutte, mais, par là même, aussi envers le peuple entier. Le marxisme voit dans les luttes politiques, en fin de compte, le résultat d'oppositions de classes. Mais la masse des travailleurs ne peut mener ses luttes de classe qu'en pleine lumière. Il n'est pas possible de rassembler dans une conjuration toute une classe ouvrière. Il n'est pas possible de dire la vérité aux ouvriers et de mentir en même temps à leurs adversaires.

Non moins que dans la politique intérieure, le marxisme exige la vérité dans la politique étrangère. On sait que dans son « Adresse inaugurale » Karl Marx revendiquait que « les simples lois de la morale et du droit, qui doivent gouverner les relations des individus, » fussent reconnues comme « règle suprême des rapports entre les nations ».

La vérité est donc le commandement suprême du marxisme de même que de la démocratie, de même également que d'une économie solide et calculée pour durer.

En érigéant le mensonge en un moyen voulu, méthodiquement appliqué de sa politique, Lénine, dans ce domaine également, a donné au marxisme cette

déformation de nature asiatique qui partout a caractérisé son action.

A l'esprit de recherche occidental il a substitué la ruse mercantile orientale ; à la franchise et à l'honnêteté de la démocratie les mystères de la conjuration, qui tient secrètes son organisation et ses décisions, non seulement à l'égard des détenteurs du pouvoir politique, là où elle est exposée à leurs poursuites, mais également vis-à-vis du peuple, là où elle peut s'organiser librement, et même là où elle le domine. Toujours ses chefs forment une organisation secrète, soumise à un régime dictatorial, que la foule ignorante doit suivre aveuglément.

Au début, les procédés mensongers de Lénine et de ses gens se sont trouvés encore légèrement atténués par la croyance messianique dont ils étaient imbus. Ils mentaient pour acquérir la puissance, non pas dans leur propre intérêt, mais dans l'intérêt de leur cause, dont le succès, dans leur opinion, exigeait la toute-puissance du chef. On peut ainsi compter Lénine au nombre de ces novateurs dont Karl Marx a remarqué une fois qu'ils offrent « un agréable mélange du caractère du charlatan et du prophète ».

Mais ce caractère messianique, le bolchevisme l'a depuis longtemps perdu. Aujourd'hui, ses chefs luttent, non plus pour la toute-puissance qui doit racheter l'humanité laborieuse, mais seulement pour conserver leur propre existence politique. Leurs mensonges ne sont plus les pieux mensonges de gens désireux d'agir en thaumaturges, mais des mensonges on ne peut plus vulgaires d'escrocs et de banque-



routiers qui veulent masquer l'effondrement de l'édifice qu'ils ont construit.

L'Etat russe tout entier est édifié sur le mensonge, sur la tromperie de la population intérieure comme de l'étranger. A cette fin il n'est toléré en Russie aucun journal qui ne se trouve pas aux mains du parti communiste. Une police politique toute puissante, omniprésente, fait le nécessaire pour qu'aucune vérité désagréable au parti gouvernant ne soit propagée parmi la population, soit par la parole soit par l'écrit. Une surveillance sévère empêche toute personne de quitter le pays qui pourrait dépeindre à l'étranger la vraie face des choses. Non moins sévèrement est surveillé ou tenu à l'écart tout étranger qui pourrait rapporter aux Russes la situation du reste du monde, ou bien qui serait à même et aurait la volonté de voir les choses en Russie telles qu'elles sont, de discerner la réalité derrière les villages de Potemkine et les fables que lui débitent ses guides bolchevistes. Et l'on ne tolère en Russie aucun voyageur venant de l'étranger qui n'accepterait pas de se laisser prendre en tutelle par les compagnons que lui impose comme guides et espions le parti communiste ou le gouvernement.

Aucun non-communiste n'est admis en Russie dont le gouvernement ne suppose pas qu'il ne soit déjà acheté ou susceptible de se laisser acheter ou duper.

Plus mauvaise est la situation en Russie et d'autant plus éhontés et multiples sont les mensonges auxquels recourt ou doit avoir recours le gouvernement des Soviets. Plus lamentable est leur monde réel, et plus

grands sont les efforts des bolcheviks pour le cacher par un monde d'apparences. L'industrie et l'agriculture périssent, le niveau des écoles fléchit de plus en plus, la science est dans une mesure croissante assujettie au caporalisme, les habitants sont en proie à la famine, ils n'ont pas de vêtements, pas de logements; mais les théâtres et les cinémas fleurissent, de même que tous les arts de la réclame. Même les partis communistes de la troisième internationale sont aujourd'hui davantage au service de la publicité en faveur de la Russie des Soviets que de la révolution mondiale.

Naturellement, se louer soi-même ne suffit pas. Le gouvernement russe a besoin de trompettes qui puissent être perçues à l'étranger. Et jusqu'à présent il a toujours réussi à trouver parmi les intellectuels occidentaux des personnalités éminentes, ou bien vénales ou bien assez naïves pour se laisser utiliser aux fins de réclame en faveur de la Russie soviétique et à faire retentir l'air de bruyantes fanfares à sa gloire.



## IV

Au nombre des trompettes les plus bruyantes nous annonçant l'avènement du millénium en Russie, il faut compter celle du romancier *Henri Barbusse*. Il convient de l'envisager comme telle en raison de la considération que s'est acquise l'auteur du « Feu », qui force l'attention sur ses avis. Elle l'est aussi pour cette raison qu'il y a peu d'enquêteur sur la Russie et sur l'étendue de sa domination qui aient annoncé au monde, avec tant de sans-gêne, les inexactitudes les plus grossières.

Il le montre clairement dans son dernier livre, intitulé « Voici ce qu'on a fait de la Géorgie ».

Parmi les nombreuses taches dont s'est souillée la Russie soviétique, l'une des plus infamantes est sa conduite envers la Géorgie.

Jusqu'à l'élection de la Constituante, à fin 1917, les Géorgiens étaient demeurés dans le cadre de l'Etat russe. A Pétersbourg, depuis qu'existait un mouvement marxiste, les représentants des mencheviks géorgiens avaient toujours été accueillis avec enthousiasme, en tant que champions du prolétariat russe tout entier. En 1917, le Géorgien Tcheidsé devenait président du Conseil d'ouvriers de Pétersbourg, Tsérételli, membre du gouvernement provisoire de la Russie.

La Géorgie prit part aux élections à la Constituante

russe. Le nombre des suffrages qui y furent exprimés atteignit 892.000, dont 640.200 pour les mencheviks, 24.500 seulement pour les bolcheviks. Dans tout le reste de la Russie, les mencheviks n'obtinrent alors pas plus de voix que dans la seule petite Géorgie.

Déjà, dans la Russie proprement dite, la lutte des bolcheviks contre les mencheviks prenait, à un haut degré, la tournure d'une lutte contre les Géorgiens. Et lorsque la social-démocratie devint l'ennemie, haïe des bolcheviks par-dessus tous les autres, c'est aussi les Géorgiens qui furent visés. Tout d'abord, pourtant, les bolcheviks durent adopter une attitude amicale à leur égard.

La dissolution de la Constituante rompit tous les liens qui auraient pu attacher à la Russie les Etats limitrophes. La Transcaucasie déclara son indépendance, et, à son démembrement, la Géorgie fut un Etat autonome.

Les nouveaux maîtres de la Russie durent laisser s'accomplir ces événements sans intervenir, car l'acte même de dissolution de la Constituante, qui avait poussé la Géorgie hors de l'Etat russe, déclancha dans la Russie proprement dite une sanglante guerre civile, qui, par moments, amena la puissance des Soviets au bord de l'abîme. Cela, on avait pu le prévoir. A la Constituante, Tsérételli avait signalé que la dissolution de la Constituante ne signifiait autre chose que la ruine économique du pays, une sauvage guerre civile et le démembrement de l'Etat. Les faits ont justifié ces prévisions.

Mais Lénine disposait, vis-à-vis de Tsérételli, d'ar-





guments décisifs : les pongs et les baïonnettes de soldats analphabétiques.

Par là, il rendait l'avenir de la Russie dépendant de cette circonstance : qui disposerait du plus grand nombre d'analphabétiques armés. Lénine et Trotski s'entendirent à merveille à en gagner et à en organiser, dans les villes principales, la majorité. Cela leur assura la victoire.

Mais avant d'en arriver là, il leur fallut s'efforcer d'être en bons termes avec la Géorgie. Il est vrai que là-bas dominaient les mencheviks, qui avaient tout à craindre d'une victoire bolcheviste. Leur alliance avec la contre-révolution aurait peut-être conduit à la ruine de Lénine. Mais ils étaient des démocrates révolutionnaires ; aussi repoussèrent-ils toute alliance avec les contre-révolutionnaires. Ils voulaient vivre en paix et amitié avec les bolcheviks et conclurent dans cet esprit, le 7 mai 1920, un traité avec la Russie soviétique.

Toutefois, celle-ci était bien décidée d'avance à ne l'observer que tant que la guerre civile paralyserait ses forces.

Si les bolcheviks voyaient dans les mencheviks leur ennemi principal, ceux de Géorgie leur apparaissaient comme ennemi pire encore que ceux de Russie. Car grâce aux influences qui déterminent la pensée russe et suscitent l'enchaînement des idées bolchevistes, quelques-unes de ces idées se glissaient aussi dans les rangs des autres partis socialistes. Aussi bien les socialistes révolutionnaires que les mencheviks de Russie avaient une aile gauche, combattant et affai-

blissant leur propre parti et qui, en certains points, penchait du côté des bolcheviks. Aussi la réussite de ces derniers en fut-elle beaucoup facilitée.

Parmi les mencheviks de Géorgie, rien de tout cela. Ils avaient toujours opposé à l'idée bolcheviste un front unique sans fissure. Le bolchevisme leur en voua aussi une haine plus acharnée que celle dont ils poursuivaient aucun autre parti du monde.

Ses actes répondirent à ses sentiments.

Dès que les bolcheviks eurent réduit le dernier des généraux contre-révolutionnaires, le sort de la Géorgie se trouvait décidé. A fin 1920, Wrangel était écrasé, et en février 1921 des troupes russes envahissaient déjà la Géorgie, sans déclaration de guerre, en pleine paix, au mépris du traité de paix et d'amitié.

L'invasion russe bafouait de la façon la plus criante toutes les règles de la morale et du droit qui, comme l'avait déjà fait ressortir l' « Adresse inaugurale » de Karl Marx, devraient constituer la loi suprême des relations entre les nations. Elle contredisait aussi tous les principes que les bolcheviks eux-mêmes venaient encore de proclamer : le droit des nations de disposer d'elles-mêmes, la bassesse de toute guerre « impérialiste », c'est-à-dire de toute guerre de conquête.

La conscience des bolcheviks qui considèrent et méprisent toute morale comme étant d'invention bourgeoise, n'en fut point troublée. Mais nombreux sont encore parmi leurs partisans et ceux qu'ils veulent gagner à leur cause ceux qui abominent toute guerre



de conquête et tout manquement à la foi donnée. Il fallait apaiser leurs scrupules.

Si la conduite des bolcheviks en Géorgie blessait d'une façon encore plus criante qu'en Russie tous les principes moraux, estimés précisément bien davantage dans les classes laborieuses que parmi les exploiters, et sans lesquels elles ne peuvent lutter avec succès et édifier une nouvelle société, il fallait que les mensonges, au moyen desquels les bolcheviks cherchaient à justifier leurs actes de violence en Géorgie, devinssent encore plus grossiers. Et, selon la manière traditionnelle bolcheviste, ils ne se contentèrent pas de disculper leurs propres actes par des mensonges. Ils ont toujours aimé, non seulement de maltraiter leurs victimes, mais de les injurier et calomnier. En cela ils restent semblables à eux-mêmes, dans toutes les conditions.

## V

On trouve rassemblées dans le livre que vient de publier Henri Barbusse, toutes les faussetés qui ont été répandues par les communistes au sujet de la Géorgie, au cours des années.

Vu le prestige littéraire de l'auteur, il était impérieusement nécessaire que ces faussetés fussent rectifiées. Le présent livre le fait d'une façon convaincante. Son auteur, le géorgien D. Charachidzé, a étudié en Europe occidentale, il est pénétré de la vie spirituelle de l'Ouest. Mais, en même temps, il connaît à fond son propre pays ainsi que la Russie, et possède une solide instruction marxiste. Membre de l'Assemblée Constituante géorgienne, il fut, après la révolution, rédacteur en chef d'un grand quotidien social-démocrate, *Borba*, qui paraissait à Tiflis, en russe, à côté d'autres feuilles rédigées en langue géorgienne.

Au lecteur de juger, naturellement, la façon dont il s'est acquitté de sa tâche. Mais les faits qu'il produit parlent un éloquent langage, écrasant pour M. Barbusse et la cause qu'il défend.

On peut envisager comme circonstance atténuante pour Barbusse sa naïveté incroyable et son ignorance des choses économiques.

C'est ainsi que dans son livre, page 115, parlant du gouvernement mencheviste en Géorgie, il dit qu'il



aurait « accaparé tout le trésor que l'Etat Russe avait laissé à Tiflis, soit près de deux milliards ».

Avec le manque de précision, qui est chez lui système, il oublie d'indiquer de quelle monnaie il s'agit. Mais quelle monnaie pourrait avoir accumulé l'Etat russe à la trésorerie de Tiflis, sinon de l'argent russe, des roubles ? Ainsi, M. Barbusse veut nous faire croire qu'à la fin de la guerre mondiale l'Etat russe conservait dans une ville de province 2 milliards de roubles, soit la valeur de 5 milliards de francs-or, une somme égale à l'indemnité entière que la France dut payer à l'Allemagne après la guerre de 1871 ! Mais même en admettant que Barbusse ait eu en vue, non pas des roubles, mais des francs français actuels, la somme n'en demeurerait pas moins ridiculement fantastique.

Dans quelle abondance de milliards devait se mouvoir le gouvernement de la petite Géorgie avec ses faibles besoins !

Mais voici qu'à la page suivante le même Barbusse nous parle de la détresse financière dans laquelle s'est trouvé le gouvernement géorgien, détresse qui le contraignait à imprimer des billets de banque en nombre illimité : « L'inflation accentuait cette glissée au gouffre. La multiplication de la paperasserie monétaire devenait un lugubre prodige ».

Singulière conduite pour un gouvernement qui venait de s'approprier 2 milliards. Et cela dans un pays dont le commerce extérieur, comme l'indique en même temps Barbusse, représentait en 1913 un seul million — non pas un milliard — et en 1922 pas

même le dixième. Où donc alors sont passés les deux milliards ?

D'ailleurs Barbusse paraît croire que l'inflation constitue un signe caractéristique particulier du menchevisme. Il ne semble pas se douter qu'il y a là une conséquence générale de la guerre qui a exercé ses ravages dans beaucoup de grands Etats avec non moins d'intensité qu'en Géorgie ; en Allemagne, par exemple, mais de la façon la plus frappante dans la Russie bolcheviste. Il n'a manifestement rien entendu dire jusqu'à présent de la « paperasserie monétaire » de cette dernière. De cela, ses amis communistes ne lui ont jamais soufflé mot. Et il ne connaît pas d'autres sources au sujet de la Russie des Soviets.

Il se montre, du reste, en général extrêmement prodigue de milliards. Pour relever le crédit de la Russie des Soviets, il rapporte enchanté (page 164) : « J'ai vu à la Banque d'Etat, condensés dans des écrins, des dizaines de milliards ». Quel fabuleux expert en trésor, qui n'a qu'à jeter un coup d'œil sur des « écrins » pour savoir sur le champ, avec certitude, qu'ils contiennent des dizaines de milliards ! Quel ne serait pas le bonheur des gens du Kremlin, qui aspirent tant à un emprunt, de pouvoir eux aussi voir quelques chose de ces « dizaines de milliards ! ».

Cette absence de notion et de compréhension pourrait expliquer bien des inexactitudes que soutient Barbusse dans son livre. Il est complètement dépourvu d'esprit de critique vis-à-vis des fables que débitent ses répondants communistes, et accepte les yeux fermés toutes les bourdes qu'on lui raconte.



Toutefois, il n'est pas possible d'attribuer à la simplicité d'une âme enfantine toutes les inexactitudes de M. Barbusse. Nous avons toutes raisons de supposer qu'il n'hésite pas à mentir de propos délibéré.

J'en ai subi l'effet moi-même. Barbusse rapporte dans une note de son livre (page 137) :

« Les séparatistes géorgiens mencheviks ont envisagé une alliance avec l'Angleterre en vue d'une intervention armée, ainsi qu'il ressort d'un article publié par Karl Kautsky dans le *Vorwaerts*. Kautsky trouve excellente l'idée de l'alliance avec l'Angleterre, mais il déconseille de l'entreprendre avec le gouvernement Baldwin, uniquement parce qu'il estime que celui-ci n'est pas très stable et que ce serait imprudent dans ces conditions de se lier les mains avec lui. Ce leader de la II<sup>e</sup> Internationale admet donc, par haine de parti, le principe de la coalition d'un pouvoir déchu et dont nul ne peut oser prétendre qu'il fut un pouvoir socialiste, avec l'impérialisme anglais, en vue de la chute de l'Etat révolutionnaire constitué. Ce sera une tache sur sa mémoire. »

Pas de doute, il y a ici une tache. Mais sur la mémoire de qui ?

Barbusse ne cite pas volontiers de façon précise les sources où il puise. Cette fois, il mentionne au moins le *Vorwaerts*, sans indication de date, il est vrai. J'ai publié l'article en question le 13 juillet 1927 dans le *Vorwaerts*, après que le gouvernement conservateur anglais eut rompu avec la Russie des Soviets.

J'avais écrit :

« *Dés révolutionnaires arméniens* se sont adressés à moi et m'ont demandé ce que je pensais d'une participation de révolutionnaires caucasiens à une action éventuelle de l'Angleterre contre la Russie bolcheviste ».

Dans sa note, Barbusse substitue simplement « mencheviks géorgiens » à « révolutionnaires arméniens » et de la même encre ajoute qu'ils envisagent une alliance avec l'Angleterre en vue d'une intervention armée. Je n'avais rien écrit de pareil dans mon article. *Première falsification.*

Puis Barbusse annonce que, dans l'article en question, je trouve l'idée de l'alliance avec l'Angleterre « excellente ». Dans l'article entier il n'y a *pas un mot* qui puisse être interprété dans ce sens. Celui qui connaît mes opinions sait que j'ai toujours été l'adversaire d'une intervention armée en Russie. *Deuxième falsification.*

Barbusse doit reconnaître ensuite que je me suis prononcé contre l'alliance des révolutionnaires avec Baldwin. Mais cela, je l'aurai fait « uniquement » parce que le gouvernement en question ne reposait pas sur une base sûre et qu'il eût été imprudent pour cette raison de s'aboucher avec lui.

Il n'y a pas un mot de cela non plus dans l'article mentionné ; il n'y avait d'ailleurs pas de raison de douter alors de la solidité du cabinet Baldwin.

Je cite deux motifs qui font que je déconseille aux révolutionnaires caucasiens de s'engager avec le ministère Baldwin : tout d'abord, parce que les révo-



lutionnaires sont constamment trompés lorsqu'ils entrent en relations avec un gouvernement réactionnaire ; mais, ensuite, pour la raison suivante aussi :

« S'allier au gouvernement Baldwin, c'est établir un lien avec l'ennemi le plus acharné du prolétariat et de la démocratie, non seulement en Angleterre, mais encore dans l'Europe entière... Les révolutionnaires caucasiens, qui attendent leur salut du gouvernement actuel de l'Angleterre, se verront trompés par celui-ci, en même temps qu'il s'attireront le mépris et l'inimitié de l'Internationale socialiste. »

C'étaient là les motifs pour lesquels j'étais opposé à l'alliance des Caucasiens avec Baldwin, et non pas la crainte de sa chute prochaine. En affirmant que dans cette crainte — qui n'est exprimée par aucun mot de moi — j'aurais vu la *seule* raison qui militât contre cette alliance, il a commis une *troisième falsification*.

Ainsi, dans l'espace d'une petite note de quelques lignes, Barbusse réussit à commettre trois falsifications à propos d'un article qui avait paru dans l'Europe occidentale et que tout le monde pouvait se procurer. Lorsqu'un auteur se permet des falsifications aussi impudentes dans des circonstances qui en rendent le contrôle facile, que doit-on attendre de lui lorsqu'il parle de choses relatives à un pays éloigné, dont l'accès est aujourd'hui presque impossible !

Je ne considère pas seulement que M. Barbusse a été victime de sa simplicité dépourvue de sens critique ; je n'hésite pas à le qualifier sans détours de

menteur conscient et calomniateur fieffé. De Don Bazile rouge : « La calomnie, Dorteur, la calomnie. Il faut toujours en venir là. »

J'estime que le lecteur ne trouvera pas trop durs ces qualificatifs lorsqu'il aura lu le présent livre.



## VI

C'est un grand mérite que s'acquiert Charachidzé en arrachant le masque de faux humanisme que porte M. Barbusse. Toutefois il accomplit plus que cela dans son livre. Non seulement il met à nu Henri Barbusse, mais encore, ce qui est plus important, la situation de la Géorgie sous le knout du Kremlin. Il n'est pas seulement critique et négatif, mais aussi positif.

Au début de l'année 1921 paraissait un livre précieux sur la Géorgie, dû à la plume de W. Woytinsky : « La Démocratie Géorgienne ». Presque en même temps, je publiais mon petit livre sur le même sujet, « *Georgien, eine sozialdemokratische Bauernrepublik* » (La Géorgie, une république paysanne social-démocratique). Ces deux publications parurent juste au moment où la Russie des Soviets s'abattait sur la Géorgie. Charachidzé complète ces écrits, il reprend précisément l'exposé là où ils le laissaient. Je ne connais pas de meilleur exposé résumant l'ensemble des événements de la Géorgie pendant la dernière décade, que le sien. Et l'Europe occidentale a tout intérêt à s'informer sur ce pays minuscule. Nous avons déjà appelé l'attention sur ce fait que les petits pays offrent certaines possibilités de développement dans une mesure plus large que les grandes nations. S'ils sont impuissants vis-à-vis de la

politique mondiale des grands Etats, ils n'en peuvent pas moins avoir une grande importance pour le développement spirituel, social, économique.

La petite Attique n'a-t-elle pas pour nous, en tant que témoignage de l'Antiquité, plus d'importance que l'Empire géant des Perses ? Et la petite Weimar n'a-t-elle pas eu sur la vie spirituelle allemande du XVIII<sup>e</sup> siècle plus d'influence que la grande Autriche ? Et de nos jours, la Belgique n'a-t-elle pas dépassé la France à certains points de vue, ou bien, le Danemark l'Allemagne ? Vienne n'a-t-elle pas acquis à maints égards un rôle dirigeant ? La Géorgie, elle aussi, peut encore acquérir une importance internationale dépassant de beaucoup la puissance qu'elle pourra jamais obtenir parmi les peuples de la terre.

Nous avons déjà fait ressortir qu'une petite bourgeoisie révolutionnaire fait défaut aux peuples de l'Orient. Leur démocratie ne trouve pas d'autre base sûre qu'une paysannerie, sous la direction d'un prolétariat moderne de grande industrie et de ses amis intellectuels. Là le prolétariat est appelé à accomplir des révolutions bourgeoises.

Cela paraît être une contradiction si l'on ne pose aux socialistes qu'une seule tâche : réaliser la société socialiste. Ce n'était cependant qu'une conception de l'époque d'avant Marx. Marx assigne aux socialistes la tâche de mener sciemment et méthodiquement la lutte de classe du prolétariat, d'organiser celui-ci, de l'élever matériellement et moralement.



pour le rendre mûr, non seulement pour dominer l'Etat, mais également le processus de la production.

De ce point de vue, la réalisation d'une révolution bourgeoise, d'une révolution rien que démocratique, par les forces d'un prolétariat moderne, prend aussi un sens. Le prolétariat ne pourra, certes, acquérir en Orient ces forces que s'il gagne la confiance de la paysannerie, que s'il la conduit.

Deux chemins ont jusqu'à présent été frayés dans cette direction : celui ouvert par les bolcheviks s'est révélé comme un chemin perdu, finissant en impasse. Celui des mencheviks a été inauguré en Géorgie sous d'heureux auspices ; mais bientôt la force brutale des soldats et policiers russes venait le barrer complètement. Toute cette leçon de choses qu'aurait pu nous donner, au point de vue de l'évolution de l'Orient, la République mencheviste, si elle avait pu prospérer, a été étouffée dans l'œuf et dérobée à l'humanité.

Pas pour toujours cependant.

Le bolchevisme est à son déclin. Il a tellement travaillé à détruire en Russie toutes les forces spirituelles de la population, qu'on peut craindre qu'elle ne soit pas à même, après l'effondrement du bolchevisme, d'édifier sans transition un régime démocratique exempt de frictions. Certes, le tsarisme a disparu à jamais, de même que la noblesse. Ce n'est pas un bonapartisme ou légitimisme de gardes blancs qui succédera en Russie à la domination des Soviets. Mais il y a lieu de craindre la dissolution de l'Etat en un chaos, dès que la domination rouge du Kremlin perdra la force de maintenir en place la charpente de

l'Etat et de le diriger .Ce n'est qu'en conséquence de longs efforts qu'une démocratie véritable pourrait alors s'y former.

Tout à fait différente est la situation en Géorgie ! Ce pays possédait déjà une organisation démocratique avant d'être écrasé par les dictateurs des Soviets. On n'oublie pas une telle organisation, surtout lorsque ce sont des maîtres étrangers qui l'écartent. La démocratie continue à vivre dans les cœurs du peuple géorgien qui l'a conquise, et l'exiguïté du pays en facilitera la réorganisation, l'oppression étrangère une fois disparue.

La République démocratique se dressera de nouveau là-bas, dès que les baïonnettes russes auront quitté la Géorgie, et elle recommencera son existence, enrichie, il est vrai, par rien d'autre qu'une abondance d'expériences douloureuses.

Il ne nous en est pas moins permis d'attendre qu'elle réalise alors ce que nous espérions déjà d'elle, il y a dix ans : montrer aux peuples de l'Orient le chemin vers la démocratie moderne et, finalement, vers le socialisme.

Karl KAUTSKY.

Vienne, fin décembre 1929.



H. Barbusse, les Soviets  
et la Géorgie

## L'« ENQUETE » DE M. BARBUSSE EN GEORGIE

Le célèbre romancier français, M. Henri Barbusse, a publié, il y a quelques mois, un ouvrage consacré à la question géorgienne. (*Henri Barbusse*. Voici ce qu'on a fait de la Géorgie. Ernest Flammarion, éditeur, Paris). L'auteur y rapporte les résultats de ce qu'il appelle son enquête en Géorgie, d'un « travail complet » qu'il prétend avoir entrepris et accompli « le plus sincèrement et le plus honnêtement qu'il a pu.

La foi politique de M. Barbusse est connue de tous : il est communiste fervent, militant dévoué de la 3<sup>ème</sup> Internationale. Pourtant, il nous assure que sa foi communiste n'a pas porté atteinte à son esprit d'objectivité et d'impartialité. Dans un article consacré à son livre sur la Géorgie (« Monde » du 14 septembre 1929), il écrit : « Tout en me considérant comme un communiste solide,... je me suis efforcé à faire sur un autre terrain que celui de la politique et de la lutte directe des partis, œuvre d'information objective et sereine. C'est dans cet esprit que j'ai fait ce livre... Je demande qu'autour de moi, on me fasse confiance suffisamment pour croire que



quelle que soit mon ardeur de socialiste intégral, je n'y sacrifierais jamais ce que je croirais être la vérité ».

Il nous semble étrange que M. Barbusse veuille placer la question géorgienne « sur un autre terrain que celui de la politique et de la lutte directe des partis ». La question géorgienne, dans son aspect actuel, est du domaine des rapports entre l'Etat russe et la nation Géorgienne; elle est donc politique avant tout, et M. Barbusse qui consacre tout son livre à combattre un parti politique géorgien en faveur du parti communiste russe, ne témoigne-t-il pas que cette question se place sur le terrain « de la lutte directe des partis » ?

Nous voudrions bien croire qu'en entreprenant son enquête sur un sujet aussi délicat, touchant à tant de susceptibilités politiques, il ait fait l'effort nécessaire pour s'élever au-dessus du point de vue de parti, pour se placer sur le terrain « objectif et serein » ; son renom littéraire, le crédit moral dont il jouit dans certains milieux européens auraient dû l'y contraindre.

Mais son livre est là pour témoigner que le romancier français n'a pas même tenté de faire cet effort. Déjà, les méthodes d'information et de documentation sur la question, auxquelles il a eu recours dans son « enquête », excluent toute objectivité et toute impartialité.

Des sources de documentation sur le problème géorgien, M. Barbusse ne veut connaître que les autorités soviétiques et le parti

bolchévik. Il existe toute une littérature en français, sur le passé récent et sur la situation actuelle de la Géorgie; il existe également des livres et de nombreux articles en langues européennes résumant les résultats d'enquêtes entreprises par d'éminents écrivains européens en Géorgie indépendante, en 1920. De toute cette littérature M. Barbusse fait table rase, même quand il expose à ses lecteurs les événements de la période de la Géorgie Indépendante, se fiant entièrement aux renseignements qui lui sont fournis de source bolchevique. S'il lui arrive de citer d'autres témoins que les bolchéviks, il s'adresse toujours aux ennemis de la démocratie géorgienne : à un nationaliste français, à un arménien ou encore à un géorgien du même camp.

Lorsqu'il enquêtait dans les Etats Balkaniques, il savait pertinemment que pour se faire une idée juste de la situation d'un pays écrasé sous la dictature, il ne suffisait pas de se documenter chez les gouvernants, leurs partisans et leurs bourreaux, qu'il fallait passer outre à la société officielle et artificielle créée par la dictature, descendre dans le peuple pour s'instruire chez lui. Mais quand il enquête en Géorgie, il ne tente même pas de pénétrer dans les souches de la société géorgienne autres que celles de la caste dominante.

Pour étudier la situation et le sort des prisonniers politiques en pays Balkaniques, il se renseignait principalement auprès des prisonniers eux-mêmes, ou chez leurs amis politiques, sachant bien que ni le geôlier, ni,



moins encore, les bourreaux, n'auraient révélé la vérité sur leurs victimes. Mais quand il dépeint aux lecteurs européens la situation et le sort des prisonniers politiques en Géorgie, il ne rapporte qu'un seul témoignage : celui du geôlier et du bourreau.

Dans son ouvrage sur les pays Balkaniques (« Les bourreaux », Ernest Flammarion, éditeur, Paris), il donne place à l'opinion d'un président du Conseil de guerre, sur le procès de Kichinew, et personne ne lui en voudra de cette courtoisie à l'égard d'un agent de la dictature roumaine. Par contre, on chercherait vainement dans son livre sur la Géorgie pareille courtoisie de pure forme pour les victimes de la Tchéka.

Quand il analyse la question de la Bessarabie, il sait « comment on annexe un pays » et il veut que la possibilité soit donnée à la population d'exprimer sa volonté dans une consultation populaire. Mais quand il s'agit de la Géorgie, la volonté de toute une nation, régulièrement exprimée par le suffrage universel le plus démocratique, ne compte plus, et l'occupation soviétique — non pas à la Roumaine, mais à la suite d'une guerre d'invasion — lui paraît tout à fait légitime et même équivalant à une « délivrance ».

Telles sont les méthodes d'enquête, les deux poids et les deux mesures appliqués par M. Barbusse dans les Balkans et en Géorgie. Ce revirement singulier ne peut avoir d'autre explication que son parti-pris préconçu.

Quiconque compare les résultats des deux enquêtes de M. Barbusse, est enclin à croire

que l'auteur a changé depuis 1925. Mais il suffit de l'envisager comme un homme de parti, comme un fidèle de Moscou, pour que cette contradiction devienne compréhensible. Ce n'est pas au sort du peuple en question que s'intéresse M. Barbusse, mais à la justification de l'attitude et de la politique du bolchévisme Moscovite.

Nous voulons le montrer par l'analyse de son récent livre sur la Géorgie. Nous nous proposons de prouver qu'il a entrepris sa soi-disant enquête en Géorgie en ayant exclusivement en vue la justification des thèses de Moscou dans le problème géorgien, et qu'il n'a pas hésité, pour atteindre ce but, à déformer le passé du petit pays en question et à représenter, sous un jour entièrement faux, ses rapports avec la Russie Soviétique et sa situation actuelle. Nous nous proposons de montrer que nous avons affaire non pas à un observateur impartial, qui aurait entrepris son enquête « le plus sincèrement et le plus honnêtement » possible comme il s'en vante, mais à un avocat de Moscou qui accumule sans preuves et sans discernement tout ce qui, à son avis, est susceptible de justifier son client, et d'accabler l'adversaire de celui-ci.

Nous voulons donc prouver qu'ayant entièrement sacrifié la vérité à son « ardeur de socialiste intégral », c'est-à-dire de communiste, M. Barbusse n'est pas digne de la confiance qu'il demande dans la question géorgienne.



## COMMENT M. BARBUSSE ECRIT L'HISTOIRE

M. Barbusse ne se contente pas d'accabler l'activité récente de la Démocratie géorgienne; il s'est proposé de faire son procès dès les débuts du vaste mouvement populaire en Géorgie et, tout particulièrement, depuis la naissance de la doctrine bolchévique. Il lui faut, dans ce but, « tracer, d'un peu haut et d'un peu loin, un dessin d'ensemble », il lui faut exposer le passé de la Géorgie. 80 pages (« ce qui s'est passé », pp. 73-154) de son livre sont consacrées à l'exposé historique. Les premières pages déjà révèlent sa méthode d'« enquête » à laquelle il reste fidèle jusqu'à la fin.

Cette méthode consiste à dédaigner pleinement tout document objectif, concernant le sujet qu'il traite et à reproduire aveuglément, sans même tenter une analyse critique, les dires de quelques « amis » qui — nous conte-t-il — « m'ont entouré sans cesse en se renouvelant » au cours de « l'enquête ». Ces amis de M. Barbusse sont tous des communistes ou des partisans fervents du régime. Il va sans dire que l'Histoire puisée de sources présentant un caractère aussi unilatéral, ne sau-

rait être que foncièrement tendancieuse et par conséquent injuste et inexacte. Mais là n'est pas le seul vice de l'exposé « historique » de notre auteur. Ces amis russo-géorgiens qui l'ont entouré sans cesse sont non seulement des « historiens » partiels et intéressés, mais encore ignorants. Aussi l'exposé des principaux événements du mouvement populaire en Géorgie, fondé sur leur récit, contient-il des inventions si fantaisistes, des faussetés si flagrantes qu'on est stupéfait de les voir imprimées sous la signature d'un écrivain de la valeur de M. Barbusse. Pour nous en convaincre, il nous faudra reprendre la véritable histoire des événements dont il s'agit. Notre exposé permettra de mettre en lumière la singulière façon dont M. Barbusse écrit l'Histoire.

## 1. LES DEBUTS DU MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE ET DU SOCIALISME EN GEORGIE

Le petit royaume de Géorgie s'est trouvé, à la fin du 18<sup>e</sup> siècle, sur le chemin de l'expansion de l'Empire Russe vers le sud.

Exténuée, décimée, dévastée par les invasions incessantes pendant de longs siècles, de deux grands empires orientaux, la Perse et la Turquie, désespérée de ses tentatives infructueuses pour s'assurer l'aide des puissances occidentales, la Géorgie se tourna vers le Nord. Un traité fut signé avec Cathérine II



de Russie (1783) qui, tout en restreignant la souveraineté du petit Etat, en matière de politique extérieure, lui garantissait le maintien d'une complète indépendance intérieure et lui promettait aide et protection en cas d'invasions éventuelles des tierces puissances. Faut-il dire que cette promesse ne fut jamais tenue? En 1795, la Géorgie fut de nouveau envahie par le plus féroce des despotes persans, Agha Mahomed Khan qui ravagea tout le pays sans que la Russie ait fait le moindre effort pour l'en empêcher. Tout au contraire, profitant de la ruine et de l'épuisement extrême du royaume, foulant aux pieds le traité de 1783, l'empereur Alexandre I<sup>er</sup> l'annexait d'un trait de plume, quelques années après l'invasion persane. Le « royaume allié » devint une « province intérieure » sans aucune trace d'autonomie, une province comme toute autre de l'immense empire autocratique.

Il est extrêmement curieux de constater que M. Barbusse rapporte cet événement à peu près dans les mêmes termes que les historiens officiels russes qui se proposaient de camoufler par la « générosité de protecteur » l'acte impérialiste de violation, par la Russie tsariste, des droits du peuple géorgien.

« Ce rapprochement du gros (la Russie *D. Ch.*) et du petit (la Géorgie *D. Ch.*) eut pour conséquence, selon les lois de la gravitation historique, l'annexion de la Géorgie par la Russie en 1801... Des historiens disent que le tsar Alexandre I<sup>er</sup> en annexant la Géorgie, agit par « générosité ». Il est tout au moins

probable que cette solution péremptoire sauva la Géorgie, déchiquetée par les factions, de la destruction physique » (p. 80).

M. Barbusse est logique dans l'application de sa doctrine « des lois de la gravitation historique ». Comment celui qui glorifie l'acte impérialiste de Lénine, Trotzky et Staline ayant écrasé la Géorgie indépendante en 1921, en foulant aux pieds le traité russo-géorgien de 1920, pourrait-il condamner l'acte impérialiste de leur prédécesseur, Alexandre I<sup>er</sup> qui supprima l'indépendance de la Géorgie en 1801, ayant lui aussi foulé aux pieds un traité conclu avec sa victime en 1783? « Les lois de la gravitation historique » justifieront aux yeux de M. Barbusse l'invasion de la Géorgie démocratique par les armées rouges et il ne cessera de répéter dans son livre qu'une petite nation, comme la Géorgie, n'a pas le droit et n'est pas capable d'être indépendante, qu'elle a besoin d'être « sauvée » et qu'elle l'a été par la « généreuse » Russie soviétique. Ces deux jugements, ces deux appréciations sont forcément identiques, les deux événements sur lesquels il se portent étant foncièrement de la même nature. Mais la « logique » de M. Barbusse n'a rien de commun ni avec la démocratie, ni avec le socialisme. « Les lois de la gravitation historique » ne peuvent pas cadrer avec les droits imprescriptibles des peuples à la liberté qui constituent l'une des bases mêmes du socialisme moderne.

Aussi son père spirituel, Karl Marx, celui même dont se réclame M. Barbusse, réagis-



sait-il tout autrement contre la prise de possession par la Russie du Caucase et de la Géorgie. Loin de l'ériger en « lois de la gravitation historique », Marx s'insurgeait contre le brigandage international de la Russie qui prenait l'air de « protecteur » et de « sauveur » des « petits » pour les mieux dévorer.

« L'Humanité », écrivait-il vers le milieu du siècle passé, « doit bien se garder d'oublier que la Russie a été la protectrice de la Pologne, de la Crimée, de la Courlande, de la Géorgie, de la Mingrélie, des tributs de la Circassie et du Caucase ». (Marx — Oeuvres politiques — Volume 3, p. 56. Editions Costes. Paris).

Mais à part quelques molles protestations tardives de l'Angleterre et de la France, l'« Humanité », respectueuse sans doute des « lois historiques » de M. Barbusse, resta tout à fait indifférente au sort des victimes de l'impérialisme russe. Aussi l'« Adresse Inaugurale » de la I<sup>e</sup> Internationale, écrite par K. Marx (1864), flétrissait « l'approbation sans pudeur, la sympathie dérisoire ou indifférence idiote avec lesquelles les classes supérieures d'Europe ont vu la Russie saisir comme une proie les montagnes-forteresses du Caucase et assassiner l'héroïque Pologne »...

Exaspéré par l'anéantissement de ses droits nationaux, par le poids écrasant des impôts et multiples redevances nouvellement institués, par la brutalité de la bureaucratie russe, le peuple géorgien essaya à plusieurs reprises, au cours de la première moitié du

XIX<sup>e</sup> siècle, de se soulever. Mais ces insurrections désespérées furent noyées dans le sang. Depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, les manifestations violentes de l'opposition du peuple géorgien se font rares. L'administration russe, solidement organisée sous la direction des «vice-rois» du Caucase et la politique de russification, méthodiquement appliquée, paraissaient, aux yeux de l'étranger, avoir eu raison de la résistance de la nation. En réalité il n'en était rien. La russification ne pouvait pénétrer que quelques couches des classes supérieures, tandis que le peuple — les masses paysannes formant l'immense majorité de la population, conservait intacte sa langue, restait fidèle aux traditions et à la culture nationales. Malgré que le Géorgien eût été prosrit des écoles, la littérature nationale ne cessait de se développer. La Géorgie ayant repris contact avec l'Occident (contact rompu depuis la prise de Constantinople par les Turcs), une classe d'intellectuels, instruits à l'européenne, se formait.

Il a suffi que des conditions sociales nouvelles se créassent pour que la nation géorgienne manifestât de nouveau son opposition irréductible, il est vrai, sous des aspects nouveaux.

Ces conditions apparaissent comme une conséquence de la pénétration en Géorgie des formes modernes de la vie économique et sociale. A partir de la période 1870-80, les moyens modernes de transport, et avec eux les modes nouveaux d'échange et de production, s'introduisent dans le Caucase. Les vil-



les se modernisent. Sur le littoral géorgien, Batoum se transforme de petit village insignifiant en port attirant non seulement les produits russes, mais encore et surtout les marchandises européennes. A l'autre extrémité du Caucase, en Azerbaïdjan, jaillit de la terre noire de naphthe, une ville tout à fait moderne : Bakou. Tiflis, capitale géorgienne, transformée par les tsars en centre de la bureaucratie et de l'armée russe du Caucase, commence à abriter quelques industries modernes : celles du tabac, du cuir, etc... Les riches gisements de manganèse de Tchiatouri (Géorgie) sont mis en exploitation par le capital occidental. Le réseau du chemin de fer transcaucasien, reliant Bakou à Batoum, par Tiflis et tout le territoire géorgien, avec ses ateliers et dépôts, crée d'autres centres d'activité économique moderne et de nouvelles agglomérations ouvrières.

Or, si le capital initiateur de la vie économique nouvelle ne provient que rarement de Géorgie ou de Russie, les ouvriers qu'il occupe dans le pays sont en très grande majorité géorgiens. Même en dehors de la Géorgie, dans les autres régions du Caucase, grâce aux conditions que nous allons connaître tout à l'heure, les ouvriers géorgiens recherchent et trouvent de l'occupation. Bons travailleurs, il se révèlent notamment aptes aux travaux qualifiés. C'est ainsi que les ouvriers des ateliers et dépôts, de même que les employés de la ligne du chemin de fer du Caucase sont pour la plupart Géorgiens.

D'un autre côté l'économie marchande,

envahissant la campagne géorgienne, y bouleverse les conditions de vie. Avec l'augmentation des impôts et l'accroissement des besoins d'argent, l'insuffisance de terre se fait sentir d'une façon de plus en plus aiguë. Or, il est difficile de trouver un pays où les paysans soient aussi pauvres en terres qu'en Géorgie. Il ne revenait en effet à la population paysanne géorgienne qu'une deciatine (1 deciatine = 1,092 hectare) de terre par tête. L'insuffisance de terres se faisait sentir particulièrement dans les régions occidentales du pays; dans le district de Ratcha, une famille paysanne (5 personnes) ne disposait, en moyenne, que d'1, 2 hectare de terres labourées; dans celui de Chorapan : 1,5 h., dans celui de Lechtkoumi : 1,3 etc. Ainsi, même avant l'avènement des conditions économiques nouvelles, le « surpeuplement agraire » était considérable en Géorgie. L'économie marchande l'accrut dans de fortes proportions, favorisant l'exode des masses paysannes vers les villes et autres centres industriels où elles grossissaient vite les rangs du prolétariat.

Avec la formation des classes modernes naquit, vers 1880-1890, le mouvement ouvrier, inorganisé et sporadique au début.

Les nouvelles conditions sociales eurent également une influence décisive sur l'orientation des courants politiques des intellectuels géorgiens.

Déjà vers 1860, à l'époque où le mouvement des idées libérales et démocratiques s'élargissait en Russie, les idéologues du mouvement national en Géorgie commen-



çaient à abandonner le chemin de la résistance isolée du petit pays, pour lier leurs aspirations nationales à la lutte qui se dessinait en Russie contre le régime impérial. Ainsi naquirent en Géorgie les courants d'idées : libérale et « narodnik », imprégnés d'aspirations nationales.

A côté de ces courants apparaîtrait, vers 1890, un petit cercle de socialistes marxistes : le jeune écrivain Ninochvili, le fervent révolutionnaire S. Djibladzé, Noë Jordania; Nicolas Tcheïdzé et quelques autres en font partie, aussi un peu plus tard. Ce n'est encore qu'un groupement littéraire cherchant avant tout à se familiariser avec le socialisme européen. Noë Jordania, qui put faire un long séjour d'études en Europe, devient le théoricien du socialisme démocratique géorgien.

Avec une clairvoyance surprenante le jeune écrivain analysait, à la lumière de la méthode marxiste, les conséquences sociales et politiques, pour la nation géorgienne, des phénomènes nouveaux qui venaient de pénétrer de l'Occident dans la vie économique de la Transcaucasie; il entrevit la rénovation sociale de la Géorgie, le déclin du vieux nationalisme et le rôle prépondérant de la démocratie ouvrière et paysanne, appelée à la vie par la révolution économique en cours.

Déjà les premiers écrits des marxistes géorgiens avaient un écho retentissant parmi les éléments avancés du peuple. Une lutte acharnée de doctrines s'engagea entre le nationalisme et le socialisme. Tous les éléments conscients parmi les ouvriers et les paysans,

ainsi que les intellectuels issus du peuple, se rangèrent du côté des marxistes. Vers 1895, les pionniers du socialisme géorgien entrent en contact direct avec les ouvriers de Tiflis et les petits groupements clandestins social-démocrates se forment. Le mouvement s'étend à d'autres villes et centres ouvriers de la Géorgie et du Caucase. Le Parti social-démocrate géorgien est fondé.

On voit que le socialisme géorgien s'était organisé indépendamment du parti social-démocrate russe. Ce n'est que par la suite, vers 1900,—que les organisations géorgiennes envoyèrent en Russie S. Djibladzé, pour nouer des relations avec le parti Russe; en conséquence de ce contact, elles ne tardèrent pas à entrer dans le parti social-démocrate ouvrier de Russie.

Entre temps, les organisations géorgiennes allaient de l'avant à pas de géant. Au début du siècle, le parti comptait des centaines d'adhérents parmi les ouvriers de Tiflis et des milliers dans le pays. Mais l'ascendant du jeune parti sur les masses ouvrières non organisées se montra encore plus frappant que l'importance de ses effectifs. Toutes les grèves se déroulaient sous la conduite des organisations socialistes; les démonstrations politiques, organisées par le parti, rassemblaient toujours une notable partie du prolétariat. Brochures et tracts, édités clandestinement, étaient avidement accueillis par les masses.

Au début du siècle se produisit un événement qui eut une importance décisive pour tout l'avenir de la nation : la jonction du



mouvement ouvrier avec le mouvement agraire des paysans géorgiens.

Nous avons vu plus haut la misère des paysans géorgiens provenant de l'insuffisance des terres. Ces rapports agraires en Géorgie devaient avoir une double conséquence sociale : d'une part, ils favorisaient à l'extrême le mouvement agraire des paysans qui, dans leur lutte contre les gros propriétaires de la vieille noblesse, se heurtaient au protecteur de cette dernière, l'autocratie tsariste, et devenaient par là des alliés naturels du prolétariat dans sa lutte politique. Mais, d'autre part, sous l'influence de l'économie marchande, les rapports agraires de la Géorgie, et surtout de la Géorgie occidentale, eurent vite fait de créer un contingent extrêmement nombreux d'éléments prolétariens et semi-prolétariens qui, ne pouvant vivre de leurs maigres lopins de terre, se tournèrent naturellement vers le mouvement ouvrier socialiste. Contraints, de par leurs conditions d'existence, à rechercher en dehors de la campagne un complément de ressources, ces éléments allaient périodiquement s'employer dans les villes où ils se familiarisaient avec le mouvement ouvrier; de retour chez eux, ils servaient de lien vivant entre le mouvement ouvrier et le mouvement paysan.

Vers 1902 - 3, toute la campagne de la Géorgie occidentale se couvrit d'organisations du parti social-démocrate. Bientôt, le mouvement agraire prit un essor remarquable dans tout le pays. Ce qui le distinguait du mouvement des autres régions de l'Empire

Russe, c'est, en dehors de son extension, son esprit de cohésion, sa discipline démocratique, son caractère organisé et méthodique. La social-démocratie devint ainsi, dès le début du XX<sup>e</sup> siècle, la force sociale et politique prépondérante non seulement dans les villes, mais aussi dans les campagnes — une véritable force nationale.

Les éléments prolétariens ruraux contribuèrent à la cohésion du mouvement ouvrier et agraire. Mais, pour comprendre l'ascendant extraordinaire du parti socialiste géorgien, il est nécessaire d'envisager également l'esprit de solidarité des couches inférieures de la population, formé au cours des terribles épreuves des siècles passés.

En l'absence d'une classe capitaliste nationale, plus ou moins importante économiquement, c'est à la démocratie ouvrière et paysanne qu'échut la tâche de servir d'agent de liaison des forces nationales, à la base des nouvelles conditions sociales et politiques. Les forces vivantes de la nation, qui n'avaient d'attaches ni avec les couches sociales de l'ancien monde féodal, ni avec la politique de favoritisme du gouvernement tsariste à l'égard de la noblesse géorgienne, se tendirent vers la nouvelle organisation populaire, sentant bien que le salut de la petite Nation n'était désormais que dans la voie démocratique tracée avec précision par la social-démocratie.



T1-657  
2



## 2. LA TEMPÊTE RÉVOLUTIONNAIRE DE 1905. LES DOUMA D'EMPIRE.

Après ce qui vient d'être exposé, le lecteur comprendra aisément que le Bolchévisme, qui avait pris naissance au sein du parti russe vers 1903, ne pouvait avoir en Géorgie les mêmes effets qu'en Russie.

Ayant adapté la doctrine socialiste aux conditions de son pays, le parti social-démocrate géorgien était profondément enraciné dans la vie nationale des laborieux géorgiens, complètement distincte de celle de la Russie. Les principes démocratiques, lui servant de base, correspondaient aux traditions des masses géorgiennes, imprégnées de l'esprit de solidarité, entraînées, pendant des siècles, à l'auto-défense en commun contre leurs nombreux ennemis extérieurs, ainsi que contre leurs propres oppresseurs. Aussi les premières organisations du Parti ont-elles déjà été formées non d'en haut, comme ce fut souvent le cas en Russie, mais d'en bas, à la base des élections des membres des organes dirigeants par les ouvriers et les paysans adhérents. Et lorsque, après le Congrès de Londres du parti Panrusse en 1903, les divergences sur les questions d'organisation furent portées devant les masses socialistes de Géorgie (1904-5), ces dernières n'eurent pas la moindre hésitation pour rejeter catégoriquement la conception Léninienne de l'organisation des « révolutionnaires professionnels », de la mino-

rité révolutionnaire éclairée qui devait diriger les masses «incapables de s'élever» jusqu'à la compréhension de la doctrine pure du socialisme. Ce système d'organisations restreintes de conspirateurs était en tous points contraire à l'esprit et aux traditions des masses socialistes géorgiennes, de même que la tactique bolchéviste de conspiration et de coup d'Etat, organisé et dirigé par l'Etat-major composé de « professionnels », était incompatible avec la tactique d'action de masse du socialisme géorgien. Le bolchévisme qui, dès ses débuts jeta un grand désarroi au sein du parti Russe, ne put réussir à ébranler les organisations géorgiennes dont aucune ne voulut suivre Lénine, ni ses disciples. Seuls, quelques propagandistes intellectuels, quelques rares ouvriers isolés, se prononcèrent pour Lénine; mais, ne trouvant aucun appui dans les masses en Géorgie, ils préférèrent bientôt s'expatrier en Russie, quand ils ne furent pas, en raison de leurs coup de main d'aventuriers, écartés du mouvement socialiste géorgien par décision des organisations.

Les bolchéviks géorgiens — non pas les conseillers de M. Barbusse, mais ceux qui connaissent leur propre histoire — riront bien d'apprendre par le livre du romancier français qu'après la répression de la tentative révolutionnaire de 1905, «en Géorgie, l'influence menchévik grandit, les bolchéviks étant plus directement et violemment frappés par la vengeance de la réaction triomphante » (p. 100).



Si au moins les conseillers de M. Barbusse savaient mentir avec assez de mesure pour que leurs mensonges présentent au moins l'apparence de la vérité. Ils font dire à l'éminent écrivain des choses qui, pour quiconque connaît tant soit peu les affaires de la Géorgie, ne sont que de puériles inventions contredisant l'évidence même.

C'est précisément au cours de la crise révolutionnaire de 1905 que le menchévisme géorgien donna toute la mesure de sa cohésion, de son influence et de sa puissance.

Tout le territoire de la Géorgie fut l'arène la plus animée, la plus active de la tentative révolutionnaire. Les villes et la campagne entrèrent en révolte ouverte contre le gouvernement du tsar. Tandis que dans les villes les grèves générales se déroulaient avec une discipline exemplaire des masses, désarmant, désorganisant et démoralisant les pouvoirs publics, la puissance d'organisation du socialisme géorgien se manifesta, dans les campagnes, avec un éclat tout particulier. C'est ainsi que dans la plus grande partie des provinces, les organisations clandestines réussirent à organiser, contre les autorités, une grève générale de la population, appelée « boycottage ». Personne ne recourait plus aux tribunaux, à la police, personne ne payait les impôts, etc... Une administration populaire, un « self-government » fut organisé par le peuple lui-même, paralysant entièrement les autorités tsaristes. C'est alors que, s'étant placée au premier rang de la lutte révolutionnaire contre le tsarisme, la Géorgie attira, sur el-

le pour la première fois, au cours des temps modernes, l'attention de l'étranger dont les journaux, et particulièrement les journaux socialistes s'intéressèrent à ce petit pays du lointain Caucase.

Tout ce mouvement était conduit exclusivement par les organisations menchéviques, qui ne comprenaient que quelques partisans isolés de Lénine.

Lorsque le gouvernement tsariste, afin de paralyser l'élan révolutionnaire, entreprit de provoquer des pogromes entre les musulmans et arméniens dans tout le Caucase, c'est la social-démocratie géorgienne, celle même que M. Barbusse représente comme étant le parti du pogrome, qui joua le rôle de pacificatrice des passions chauvines déchaînées, en s'entre-mettant à Tiflis entre les Tartares et les Arméniens et en étouffant, dans cette ville, l'incendie national.

Ce n'est qu'après la défaite du mouvement révolutionnaire en Russie que la révolution de 1905 fut écrasée en Géorgie. On assista alors à une véritable conquête nouvelle du pays par les armées du tsar. Sous le commandement des généraux sanguinaires, les corps de répression envahirent le pays, d'après un plan stratégique savamment conçu, le livrant au fer et au feu, et chassant la population insurgée. De nombreux militants socialistes, faits prisonniers, furent tués sur place. C'est par milliers et milliers que paysans et ouvriers furent jetés dans les prisons. Des convois interminables de prisonniers politiques furent dirigés sur la Sibérie. Le seul fait



d'appartenir au parti socialiste était puni des travaux forcés.

De nombreux procès politiques eurent un grand retentissement dans toute la Russie. Extrayons - en le procès « de la République de Gourie », ainsi dénommé par le tribunal tsariste lui-même. Benjamin Tchikvichvili, l'un des principaux organisateurs (avec Noë Khomériki et autres), de ce mouvement et son conducteur en 1905, fut condamné aux travaux forcés et à la déportation à perpétué en Sibérie. (Nous retrouverons ce nom dans le chapitre sur la terreur bolchévique en Géorgie).

Vint la longue période de réaction féroce et démoralisante. Des groupements d'aventuriers révolutionnaires, sous le prétexte d'exercer l'« action directe », inaugurèrent la tactique d'« expropriation », c'est-à-dire, d'attaques armées et de pillages des caisses gouvernementales et même privées. Le parti social-démocrate employa toute son autorité morale à combattre ces excès de la révolution vaincue. Il eut à lutter même contre quelques-uns de ceux qui, hier encore, militaient dans ses propres rangs : les acolytes géorgiens de Lénine, sous l'inspiration de leur chef, déjà réfugié en Finlande, jugèrent bon de recourir aux « expropriations » pour remplir la caisse de la fraction bolchévique du Parti panrusse. En 1906 - 7, malgré l'opposition la plus énergique de la part des organisations géorgiennes et l'interdiction formelle du Congrès du parti panrusse, les groupes bolchéviks caucasiens, procédèrent à plusieurs coups de

main armés qui leur rapportèrent des centaines de milliers de roubles, expédiés régulièrement à Lénine, mais qui coûtèrent la vie à des dizaines de personnes innocentes, sans parler du préjudice porté au prestige socialiste. En vertu d'une décision du parti, les auteurs et les organisateurs de ces « expropriations » se trouvaient en dehors de ses rangs. Plusieurs d'entre eux durent même quitter le territoire géorgien. Un humble propagandiste, Djougachvili, était parmi les bolchéviks qui abandonnaient alors Tiflis et la Géorgie. Après avoir séjourné quelque temps à Bakou, Djougachvili passa en Russie. Il ne devait retourner dans son pays qu'après l'invasion de la Géorgie par les armées russes, sous le nom de Staline et en qualité de tout-puissant Commissaire du Peuple de toutes les Russies Soviétiques (1921)...

Les élections à la Douma d'Etat, au printemps de 1906, prouvèrent que la Social-démocratie géorgienne n'avait rien perdu ni de son prestige ni de son influence, depuis les journées révolutionnaires de 1905.

L'orage réactionnaire qui sévissait à travers tout l'Empire au début de 1906, ayant momentanément isolé les organisations géorgiennes des organes centraux du Parti Panrusse, les Social-démocraties Russe et Géorgienne durent élaborer séparément la nouvelle tactique en l'adaptant à de nouvelles conditions. L'institution de la Douma d'Empire exigeait l'inauguration de la voie parlementaire; à côté des organisations révolutionnaires.



res clandestines, il fallait donc déployer une activité socialiste parlementaire.

C'est ainsi que la Social-démocratie Géorgienne décida d'utiliser la nouvelle voie qui s'offrait, en se prononçant pour la participation aux élections à la Douma, et pour la création au sein de cette dernière d'un groupe parlementaire. Par contre, la Social-démocratie Russe — aussi bien les Bolcheviks que les Menchéviks — se prononça pour la tactique d'abstention.

Mais le prolétariat russe ne voulut pas suivre la tactique du « boycottage » : il prit part spontanément aux élections, dans la « curie » ouvrière; plusieurs ouvriers avancés furent élus dans diverses circonscriptions de la Russie. Ce fait produisit une telle impression sur les camarades russes qu'au Congrès de Stockholm, tenu à cette époque, la tactique du « boycottage » fut rejetée et le parti décida de participer aux élections là où ces dernières n'avaient pas encore eu lieu.

Tel fut l'élan des masses géorgiennes au cours de ces premières élections, qu'il brisa les barrières policières et que la campagne électorale offrit le tableau d'élections quasi-libres. Malgré les machinations des autorités tsaristes, malgré les multiples restrictions de la loi électorale, la social-démocratie obtint un succès triomphal : cinq candidats social-démocrates furent élus en Géorgie. Le petit pays donna au groupe social-démocrate pan-russe de la 1<sup>re</sup> Douma son président : *Noë Jordania* et son meilleur orateur : le camarade

*Issidor Ramichvili* \*). C'est aux leaders du socialisme géorgien qu'échut l'honneur d'organiser et de diriger le premier groupe social-démocrate parlementaire.

On connaît la fin de la 1<sup>re</sup> Douma : ayant tenté de soulever devant le peuple la question agraire, elle fut dissoute par le Gouvernement.

Quelques mois après eurent lieu les élections à la II<sup>e</sup> Douma. C'était la période de la réaction la plus atroce, de conseils de guerre et de pendaisons. Mais le succès des organisations géorgiennes n'en fut pas moins plus éclatant encore qu'au printemps 1906 : 8 députés social-démocrates, tous menchéviks, furent envoyés à Pétersbourg par la Géorgie. Cette fois, le parti russe tout entier participa aux élections et la fraction social-démocrate de la deuxième Douma compta 55 députés dont plusieurs bolchéviks, élus en Russie.

Le jeune député géorgien : Irakli Tséré-telli, fut élu président du groupe social-démocrate. Dès la première séance, dans son discours contre Stolypine, il se révéla brillant orateur. La noble élévation de sa parole, l'ar-

---

\*) Ce vétéran du socialisme géorgien a été arrêté par le pouvoir bolchévik à Tiflis, en automne 1921. Avec d'autres militants en vue (les ouvriers Dguébouadzé, Djibladzé, Gourouli, Saloukvadzé, Gogua, l'ancien ministre socialiste G. Lordkipanidzé et autres), il a passé plusieurs années dans les Tchéka et les prisons de la Géorgie et de la Russie. Actuellement, déporté à Astrakhan, il y achève sa 70<sup>e</sup> année. Jamais aucune accusation n'a été formulée ni contre lui, ni contre ses camarades.



deur de sa foi révolutionnaire, la franchise et la profondeur de ses convictions socialistes eurent tôt fait de lui acquérir dans tous les milieux révolutionnaires de l'Empire, une grande popularité et une sincère affection. L'influence d'Artchil Djaparidzé, autre député géorgien d'une intelligence et d'un courage révolutionnaire remarquables, ne fut pas moindre au sein du groupe.

On sait que l'existence de la II<sup>e</sup> Douma fut plus brève et son sort plus dramatique encore que celui de la première. Stolypine qui visait l'arrestation des députés social-démocrates pour les livrer aux « juges », demanda à l'Assemblée de voter le retrait de leur immunité parlementaire. Cette demande fut suivie de la dissolution de la Douma et de l'arrestation de la plupart des députés social-démocrates. A huis clos, en l'absence des prévenus qui avaient refusé de prendre part à la comédie du jugement, sans avoir entendu ni les témoins, ni la défense, le tribunal condamne les députés socialistes aux travaux forcés et à la déportation à perpétuité en Sibérie (*Voïtinsky*. La Dém. Géorg.).

Ce devait être la mort pour Artchil Djaparidzé, tuberculeux. Il expira en prison, dans les bras de son camarade et ami, Irakli Tseretelli. Lomtadidzé, autre député géorgien, ne devait pas non plus revoir la Géorgie : il mourut au seuil de sa prison, en exil...

Le coup d'Etat de Stolypine ne se borna pas à la dissolution de la Douma et à l'arrestation des députés social-démocrates. De nouvelles restrictions de la loi électorale, visant

spécialement les régions allogènes, comme la Géorgie, furent introduites. Le cens fut élevé, le nombre des députés pour les pays non-russes réduit. La Géorgie n'eut plus à élire à la III<sup>e</sup> Douma, que trois députés. Malgré toutes les restrictions et en dépit des efforts des autorités, sur 3 députés, deux candidats social-démocrates passèrent : Nicolas Tcheïdzé et Eugène Guéguetchkori, les deux meilleurs orateurs du groupe de la III<sup>e</sup> Douma. Désigné comme président du groupe, Tcheïdzé devait conserver ce poste de combat jusqu'à la Révolution de Février (pour passer ensuite à la présidence des Soviets panrusses). Il fut ré-élu à la IV<sup>e</sup> Douma, tandis que A. Tchenkéli était élu à Batoum.

L'activité des députés géorgiens aux Doumas d'Empire attira sur le petit pays caucasien l'attention de la démocratie mondiale et contribua, dans une large mesure, à créer autour de lui l'atmosphère de profonde sympathie dont il jouit par la suite et continue de jouir jusqu'à l'heure présente. On voyait dans les qualités combattives des députés géorgiens comme le reflet de la valeur et de la vaillance politiques des organisations et des masses des travailleurs géorgiens au milieu desquels ils s'étaient formés.

Sans doute, est-ce dans le but de détruire ce prestige du passé de la démocratie géorgienne que M. Barbusse s'efforce, dans son livre, de dénigrer et de compromettre l'activité de la Social-démocratie géorgienne tant autour des Doumas que dans leur sein même. Mais ses moyens sont toujours mal choisis.



La plus élémentaire prudence commandait à l'auteur français d'examiner d'un peu plus près les armes qu'on lui a fournies contre les députés socialistes géorgiens. L'histoire de leur lutte est encore trop présente à la mémoire de la Démocratie occidentale pour qu'on puisse mettre au clair, sans difficulté, les fables que font répéter à M. Barbusse ses « conseillers à la fois ignorants et menteurs.

« Lors de la comédie constitutionnelle des Doumas », lit-on à la page 100, « on vit se former l'alliance entre les fédéralistes nationalistes et les menchéviks. Bien que les premiers fussent plus enracinés comme parti, ils remettaient volontiers leurs intérêts entre les mains des menchéviks, utiles par leurs ramifications russes et internationales et qui servaient indirectement la cause de l'indépendance nationale par leur opposition au tsarisme », etc...

Or, la vérité est qu'à *aucun moment*, au cours « de la comédie constitutionnelle des Doumas », *aucune alliance, ni entente, ni compromis de quelque sorte que ce soit n'a été conclue par la Social-démocratie géorgienne avec aucun parti ou groupement politique*. Les « fédéralistes » remettaient si « volontiers » leurs intérêts entre les mains des menchéviks qu'au cours de toutes les campagnes électorales, ce sont eux (les « fédéralistes ») qui s'opposaient avec le plus grand acharnement aux social-démocrates; c'est entre fédéralistes et social-démocrates que se déroulait principalement la lutte en Géorgie. Les premiers avaient même réussi à enlever,

en 1912, un siège à la Social-démocratie. Les nationalistes n'étaient « enracinés » que dans la noblesse, la bourgeoisie et une partie d'intellectuels géorgiens. C'est donc une pure invention d'affirmer comme le fait encore M. Barbusse à la page 101 : « La tactique de compromission se dessina lorsque les élections prouvèrent aux social-démocrates la force réelle dans le pays des national-démocrates et des fédéralistes qu'ils avaient jusque là (jusqu'à quand? *D. Ch.*) ouvertement combattus ».

Passant à l'activité des députés socialistes géorgiens à la Douma, nous voyons la fantaisie de M. Barbusse et de ses « amis » aller *crescendo*.

Il s'avère de son récit que les lois de protection d'une catégorie de paysans géorgiens, sur lesquels pesaient les redevances moyenauses (Khizans), ont bien été déposées par les députés de Géorgie, « mais ces lois mal défendues par les social-démocrates, furent constamment ajournées à la Douma » (p. 102). Il s'agit ici de la III<sup>e</sup> Douma, qui, on le sait bien, était pour la plus grande partie, de composition réactionnaire et gouvernementale. Il faut être de la bonne foi des « conseillers » de M. Barbusse pour imputer aux députés socialistes la responsabilité de l'ajournement de ces lois par une Chambre réactionnaire!

Mais il y a mieux : « D'autre part, — insinue M. Barbusse, — les députés social-démocrates géorgiens ne protestèrent pas contre les massacres des minorités » (p. 102). Il est difficile de qualifier cette sortie de l'« enquê-



teur » autrement qu'une monstrueuse calomnie. Déjà, les députés géorgiens de la première Douma flétrissaient avec indignation la politique des pogromes. Personne en Russie n'a oublié avec quel courage Tsérételli jetait systématiquement à la face du gouvernement Stolypine l'accusation d'avoir mis en scène des tueries abominables « *sous la direction de pogromistes bien exercés, sur le signal de provocateurs désignés d'avance* », ni la tempête que ses paroles enflammées provoquaient sur les bancs des réactionnaires. Alexandrow, historien bolchévik du groupe social-démocrate de la III<sup>e</sup> Douma \*) racontait : « Les droitiers et les octobristes (parti de la majorité gouvernementale) ont déclenché une campagne systématique contre les juifs. L'interpellation des droitiers sur la politique gouvernementale « d'encouragement » des juifs a été caractérisée par Guéguetchkori comme « le plus vil persiflage et une insulte à l'égard des juifs » ; le député géorgien proposait, nonobstant le non-sens évident de l'interpellation, de la proclamer urgente, pour « l'examiner sans délai et la rejeter, comme témoignage des sentiments de basse haine de race dont s'inspirent ses initiateurs » (p. 56).

Et à la IV<sup>e</sup> Douma, au cours des années de guerre, N. Tcheïdzé et A. Tchenkéli, les deux députés socialistes géorgiens de l'époque, n'abandonnèrent jamais la tradition d'opposi-

---

\*) Alexandrow — La fraction Soc. Dém. à la III<sup>e</sup> Douma d'Empire (en russe). Edition du journal « Soc.-Démocrate » (à tendance bolchévique), Genève, 1910.

tion inflexible à la politique brutale du gouvernement d'Empire vis-à-vis des « minorités », et de défense ardente de ces dernières. Tchenkéli intervint souvent en faveur des Israélites, et c'est grâce à son opposition obstinée que les députés réactionnaires durent cesser de se servir à la Douma de l'appellation humiliante dont les antisémites gratifiaient les Juifs en Russie. C'est encore Tchenkéli qui osa parler pour la première fois, et en pleine guerre, de l'indépendance de la Pologne...

Maintes fois, les Juifs russes manifestèrent leur affectueuse reconnaissance à Nicolas Tchéïdzé et à A. Tchenkéli, pour la vaillante défense, à la tribune de la Douma, de leurs intérêts et de leur dignité nationale.

Le gouvernement tsariste ayant déposé (en 1910) le projet de suppression des derniers vestiges de l'autonomie de la Finlande, les deux députés géorgiens prirent la parole. Caractérisant l'attaque du gouvernement contre la Finlande comme un parjure de la part du tsar russe, Guéguétchkori y voyait « une tentative de supprimer, en face de la dégradation générale, le seul coin, la seule oasis de la libre Finlande, une tentative d'implanter en Finlande les bureaucrates chauvins russes, de faire de cette contrée un nouveau débouché pour ces vils troupeaux et d'étendre sur ce petit pays civilisé tout le désarroi, toute l'ignorance, tout l'arbitraire qui caractérisent l'Empire »... (Alexandrov, p. 62). Et N. Tcheïdzé concluait son discours en ces termes : « Nous adressons aux Finlandais nos salutations de



camarades et amicales et leur crions : Vive la Liberté Finlandaise, vive le peuple Finlandais libre, à bas les barbares et le gouvernement barbare ! » (Ibid. p. 63).

Voilà dans quel esprit les députés géorgiens sont toujours intervenus pour la défense des « minorités nationales ». Tout le monde croyait que c'était pour leur vaillance révolutionnaire, pour leur ardente foi socialiste, pour l'opposition violente et sans merci au gouvernement tsariste que les députés social-démocrates Tsérételli, Djaparidzé, Lomtadidzé et G. Makharadzé avaient été, après la violation de leur immunité parlementaire, livrés au tribunal spécial et condamnés aux travaux forcés en Sibérie. Toute la Russie démocratique, tout l'Occident socialiste s'inclinaient avec respect devant leur martyr. Et voici que M. Barbusse, qui à l'époque de leur sacrifice n'avait peut-être aucun rapport avec la lutte révolutionnaire, les accable, 22 ans après, d'accusations calomnieuses de faiblesse et d'opportunisme dans la défense des intérêts du peuple et dans la lutte contre le tsarisme !

Mais la conclusion dépasse tout : « La paresse sociale de la Douma et l'opportunisme des représentants du Caucase firent si bien que ceux-ci abandonnèrent de plus en plus le principe de la revendication ouvrière, de la lutte de classes, et s'en tinrent à la « plateforme nationaliste ». En 1914, ils applaudirent à la guerre impérialiste » (pp. 102-103). Cette dernière allégation doit, sans doute, servir de preuve d'abandon par les députés du

Caucase du « principe de la revendication ouvrière, de la lutte de classe » et de leur passage à la « plateforme nationaliste ». Or, que les députés géorgiens aient « applaudi à la guerre impérialiste », personne ne le savait avant M. Barbusse. C'est que cette assertion aussi est un mensonge que ses « amis » font répéter à l'auteur du « Feu ». Ce dernier doit être tout jeune novice dans les questions internationales, pour reproduire pareille assertion avec tant de candeur.

La « plateforme », adoptée par Nicolas Tchéidzé aux jours de la déclaration de la guerre mondiale constitue une des pages les plus glorieuses de sa carrière politique. Au milieu de l'atmosphère de pogroms et de tempête chauviniste qui entraînait non seulement les milieux politiques modérés, mais aussi une notable partie de la démocratie russe, feu le président du groupe social - démocrate à la IV<sup>e</sup> Douma s'éleva avec courage contre la guerre et la politique de guerre du gouvernement tsariste. Le député géorgien a déclaré que la guerre n'était que l'aboutissement de la politique extérieure d'impérialisme et de rivalité des gouvernements capitalistes, que le gouvernement tsariste avait une grande part de responsabilité dans la préparation et le déclenchement de la guerre, que la Social-démocratie continuerait sa lutte irréductible contre ce gouvernement, et qu'elle voterait contre les budgets de guerre, comme elle avait toujours voté contre tout budget tsariste.

Est-ce « applaudir à la guerre impéria-



liste »?! M. Barbusse, peut-il indiquer un autre groupe parlementaire qui se soit élevé, en 1914, contre la guerre mondiale, avec tant de vigueur et de courage? Non, certes. Dès lors ne doit-il pas avouer qu'il est indigne d'un écrivain respectueux de la vérité historique et de ses lecteurs, de dénaturer ainsi les événements à l'étude desquels il prétend avoir consacré « un travail complet ».

### 3. LA RÉVOLUTION DE FÉVRIER 1917 EN GÉORGIE. COUP D'ÉTAT D'OCTOBRE

On sait que la destruction de l'ancien régime tsariste fut l'œuvre de la *démocratie* de l'Empire, dans l'acception la plus large de ce mot. Les Bolchéviks ne jouèrent aucun rôle ni dans les événements de Février, ni au cours des premières semaines de la Révolution. Les rares partisans de Lénine qui avaient pu entrer dans les soviets s'y montraient assez modérés et marchaient, le plus souvent, avec les menchéviks. On voit combien est erronée l'opinion, répandue en Europe, que les Soviets étaient une invention bolchévique. Bien au contraire, ce sont les menchéviks qui inaugurèrent, dès 1905, cette organisation prolétarienne révolutionnaire pour la reprendre aux premiers jours même de la Révolution de Février 1917.

La nouvelle de la chute du tsarisme parvint au Caucase avec un retard de plusieurs

jours. C'est cette circonstance que M. Barbusse croit pouvoir utiliser en affirmant que le grand duc Nicolas Nicolaévitch « resta vice-roi quelque temps, et discuta avec des délégations menchéviks, « des meilleurs moyens de gouverner le pays » (p. 105). Il est vraiment grotesque de vouloir faire d'un cousin du tsar le conseiller de la social-démocratie géorgienne, formée et grandie dans la lutte irréductible et pleine de sacrifices contre le tsarisme. Les assertions sur le cours de la Révolution en Géorgie, qui suivent dans le livre de M. Barbusse, sont non moins ridicules. « Les conseils d'ouvriers et de paysans ? — Oui. — Ils existaient, mais sans rôle effectif ». Et plus loin : « Il n'était pas non plus le moindrement question du problème ouvrier, des huit heures, de la répartition de la terre, ni de la politique révolutionnaire »... (ibid.).

Dans aucun autre pays ne se créèrent, dès le début de la Révolution, des organisations révolutionnaires aussi complètes, aussi cohérentes, aussi disciplinées, aussi actives qu'en Géorgie. Certes, elles n'étaient pas du goût des amis russes de M. Barbusse : l'hégémonie de la Social-démocratie, sortie des ténèbres de l'existence clandestine, y était et est restée par la suite, indiscutable. Non seulement les soviets d'ouvriers, englobant les représentants de toutes les usines, fabriques, ateliers, etc... furent élus dans les conditions d'absolue liberté de réunion, de presse, d'opinions, mais toute la campagne géorgienne s'organisa vite en Conseils de paysans élus aussi démocra-



tiquement que les soviets des villes. Le formidable organisme de la police et de l'administration fut détruit et liquidé par les soviets d'ouvriers dans les villes et par ceux de paysans à la campagne. Pour ce qui est des rapports sociaux, ceux-ci ont radicalement changé avec la destruction de l'autocratie — supôt du capital et de la grosse propriété terrienne : la libre entente entre le travail et le capital succède à l'absolutisme de ce dernier. La journée de 8 heures est introduite de fait. Les syndicats ouvriers s'organisent dans toutes les branches de l'industrie et assument la défense des intérêts matériels de la classe ouvrière. Les conseils ouvriers s'empres-sent d'armer le prolétariat, de créer une « Garde ouvrière », force de la Révolution, prête à maintenir l'ordre révolutionnaire et à parer à tout danger menaçant les libertés populaires. Cette initiative, prise par les ouvriers de Tiflis, fut suivie par les organes révolutionnaires des provinces, et une petite milice, composée d'ouvriers et de paysans conscients, fut organisée dans toutes les régions.

A la campagne, les Conseils des paysans, devançant la législation, mais agissant avec ordre et discipline, procèdent à la liquidation des survivances du servage et préparent le terrain pour la réforme agraire. Toutes les redevances datant encore de l'époque féodale sont annulées de fait; les paysans métayers suspendent le versement aux gros propriétaires de la « gala », c'est-à-dire, d'une partie déterminée de leurs récoltes (variant entre le 1/4 et la 1/2 des produits du sol). De fait, la

quasi totalité des terres des grands propriétaires passa aux mains des paysans, dès le début de la Révolution; la transmission s'opéra sans difficulté, — les grandes propriétés étant exploitées de longue date par les paysans sur la base du métayage, — mais aussi sans guerre civile et sans terreur. La législation postérieure de la Géorgie indépendante n'a fait, dans la plupart des cas, que confirmer, par la réforme agraire, cette Révolution sociale. Les paysans cessèrent de payer la redevance au Clergé. Des Commissions spéciales comprenant des techniciens, furent chargées, dans chaque province, de préparer des matériaux pour la réforme agraire.

Libre s'ouvrit la voie au développement des institutions de culture nationale.

Cette immense activité que M. Barbusse, fidèle avocat des ennemis de la démocratie géorgienne, veut, tout simplement, rayer de l'histoire, fut dirigée par les centres des Conseils Ouvriers et Paysans. Un organisme central des soviets de la Transcaucasie, siégeant à Tiflis, s'efforçait de coordonner l'action de tous les organes révolutionnaires au sud de la chaîne du Caucase. Noë Jordania, chef de la Social-démocratie géorgienne, était élu en même temps, président des soviets de Tiflis et président de l'organe central de tous les soviets de Transcaucasie.

Notons que les rares bolchéviks géorgiens, ainsi que leurs partisans russes ou arméniens, résidant au Caucase, travaillaient pendant les premiers mois de la Révolution



en pleine solidarité avec les social-démocrates menchéviks et sous leur direction.

Les élections municipales (premières élections démocratiques en Russie) assurèrent au Parti social-démocrate la majorité dans toutes les municipalités du pays et donnèrent la mesure exacte de sa puissance : plus de 75 % des voix, sur le territoire géorgien, échurent à la social-démocratie.

A la place du vice-roi, le Gouvernement provisoire de Petrograd avait nommé un « Comité Spécial du Transcaucase », se composant d'anciens députés de la Douma : Géorgiens, Arméniens, Azerbaïdjanais et Russes. Cet organe du pouvoir central devait assurer l'organisation de nouvelles institutions administratives dans la région et leur haute direction. En fait, ce fut un organisme politique assez éphémère. Tout le pouvoir se trouvait, en réalité, entre les mains des soviets locaux et centraux, qui, à eux seuls, accomplirent en Géorgie tout le travail de rénovation.

Ainsi, sous la conduite de la social-démocratie, les masses ouvrières et paysannes géorgiennes préparaient, dans les limites de leur pays, les fondements du régime démocratique dans toutes les sphères de la vie populaire. La base démocratique de la rénovation des conditions politiques, sociales et nationales constituait le principe fondamental du pacte qui unissait dans la lutte révolutionnaire le mouvement géorgien au mouvement russe. S'appuyant sur ce principe fondamental, partagé par toutes les sections de la Démocratie de l'Empire, la Démocratie Géor-

gienne espérait pouvoir résoudre, en commun avec elles, tous les problèmes touchant à sa nation. Elle espérait, en particulier, résoudre le problème national sur la base du même principe, sur celle du droit des peuples à l'auto-détermination, figurant dans le programme de la Social-démocratie de toute la Russie.

Mais le cours de la Révolution en Russie, en détruisant le pacte basé sur la démocratie, séparait par là même radicalement les voies que devaient désormais suivre les différentes nations composant l'Empire Russe.

M. Barbusse ne se lasse pas de répéter à chaque dixième page de son livre que la Social-démocratie géorgienne avait « trahi » et continue à « trahir » la Révolution russe. Quand bien même il ne serait pas aveuglé par son attachement à la soi-disant « révolution bolchévique », il connaît trop superficiellement l'histoire de sa propre doctrine politique pour savoir que c'est le bolchévisme qui, par un reniement inouï de ses propres principes fondamentaux, a trahi la Révolution Russe...

Il importe de rappeler au lecteur Européen qu'avant l'été 1917, les bolchéviks formaient une fraction du parti social-démocrate russe. Les divergences très profondes sur les questions de tactique et d'organisation les distinguaient de la fraction menchévique, mais jusqu'en été 1917 (jusqu'au retour de Lénine à Petrograd), tout le parti était unanime sur les principes fondamentaux du socialisme démocratique, ainsi que sur l'appré-



ciation du caractère de la Révolution à venir en Russie. Tout le programme du parti, élaboré avec la plus intime participation et la pleine approbation de Lénine, reposait sur la rénovation démocratique de la vie de l'Empire Russe, rénovation qui devait débayer le terrain à la lutte du prolétariat pour le socialisme dont l'avènement n'était envisagé qu'après la préparation, par l'évolution économique du pays, de conditions économiques propices, ainsi que par l'acquisition, par le prolétariat, de l'expérience politique et économique suffisante. Ni Lénine, ni aucun autre bolchévik n'envisageait la possibilité de la réalisation du socialisme au cours de la Révolution à venir que tout le monde était d'accord pour qualifier de « bourgeoise », d'après les tâches qu'elle aurait à accomplir. Bien au contraire, avec tout le Parti, Lénine combattait énergiquement la pensée utopique de possibilité de réaliser le socialisme dans les cadres de la Révolution « bourgeoise ». Dans l'un de ses principaux écrits sur la tactique, Lénine recommandait d'écarter, une fois pour toutes, « les idées absurdes, à demi-anarchistes, sur la réalisation immédiate du programme maximum, sur la conquête du pouvoir pour la réalisation de la révolution socialiste » \*).

Jamais, avant 1917, les bolchéviks ne s'étaient départis de cette position, ni des principes du socialisme démocratique.

A peine rentré à Pétrograd, Lénine lance

---

\*) Lénine. — Deux tactiques (en russe) p. 77.

dans les masses le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux soviets ». Mais les soviets ne sont que des organisations de classe, d'une classe ne représentant que l'infime minorité de la nation; leurs créateurs, les menchéviks n'y voyaient que des organes révolutionnaires ayant pour tâche d'orienter la Révolution démocratique vers la consolidation du gouvernement du peuple par lui-même. Hanté par l'obsession du pouvoir, Lénine ne recule pas devant la conclusion logique découlant de son mot d'ordre : le pouvoir pris, les organes révolutionnaires du prolétariat se mettront à réaliser son idéal de classe. Nous sommes en pleine Révolution Socialiste! « Ouvriers, emparez-vous des usines! »

Un autre mot d'ordre : « La paix à tout prix! Crosse en l'air! Rentrez chez vous! », jeté dans les masses des soldats lassés de la guerre, devait assurer à la fraction de Lénine la force armée nécessaire pour la conquête du pouvoir. D'ailleurs, cette fraction s'est vite réformée, sous la baguette magique de Lénine, en « Parti Communiste (bolchévik) ». On établit un nouveau programme, revirement complet de toutes les traditions du socialisme international qui, hier encore, étaient aussi celles des bolchéviks.

La « Révolution d'Octobre » s'est produite tout à fait à l'encontre des traditions révolutionnaires démocratiques. Ce coup d'État typique n'a rien eu de commun avec le vaste mouvement populaire de Février 1917. Ce n'est pas le peuple insurgé, les masses du prolétariat qui ont conquis le « Palais d'Hiver »,



siège du Gouvernement provisoire; c'est une poignée de conspirateurs qui, à l'aide d'un navire de guerre, s'est emparée du pouvoir en plein régime démocratique, au moment où le peuple jouissait d'une quasi absolue liberté de parole, de réunion, de presse, etc... Le succès de cette étrange « révolution socialiste » était dû non pas à la puissance de la classe ouvrière, ni de ses organisations politiques et syndicales, encore à l'état embryonnaire, mais, bien au contraire, à la faiblesse du prolétariat, à l'état arriéré des masses populaires russes et à l'impuissance de la démocratie.

La détente politique et sociale résultant de la Révolution de Février et du régime de pleine liberté eut cette conséquence de déchaîner les instincts des masses, de pousser au premier plan les couches arriérées du prolétariat. Elle appela en même temps à un rôle actif les masses armées de soldats sur le front et à l'intérieur du pays... C'est sur les sombres instincts de ces masses que Lénine a misé dans son jeu politique. Ce sont les aspirations primitives de la Russie populaire arriérée que traduisaient ses mots d'ordre. C'est, d'autre part, la faiblesse de la démocratie et son impuissance à organiser un pouvoir révolutionnaire fort qui ont permis aux bolchéviks de réussir dans leur entreprise.

Le seul appui qu'ils eurent dans les masses, à la veille de leur coup d'Etat, fut celui du prolétariat de Pétrograd qui, aux élections du renouvellement du Soviet de la ville, venait de voter en majorité pour eux. Ce furent

aussi les couches arriérées de la classe ouvrière de la capitale qui submergèrent les ouvriers conscients et organisés, artisans de la Révolution de Février et des Soviets.

Mais les conseils d'ouvriers, même s'ils s'étaient déclarés en majorité pour les bolchéviks — ce qui n'était pas le cas, — ne représentaient qu'une infime minorité de la Nation russe, sans parler des minorités nationales. Les élections générales les plus démocratiques possibles, qui eurent lieu presque en même temps que les événements d'Octobre à Pétrograd, n'envoyèrent, en effet, à la Constituante panrusse qu'un nombre insignifiant de bolchéviks; elles assuraient le succès au Parti Socialiste-Révolutionnaire en Russie et aux partis nationaux dans les régions non russes. Dans aucune de ces dernières, le bolchévisme n'avait réussi à s'enraciner, et, abstraction faite des masses russes qui y résidaient, n'exerçait aucun ascendant. Ni au Caucase, ni en Ukraine les bolchéviks n'eurent de succès dans les élections à la Constituante. Toutes les provinces non-russes restèrent fidèles aux principes démocratiques. Quant à la Géorgie, les réélections aux Soviets eurent pour résultat la consolidation de l'hégémonie des social-démocrates qui s'affirma encore davantage au cours des élections à la Constituante. Des 892.304 voix exprimées sur le territoire géorgien, 640.231 échurent à la social-démocratie, tandis que les bolchéviks ne réunissaient que 24.000 voix, dont la plus grande partie provenaient des soldats russes résidant en Géorgie.



#### 4. LES CONSÉQUENCES DU COUP D'ÉTAT D'OCTOBRE POUR LA TRANSCAUCASIE

Toutes les organisations révolutionnaires de Géorgie se prononcèrent spontanément contre le coup d'Etat d'Octobre, contre la destruction, par les bolchéviks, du front unique de la Démocratie révolutionnaire de l'Empire.

C'est autour de la bannière du socialisme démocratique qu'étaient groupées et avaient lutté pendant des dizaines d'années les masses laborieuses de Géorgie. La nation Géorgienne, réformée socialement sur la base de nouvelles conditions économiques, avait entrevu son salut dans la voie démocratique; elle devait lui assurer l'affranchissement des forces asiatiques qui entravaient et déformaient son libre développement dans le passé, et l'associer à la vie libre des peuples libres d'Occident. C'est dans cette foi que l'immense majorité du peuple géorgien avait soutenu de longue date les socialistes qui déployaient l'étendard de la démocratie, appelant la nation vers les plus hautes formes de la vie occidentale, vers la communion et la solidarité avec la Démocratie Internationale. C'est à cette perspective que la Géorgie avait sacrifié ses meilleurs fils dans la lutte contre le tsarisme russe.

Le coup d'Etat d'Octobre lui barra le chemin qu'elle avait de commun avec la Démocratie russe. En jetant par dessus bord les

principes communs et les traditions communes de la lutte du passé, les bolchéviks russes rompaient par là même, pour l'avenir, l'unité de la lutte et la communauté de perspectives. Marquant cette séparation de principe entre la Russie proprement dite et les nations non-russes, les événements d'Octobre devaient aboutir fatalement à leur séparation politique et territoriale. Les changements politiques dans la vie des nations du Caucase, provoqués par le coup d'Etat d'Octobre, amenèrent les nations de la Transcaucasie à choisir la voie d'indépendance.

Sans doute, le lecteur étranger n'aurait-il rien compris à l'exposé, fait par M. Barbusse, des événements de cette époque grave pour le Caucase. Tout est embrouillé dans le récit de l'écrivain français, qui, lui-même, n'a pas saisi le fil des événements.

Il ne sait pas, par exemple — peut-être feint-il de l'ignorer, — que, dès octobre 1917, l'incendie de guerres civiles embrasa tout le Sud de la Russie, jusqu'à la chaîne du Caucase et que, de ce fait, toute la Transcaucasie se trouva isolée pour longtemps de la Russie et surtout de la Russie centrale. Ce n'est donc pas la Transcaucasie qui, comme M. Barbusse l'affirme, « rompit les relations avec Moscou », mais c'est l'anarchie complète provoquée par le coup d'Etat d'Octobre qui brisa tous les liens matériels entre Moscou et la Transcaucasie, isolant cette dernière de la Russie.

Déjà, au point de vue administratif, cet



isolement brusque menaçait de chaos et d'anarchie la Géorgie et toute la Transcaucasie; la nécessité de créer d'urgence une direction politique centrale pour la région s'imposait donc.

Elle s'imposait encore plus impérieusement en raison de l'aggravation de la situation extérieure. Sur les confins sud de la région, sur une ligne de plus de 1.000 kilomètres, s'étendait le front du Caucase avec, à peu près, 500.000 combattants du côté russe qui, après les événements d'Octobre, dégénéra en pleine désorganisation et en anarchie. Le mot d'ordre bolchévik : « Crosse en l'air, rentrez chez vous ! » correspondant parfaitement à la mentalité des soldats russes, la débandade la plus désordonnée commença. C'est ainsi que les soldats abandonnaient ou vendaient au Commandement turc d'énormes provisions de denrées, de munitions de guerre, d'armes, surtout de canons de gros calibre, et regagnaient en désordre la Russie, à travers le territoire transcaucasien. Contemplant ce spectacle, le Commandement turc attendait que le chemin de la Transcaucasie fût débarrassé des derniers détachements. A moins que les nations transcaucasiennes ne s'organisassent d'urgence, elles étaient condamnées à devenir la proie facile du plus atroce impérialisme.

C'est dans ces conditions que sur l'initiative des Soviets transcauciens un nouvel organe gouvernemental de la région fut créé. Les élections récentes à la Constituante Russe indiquaient nettement sa provenance. On convo-

qua une Assemblée des Députés Transcauciens, élus à la Constituante Russe; on la compléta par les candidats portés sur les listes des divers partis, lors des élections, proportionnellement au total des voix obtenues par chaque liste. Cette Assemblée : « La Diète Transcaucasienne », issue des élections les plus démocratiques, représentant exactement toutes les nationalités et les tendances politiques de la région, désigna un pouvoir provisoire : le Commissariat transcaucasien, comprenant des représentants des quatre principaux groupes nationaux : Géorgiens, Arméniens, Azerbaïdjanais et Russes. Les deux Commissaires Géorgiens : Guéguetchkori (président du Commissariat) et Tchenkéli (Affaires étrangères) étaient membres du Parti S. D.

D'autre part, pour subvenir aux besoins nationaux respectifs qui devaient retrouver leur libre développement dans les conditions créées par la Révolution de Février, chaque nationalité organisa son Conseil National. Le Conseil National Géorgien fut désigné par un Congrès National comprenant des représentants : des Soviets Ouvriers et Paysans, des partis politiques, des municipalités géorgiennes, des coopératives, des syndicats ouvriers, des sociétés d'enseignement populaire, etc. etc. Faut-il dire que la prépondérance aux Congrès, ainsi qu'au sein du Conseil appartenait aux Social-démocrates?

Comme objectif, le nouveau pouvoir transcaucasien se proposait : de maintenir l'ordre révolutionnaire, de satisfaire les besoins ur-



gents de la population, de liquider le lourd héritage de guerre, — toutes tâches difficiles à accomplir.

L'animosité entre la population arménienne et Azerbaïdjanaïse (Turcs de Transcaucasie) prenait par endroits le caractère de guerre nationale. D'autre part, les soldats russes démoralisés, pour rentrer chez eux, traversaient la région en bandes compactes : armés non seulement de fusils, mais encore de mitrailleuses et de canons, ils menaçaient de submerger le pays. Les Bolchéviks qui se trouvaient à l'époque en Transcaucasie, mettaient tout leur zèle à exciter les bandes de soldats à l'envahissement de la Géorgie, foyer du menchévisme. Ne trouvant aucun appui dans les masses populaires et n'étant pas même arrivés à se créer une représentation plus ou moins nombreuse au sein des soviets Ouvriers, les Bolchéviks espéraient conquérir le Pouvoir dans le pays à l'aide des baïonnettes et des canons de l'armée russe désorganisée, absolument étrangère à la Géorgie. Tiflis, dont les accès furent plusieurs fois envahis par ces bandes, sous la conduite des bolchéviks, ne fut sauvé que par la vaillance et la fermeté de la garde ouvrière géorgienne.

Cependant, en Russie la dictature des usurpateurs d'Octobre s'accroissait de plus en plus. Dans la nuit du 5 au 6 janvier, la Constituante Panrusse fut dissoute par les Bolchéviks à Pétrograd. C'était la consécration de l'écrasement de la Démocratie.

Tirant la conclusion logique de cet événement, le Centre Régional des Conseils

d'Ouvriers et des Paysans Transcauciens, votait la résolution suivante :

« La dissolution de l'Assemblée Constituante a rompu le dernier lien qui assurait l'unité de la Russie et de toute la démocratie révolutionnaire ».

De fait, l'unité de l'Empire n'existait plus. La guerre civile battait son plein dans toute la Russie méridionale. L'Ukraine s'organisait en Etat indépendant. La Transcaucasie ne put établir le lien même avec la partie sud de la Russie d'Europe : Caucase septentrional, Ukraine, Don et Kouban, qu'elle voulait associer à ses pourparlers en perspective avec la Turquie.

Entre temps, les événements du front devenaient de plus en plus redoutables. Entrés en contact direct avec la population turco-arménienne de la région du front, les Turcs envenimaient les relations entre Arméniens et Azerbaïdjaniens, pour tirer parti des troubles nationaux en s'en servant comme prétexte à la rupture de l'armistice (conclu déjà en décembre 1917).

Le 12 février 1918, le Commandement turc avisait le Commissariat Transcaucasien de sa résolution de déclencher l'offensive.

Aucune force plus ou moins sérieuse ne pouvait être opposée à l'envahisseur. L'armée russe n'existait plus. Quelques unités militaires nationales, organisées à la hâte, ne représentaient qu'une force infime devant les armées turques. Ordre fut donné à ces unités de reculer. Les Turcs progressaient sans ren-



contrer la moindre résistance. Tout en avançant, le commandement turc proposait, le 23 février, au Commissariat transcaucasien de commencer les pourparlers de paix.

Une délégation désignée par la Diète Transcaucasienne et composée de Géorgiens, d'Arméniens et d'Azerbaïdjanais (sous la présidence du Géorgien Tchenkéli, Ministre des Affaires étrangères), se rendit à Trébizonde pour entamer les dits pourparlers.

A la même époque, la station radiotélégraphique de Tiflis reçut un fragment de dépêche, sans adresse, par laquelle la délégation bolchévique à Brest-Litovsk informait le Conseil des Commissaires du Peuple bolchévik de Pétrograd de la signature avec l'Allemagne et la Turquie d'un traité de paix comportant la cession aux turcs des provinces d'Ardahan, de Kars et Batoum avec les villes fortes du même nom. Ces trois villes étant les clefs stratégiques de la Transcaucasie (Batoum, le port le plus important de la Géorgie, est en outre le foyer de son ancienne civilisation et le berceau de son mouvement ouvrier moderne), la nouvelle produisit, parmi les populations arménienne et géorgienne, l'impression d'un « coup de poignard dans le dos ».

M. Barbusse qui se déchaîne contre les « séparatistes » caucasiens pour mettre à leur charge mille « trahisons », ne mentionne cet événement, capital pour le sort des peuples transcaucasiens, que dans une proposition « subordonnée » : « en échange de la reconnaissance du traité de Brest-Litovsk, qui fai-

sait à la Turquie des concessions territoriales (Batoum, Kars et Ardahan) » (p. 109). Et, à la même page, où il note modestement ce « présent » des Bolchéviks à Enver Pacha, M. Barbusse a l'audace d'écrire les lignes suivantes : « La Transcaucasie, organisée non en république, mais en fédération \*), rompit les relations avec Moscou, agit en toute indépendance, et dans le but de complaire aux alliés et de combattre les Turcs, s'organisa militairement. En d'autres termes, profitant du trouble des temps, elle abandonna la révolution, abandonna le peuple russe, pour se jeter dans les bras des puissances Occidentales ».

La Russie bolchévique désorganise le front du Caucase, fait place nette devant les armées du Sultan, livrant ainsi les nations transcaucasiennes aux plus sinistres impérialistes; les bolchéviks russes cèdent, par la suite, à l'Empire Turc non seulement une partie du territoire transcaucasien, mais encore les trois places fortes les plus importantes du pays, et ceci en *l'absence* et à *l'insu* des peuples intéressés. Sous la plume de M. Barbusse, ce sont les nations du Caucase qui abandonnent « le peuple (!) russe pour se jeter dans les bras des puissances occidentales » ! Fort des « concessions » à lui faites par les bolchéviks à Brest-Litovsk aux dépens des peuples caucasiens, Enver Pacha envahit le

---

\*) Nous ne voulons pas insister sur l'opposition, par trop naïve, de deux notions : république et fédération.



pays, privé par les mêmes bolchéviks de ses moyens de défense. Sous la plume de M. Barbusse, c'est la Transcaucasie qui fait la guerre aux pauvres Turcs « dans le but de complaire aux alliés » !

Jamais l'histoire n'a été falsifiée avec tant de sans-gêne, tant de mauvaise foi que par M. Barbusse. Jamais non plus un écrivain européen de talent n'a faits siennes à tel point les plus répugnantes méthodes de lutte contre les adversaires politiques, si chères aux bolchéviks.

Mais revenons aux événements de 1918.

Une fois possesseurs de la terrible arme que les bolchéviks leur avaient livrée à Brest-Litovsk, les pachas turcs ont tôt fait de la braquer sur les peuples de la Transcaucasie. Le 10 mars, avant même que les délégués des deux parties se soient rencontrés à Trébizonde, Vehib Pacha, Commandant en chef turc au Caucase, adressait au Commandant en chef transcaucasien la dépêche suivante :

« La République russe vient de signer le traité de paix par lequel elle consent à évacuer les territoires de Batoum, de Kars et d'Ardahan. J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que je reçois à l'instant même de mon généralissime l'ordre de vous prier de procéder, dans le plus bref délai, à l'évacuation des régions en question ». Trois semaines plus tard, à Trébizonde, la délégation turque expédiait à la délégation transcaucasienne, sous la forme d'ultimatum, avec un délai de

48 heures, la demande de reconnaître la clause du traité de Brest-Litovsk, concernant la cession des trois provinces et villes.

Sans attendre l'issue des négociations de Trébizonde, la Turquie recommença l'offensive, poussant ses armées vers Batoum, Kars et Ardahan.

S'appuyant sur les fractions géorgienne et arménienne du Seïm, soutenu énergiquement par les Conseils d'ouvriers et de paysans, le Commissariat Transcaucasien décida de recourir au moyen suprême : la délégation fut rappelée de Trébizonde. Les détachements nationaux nouvellement organisés et la Garde ouvrière coururent vers la frontière, à la défense du pays.

Il était pourtant évident que des détachements improvisés en hâte ne pourraient tenir tête aux armées turques. Mais ce qui rendait la situation intenable, c'était l'attitude des populations d'origine turque de la Transcaucasie, les Azerbaïdjanais, formant la grande majorité des provinces orientales de la région. Bien que leurs dirigeants aient *officiellement* adopté une attitude neutre, certains groupements musulmans, poussés par le fanatisme religieux, violaient fréquemment cette neutralité au profit des Turcs.

A cette incohérence intérieure s'ajoutait l'isolement complet du monde extérieur et l'hostilité traîtresse des bolchéviks. Ceux de Russie, que M. Barbusse veut représenter comme de pauvres victimes de la « trahison » de la Transcaucasie, faisaient tout ce qui était en leur pouvoir pour annihiler l'effort des



Géorgiens et des Arméniens contre l'envahisseur turc.

Il va de soi que dans ces conditions, les armées d'Enver Pacha devaient sans beaucoup de difficultés briser la résistance. La Turquie ne se contente pas de la prise de Batoum, elle pousse l'offensive au-delà de la forteresse, cédée par les bolchéviks à Brèst-Litovsk. Sur le front arménien, le sort de Kars était également décidé : les Turcs avaient encerclé la ville.

Cet état de choses contraignit la Diète Transcaucasienne à reprendre les pourparlers avec l'ennemi. Mais une autre question se posait en même temps.

Agissant depuis novembre 1917 en toute indépendance politique, les nations transcausiennes n'avaient pas encore donné à cette indépendance de fait une expression juridique. Plus l'état de choses s'aggravait, plus se faisaient sentir les inconvénients de cette situation fausse qui entravait la liberté et diminuait le prestige des nations transcausiennes dans les négociations extérieures, sans compter qu'elle diminuait également à l'intérieur, aux yeux des peuples caucasiens, l'autorité du Gouvernement. Il importait donc de prendre une décision. C'est ainsi que, dans sa séance du 22 avril 1918, la Diète Transcaucasienne proclamait la Transcaucasie République Indépendante.

Quand M. Barbusse insinue que « l'indépendance de la Transcaucasie et celle des nations qui la composent ont été proclamées, non selon la volonté des populations, mais sur l'injonction du commandement étranger » (p. 111), il est en contradiction formelle avec la vérité historique. Si la Turquie avait un ascendant incontestable sur les Azerbaïdjanais, elle n'a jamais joui d'influence ou de sympathies politiques ni parmi les Arméniens, ni parmi les Géorgiens, pour lesquels nul malheur plus grand ne pouvait être que la pénétration de la Turquie dans le Caucase. Si l'on voulait à tout prix rechercher un responsable, n'appartenant pas aux peuples transcauciens, de l'acte de séparation de la Transcaucasie, il faudrait se tourner non pas vers le sud, ni vers l'Ouest (l'Allemagne n'avait même pas de contact avec la Transcaucasie à cette époque), mais bien vers le Nord du Caucase. Ce sont les héros d'Octobre qui portèrent le coup mortel à l'unité de la Russie en détournant leur peuple de la démocratie, du seul terrain sur lequel l'entente politique avec les nations non-russes aurait, peut-être, été possible.

Quant à la volonté des populations qu'un adorateur de Staline devrait se garder d'invoquer, il importe de constater que l'organe qui prit la responsabilité de donner à l'indépendance de fait de la Transcaucasie une consécration juridique, était issu d'un suffrage universel, proportionnel, avec la participation des deux sexes. Tous les partis, tous les groupements des trois principales nations de



la Transcaucasie, si l'on en excepte une poignée de bolchéviks, avec lesquels faisaient chorus les fonctionnaires russes de l'ancien régime, s'étaient pénétrés de la nécessité de cet acte.

En ce qui concerne la Géorgie, tous les organes révolutionnaires ouvriers et paysans adhérèrent à cette résolution.

Si la démocratie géorgienne se prononça pour la forme unitaire du nouvel Etat qui devait se développer en une Fédération, c'est que, non seulement elle était convaincue de la nécessité de coordonner la vie politique des trois nations transcaucasiennes, mais encore elle voulait tenter un dernier effort pour rétablir, devant l'ennemi extérieur, le front unique de la Transcaucasie, pour détourner les éléments apparentés à la Turquie de ce que l'on appelait « l'orientation vers la Turquie ».

## 5. L'INDÉPENDANCE DE LA GÉORGIE

Peu de temps suffit à la Démocratie Géorgienne pour être définitivement persuadée que les conditions nécessaires à la libre co-existence des nations transcaucasiennes dans un même organisme d'Etat n'étaient pas plus réalisées dans le domaine intérieur qu'extérieur. La « République Transcaucasienne » se révéla en effet comme une formation factice, inhabile à rapprocher et à réconcilier les

aspirations divergentes des nations caucasiennes dans la situation aussi compliquée que dramatique du moment.

Encouragée par de faciles succès, la Turquie ne se contentait pas d'envahir les territoires cédés par les bolchéviks. C'est ainsi qu'en Arménie, ses troupes avancèrent au-delà de Kars pour occuper une forteresse — Alexandropol — avec toute la région, et qu'en Géorgie leur offensive ne fut arrêtée qu'au Nord de Batoum. Par ailleurs, accueillie avec joie par la population azerbaïdjanaise, l'armée ottomane avançait en Transcaucasie orientale, vers Bakou, capitale de l'Azerbaïdjan. Dans cette ville, dont la population se compose d'un mélange d'Azerbaïdjanais, d'Arméniens et de Russes, sévissait, sous l'égide d'un pouvoir bolchévik local, une anarchie, aggravée d'une lutte entre nationalités.

Nulle était donc l'autorité du gouvernement de la Nouvelle République dans les provinces orientales : la moitié de l'Arménie, la plus grande partie de l'Azerbaïdjan se trouvaient déjà sous la domination turque qui, de plus en plus, s'étendait. Seule, la Géorgie servait d'appui au Gouvernement central.

Cette situation n'était pas sans se répercuter au sein de la délégation Transcaucasienne qui, le 11 Mai, se rencontra avec les délégués de la Turquie à Batoum, occupé par l'Armée du Sultan.

Jugeant le moment opportun de dévoiler ses véritables visées, la Turquie, par l'organe de sa délégation, soumit aux Caucasiens un



projet de « Traité de Paix et d'Amitié ». Cet acte impliquait en outre l'occupation de toute la ligne du chemin de fer par l'armée turque, le contrôle de cette dernière sur les forces armées du pays et sur leur répartition par arrondissements, la reconnaissance de la souveraineté du Sultan sur les territoires déjà occupés par ses troupes, etc., etc...

Les visées de la Turquie se fussent-elles réalisées, c'était non seulement l'asservissement national de la Géorgie, ainsi que des territoires arméniens jusque là inoccupés, mais encore le pillage de tout l'avoir du peuple et l'anéantissement des fondements même, à peine jetés, de la libération politique et sociale. Les époques les plus sinistres du passé historique ressuscitèrent alors aux yeux du peuple géorgien.

Mais que pouvait-il opposer aux appétits déchaînés des pachas impérialistes ! Pas de force armée transcaucasienne, pas même une volonté commune à dresser devant l'envahisseur. Pas d'unité non plus au sein de la délégation transcaucasienne ; la Turquie trouvait auprès de la fraction musulmane de cette délégation des sympathies qu'elle ne manquait pas d'exploiter. L'attitude des musulmans paralysait donc les efforts et la liberté de mouvements de deux autres fractions. Le fantôme de l'unité de la Transcaucasie pesait fortement sur l'avenir du peuple géorgien. Le conserver ne pouvait que faciliter l'occupation, par la Turquie, des régions de la Transcaucasie non encore tombées sous sa domination.

Aussi la démocratie géorgienne décida-t-elle de constater l'effondrement de la tentative de réunion des trois nations dans un seul organisme d'Etat et de tirer les conséquences de cette constatation.

La fraction géorgienne de la Diète Transcaucasienne posa la question devant cette Assemblée; son porte-parole, Irakli Tséretelli, la formulait ainsi : ...« Et il faut tout dire jusqu'au bout : la partie (de la Transcaucasie) qui reste non occupée, la partie prête à résister de toutes ses forces à l'invasion et qui s'oppose réellement à l'adversaire avec lequel nous sommes en pourparlers, cette partie, ce sont les provinces de Tiflis et de Koutaïs, c'est le peuple géorgien. Il est resté seul : le peuple arménien lui a été arraché (par l'occupation turque), la population musulmane s'est, en fait, à l'heure actuelle, séparée de lui. Et l'existence fictive de la Transcaucasie, d'une délégation transcaucasienne, empêche ce peuple de créer, ne serait-ce qu'avec ses seules forces, une organisation, un Etat, capable de défendre ses intérêts »... Et s'adressant à la Nation géorgienne, Tséretelli disait : « ...quelque pénibles que soient les conditions d'existence, sache que ta position est aggravée parce que tu vis d'illusions, croyant qu'il existe une Transcaucasie unique, un Etat unique et une délégation à Batoum. Sache que si tu veux défendre tes intérêts, tu dois créer ton propre Etat, ta propre représentation officielle ».

La logique de la situation s'imposait à tel point que presque sans discussion, à l'unani-



mité moins deux voix, la Diète « constata l'effondrement de la Transcaucasie et résigna ses fonction » \*).

Le même jour, 26 Mai, le Conseil National de Géorgie se réunissait à Tiflis même, sous la présidence du Président du parti social-démocrate, Noë Jordania, et adoptait à l'unanimité le texte de « l'Acte de l'Indépendance de la Géorgie ».

A deux jours d'intervalle suivaient les déclarations de l'Indépendance de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan.

L'acte de l'Indépendance « proclamait la Géorgie République Démocratique », « neutre en cas de conflits internationaux », garantissant « sur son territoire les droits civils et politiques à tous les citoyens sans distinction de nationalité, de religion, d'état social et de sexe ».

« Jusqu'à la convocation de l'Assemblée Constituante, à la tête de toute l'Administration de toute la Géorgie » ont été placés le Conseil National, complété par les représentants des minorités nationales, et le Gouvernement provisoire, responsable devant le Conseil National ».

Malgré les circonstances graves au milieu desquelles naissait la petite République, l'Acte de l'Indépendance fut accueilli avec une profonde satisfaction et une pleine con-

---

\*) *W. Woytinsky*. La Démocratie Géorgienne. Librairie Felix Alcan. Paris.

fiance par tous les milieux de la Nation. Il a été approuvé sans réserve par toutes les organisations ouvrières : (Conseils d'ouvriers et Syndicats), par tous les partis politiques géorgiens (sauf l'insignifiante organisation bolchévique), les Municipalités, les Coopératives, les conseils de paysans et autres organisations rurales, etc... Affranchi du poids mort d'un organisme étatiste fictif, le peuple géorgien recouvrait une organisation politique, pouvant donner l'expression à sa volonté unanime, à son action solidaire. Quelque sombres que fussent ses perspectives, il pouvait désormais compter au moins sur lui-même, tirer parti de son esprit d'organisation et de sa volonté de résistance.

Trouver une issue à la situation extérieure, tenter de préserver le pays de l'occupation turque, telle fut la tâche qui s'imposa tout d'abord au nouveau gouvernement géorgien constitué sous la présidence de N. Ramichvili.

Le jour même de la naissance de la République Démocratique (26 Mai 1918), la délégation turque enjoignait à la délégation Transcaucasienne, sous forme d'ultimatum, d'adhérer sans réserve, au « Traité de paix et d'amitié », dont le projet avait été présenté par les Turcs, à Batoum, dès la première séance de la Conférence. Mais, en raison de l'effondrement de la République Transcaucasienne, l'ultimatum turc s'adressait, de fait, non plus à la délégation disparate de la Transcaucasie, mais à chacun des trois Gouvernements nationaux en formation.



Les membres géorgiens de la délégation Transcaucasienne étaient désormais libres d'adopter une attitude correspondant aux intérêts de leur peuple, sans être entravés dans leurs décisions par celle des voisins. Bien qu'impuissante encore à opposer aux Turcs une résistance matérielle sérieuse, la Géorgie, grâce à la liberté de décision et d'action que lui assurait sa souveraineté politique, pouvait chercher la meilleure voie de salut, en opposant aux appétits des impérialistes turcs une tierce force qui avait fait son apparition à Batoum.

Cette tierce force était l'Allemagne. Les régiments Allemands auxquels le Gouvernement de Lénine et Trotsky avait à Brest-Litovsk ouvert les portes de l'ancien Empire russe, occupaient déjà l'Ukraine et se dirigeaient, à travers la Crimée, vers la Transcaucasie. D'autre part, un représentant politique de l'Empire Allemand, le Général Von Lossow, arrivait de Constantinople à Batoum, avec la délégation turque, en qualité, dirait-on aujourd'hui, d'« observateur ». Il était évident que la Turquie avait hâte d'en finir avec la Transcaucasie, et de s'emparer de toute la région avant l'intervention éventuelle de sa puissante alliée et protectrice. C'est d'une façon très nette que les divergences entre les deux puissances sur la question transcaucasienne se manifestèrent au cours de la Conférence de Batoum, lorsque le général v. Lossow offrit, le 19 mai, à la délégation Transcaucasienne, ses « bons offices d'intermédiaire pour faciliter l'entente entre la Républi-

que Transcaucasienne et la Turquie » \*). Cette proposition fut rejetée par la délégation turque. Et, lorsque le 26 Mai, cette dernière adressa un ultimatum à la Transcaucasie, le représentant allemand s'empessa d'y opposer sa protestation.

Il était évident qu'il n'entrait pas dans le dessein de l'Allemagne de favoriser l'occupation de toute la Transcaucasie par la Turquie. Plus encore, dans les pourparlers privés avec les délégués géorgiens, le représentant de l'Allemagne déclarait que cette puissance était disposée à préserver la Géorgie de la domination turque, si le peuple géorgien consentait à donner accès sur son territoire aux détachements allemands. Dans ce cas, l'Allemagne s'engageait à paralyser les effets du « Traité de paix et d'amitié » avec la Turquie, que la République géorgienne se voyait forcée de signer.

Quelle autre Nation, quelle autre démocratie, dans la situation désespérée où se trouvait la Géorgie, eût hésité à utiliser le conflit entre les deux puissances, à choisir entre les deux maux, le moindre, à recourir contre l'impérialisme Turc, à l'aide de l'impérialisme Allemand, dont la présence temporaire en Géorgie devait être incomparablement moins néfaste que l'occupation turque qui

---

\*) Voir le recueil des « Documents et matériaux concernant la politique extérieure de la Transcaucasie et de la Géorgie », publié en Russe, en 1919, à Tiflis. Document, n° 147 (cité par *Woïtinsky*).



eût saccagé le pays et entravé pour longtemps son libre développement?

Le 18 Mai, encore, la fraction Arménienne de la Diète Transcaucasienne faisait un effort désespéré pour sauver la province arménienne d'Alexandropol en donnant aux délégués arméniens, à Batoum, la mission d'« obtenir que le contrôle et la protection du chemin de fer (Alexandropol-Djoulf) soient confiés aux allemands, ne fût-ce qu'aux prisonniers de guerre de la région \*), afin d'épargner à ladite province les horreurs de l'occupation turque. La tentative échoua, mais la Géorgie, dont la plus grande partie du territoire restait encore libre et qui avait accès à la Mer Noire, fut plus heureuse. Le représentant de la République géorgienne put, en effet, conclure le 28 Mai, à Poti (port géorgien au nord de Batoum), avec le représentant de l'Allemagne, une convention accordant aux Allemands le contrôle des Chemins de fer de la République \*\*), *sous la réserve expresse de non-intervention de l'Allemagne dans la vie intérieure de la Géorgie.*

Les détachements allemands ayant occupé, avec les troupes géorgiennes, les chemins de fer et la ligne du front devant l'armée turque, et cette action militaire ayant été appuyée par les fermes déclarations de l'Allemagne à la Turquie, cette dernière n'osa re-

---

\*) Ibid., document n° 143.

\*\*) La convention n'ayant pas été ratifiée par le Parlement Géorgien, resta à l'état de projet.

nouveler ses prétentions sur la Géorgie et le « Traité de Paix et d'amitié » de Batoum demeura lettre morte. Seuls, Batoum et une partie des provinces à population géorgienne musulmane restaient sous le joug de la Turquie.

M. Barbusse exploite les difficultés, éprouvées par la nation Géorgienne durant les mois angoissants de fin 1917 et de la première moitié de 1918, pour accabler sans mesure et sans gêne la démocratie géorgienne. La lutte pénible pour l'existence même d'une petite nation, alors complètement isolée de tout le monde et livrée aux plus féroces appétits d'un sanguinaire impérialisme, est représentée par l'écrivain français comme une série d'intrigues des social-démocrates géorgiens contre la Russie bolchévique. Il suggère notamment au lecteur que tous ces malheurs : et l'offensive turque, et l'occupation par les Allemands du chemin de fer géorgien, n'étaient que la conséquence de la séparation de la Russie. « C'est la période de la domination des armées étrangères dans ces pays coupés de la Russie », dit-il, (p. 110). Or, on se demande comment cette même Russie bolchévique a protégé les autres provinces de l'ancien Empire Russe, avec lesquelles elle avait un contact immédiat ? N'est-ce pas faire preuve de la plus insigne mauvaise foi que d'accuser la démocratie de la petite Géorgie, militairement impuissante, n'ayant pas même encore sa propre organisation politique, des « combinaisons, des compromissions — et des



trahisons — auxquelles donnèrent lieu ces diverses occupations » (pp. 110-11), alors que M. Barbusse n'ignore pas qu'en ouvrant les portes de son Etat à l'Impérialisme Allemand, la Russie soviétique lui livrait les immenses territoires s'étendant de la Finlande, par les Pays Baltes et toute l'Ukraine, à la Crimée et au Caucase?

Qu'a donc fait cette Russie Soviétique, pourvue d'un immense appareil d'Etat, pour protéger contre les armées de Guillaume II ses propres territoires et sa propre dignité? Non seulement ne put-elle, mais encore se refusa-t-elle à opposer la moindre résistance aux flots des Armées allemandes qui envahissaient le territoire de la Russie occidentale et méridionale. On l'a vue conclure à Brest-Litovsk, avec cette même Allemagne un des plus honteux Traités de l'Histoire en sacrifiant les intérêts vitaux, non seulement de la nation Russe, mais encore, de nombreuses autres nations, pour recevoir à Moscou des représentants de Guillaume II, devant les caprices desquels elles a dû s'abaisser plus d'une fois.

Si M. Barbusse était capable de se montrer consciencieux, quand il parle en avocat de la Russie stalinienne, il n'aurait pas manqué de noter que « la période de domination des armées étrangères » dans le Caucase fut ouverte par ses amis du Kremlin.

Pour mieux compromettre l'Indépendance géorgienne, M. Barbusse s'érige en défenseur de l'unité de la Transcaucasie. Nous

ignorons de quelle époque date son « internationalisme ». En tout cas, la démocratie géorgienne n'a pas à recevoir d'un Monsieur Barbusse de leçon de solidarité internationale. Lui, qui exalte l'« union » des peuples transcauciens sous la botte de l'armée russe, ne verrait certainement aucun inconvénient dans l'« union » de ces peuples sous la domination turque. Mais les véritables internationalistes n'ont jamais blâmé et ne blâmeront jamais la démocratie géorgienne d'avoir préféré à une semblable « union » la séparation politique des trois nations caucasiennes. Pourtant, aux jours difficiles de Mai 1918, alors qu'il s'agissait de sauvegarder l'existence même de son peuple, la démocratie géorgienne n'oublia pas que les conditions de vie des trois nations transcauciennes exigeaient leur coopération politique et économique, la coordination de leur activité, en conformité de leurs intérêts communs. Noë Jordania, alors Président du conseil National, disait, dans son discours précédant la proclamation de l'Indépendance de Géorgie : « Notre voie mène vers la fondation de l'Union confédérative du Caucase. Cette union deviendra l'organisme politique — l'Union des Etats — qui, réunissant autour de lui les forces communes, opposera à l'ennemi étranger sa volonté unie pour se défendre contre lui ». Cette perspective restait l'un des fondements de la politique extérieure de la République Géorgienne. Mais cette union, nous la concevons, non à la Turquie ou à la Russie, non pas comme une « union » sous les baïonnettes des



« askers » ou des soldats « rouges », mais basée sur la libre entente des peuples libres du Caucase, sur la compréhension des intérêts communs par chacune des nations intéressées. L'épreuve de 1917-18 avait montré que les conditions n'étaient pas encore réalisées pour semblable union. Elles ne se préparaient que peu à peu, à l'époque de l'existence indépendante des trois peuples. Mais l'impérialisme russe avait tout intérêt à ne pas laisser s'achever l'évolution des nations transcaucasiennes vers leur union politique libre; il s'empres-  
sa de les absorber, une par une, pour les « unir » dans l'esclavage sous l'écriteau de la Fédération Soviétique Transcaucasienne, si chère à M. Barbusse, et dont nous verrons la véritable valeur dans l'un des chapitres suivants.

A plusieurs reprises, M. Barbusse reproche aux social-démocrates Géorgiens d'avoir changé d'attitude dans la question nationale : d'avoir été, jusqu'à 1917, partisans de l'union avec la Russie, pour choisir, en 1918, la voie de l'indépendance politique.

Nous avons déjà montré sous la pression de quels événements impérieux la Géorgie s'était érigée en Etat indépendant.

Les social-démocrates géorgiens furent-ils seuls à subir les effets résultant de cette leçon de faits inéluctables?

Les pays baltes, par exemple, ne s'étaient-ils pas trouvés dans une situation analogue? Citons le cas de la social-démocratie Lettone aussi peu radicale dans ses revendications na-

tionales, à l'époque tsariste, que la social-démocratie géorgienne. Et, au-delà des frontières de Russie, la social-démocratie Tchèque, qui aujourd'hui constitue l'un des principaux piliers de la Tchécoslovaquie, fut-elle séparatiste avant la guerre? Nul n'ignore qu'elle ne revendiqua jamais, à cette époque, pour sa nation l'indépendance politique. Osera-t-on reprocher aux socialistes Lettons ou Tchèques d'avoir suivi l'enseignement des faits, d'avoir changé d'attitude dans leurs revendications tactique? Mais les Bolchéviks eux-mêmes, n'ont-ils pas évolué considérablement quant à leurs revendications et à leur tactique dans la question nationale depuis la Révolution? Avant Février 1917, il n'y avait pas de centralistes plus fervents que les Bolchéviks. Mais, sous la pression des événements, et surtout de la volonté des nations non-russes de leur Empire, ne durent-ils pas, ne fût-ce que sur le papier, créer une Union d'Etats soi-disant indépendants? Ce fut d'ailleurs le pouvoir bolchévik qui le premier reconnut la légitimité de l'indépendance de la Géorgie, par le traité russo-géorgien de 1920, « se basant sur le droit de tous les peuples, proclamé par la République Soc. Féd. Sov. Russe, de disposer librement d'eux-mêmes, jusques et y compris la séparation totale de l'Etat dont ils font partie »... (Article I du Traité conclu le 7 Mai 1920 entre la Géorgie et la Russie Soviétique).

Même après l'écrasement de la Géorgie libre, les Bolchéviks n'osèrent pas procéder à l'annexion ouverte et sincère de la petite République; ils se virent forcés de tenir comp-



te de la mentalité du peuple Géorgien, profondément attaché à son indépendance, et de ne procéder à l'annexion, et encore sous une forme camouflée, que deux ans après la conquête du pays. M. Barbusse nous conte lui-même : « il est indispensable pour mettre sur table tous les éléments de la question, de constater que la Géorgie communiste n'a eu d'abord aucun lien avec la Russie », etc. (p. 126).

Les Bolchéviks eux-mêmes, s'empressèrent donc de sauvegarder les apparences de la souveraineté de la Géorgie, confirmant ainsi la légitimité de l'acte du 26 Mai 1918.

En prenant l'initiative de la proclamation de l'Indépendance de la Géorgie, les social-démocrates géorgiens restaient entièrement fidèles à leur *principe* fondamental dans la question nationale, qui figurait comme revendication générale dans le programme national du parti Soc. Dém. de l'Empire Russe.

C'est le principe de droit des peuples de disposer librement de leur sort. Il n'appartenait pas aux Bolchéviks russes, ni à leur porte-parole français, mais bien au peuple géorgien lui-même, de déterminer l'époque et les conditions dans lesquelles il estimerait nécessaire, pour la sauvegarde de ses intérêts vitaux, de choisir la souveraineté politique comme forme de son existence nationale. Ce qui est fondamental et décisif pour la question de l'indépendance du peuple Géorgien, ainsi que pour celle de tout autre, c'est sa volonté. Le peuple géorgien s'était prononcé à

l'unanimité pour sa souveraineté politique. Nous allons voir qu'il en a fait la base même de son existence et de son développement et qu'il y reste attaché de toutes ses forces, de toute son âme.



## LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DE GEORGIE

LES TROUPES ÉTRANGÈRES EN GÉORGIE. Les troupes allemandes demeurèrent dans le pays pendant près de six mois (Juin-Décembre 1918). En ouvrant aux forces de l'Empire de Guillaume II les portes de la République, la démocratie Géorgienne ne se dissimulait point la gravité de l'événement.

Il est vrai que l'Allemagne tint son engagement d'éviter à la Géorgie l'occupation Turque. Chaque fois que la Turquie s'efforça d'attenter au territoire ou aux droits de la République, elle se heurta à l'opposition énergique, et même à la résistance armée, des Allemands. C'est ainsi qu'en pleine guerre mondiale, on assista, sur la frontière méridionale de la Géorgie, au spectacle étrange de combats entre détachements allemands et troupes turques. Ce fut d'ailleurs la seule activité militaire des Allemands en territoire géorgien.

Mais il ne suffisait pas à la démocratie géorgienne d'éliminer le danger turc et de se prémunir contre les excès des troupes allemandes. Il s'agissait aussi : 1) de se préserver de la pression politique de l'Empire Allemand, des tentatives du commandement al-

lemand d'attirer la République dans le cercle « des Pays centraux » ; 2) d'éviter toute intervention du commandement allemand dans la vie intérieure du pays.

Les généraux allemands n'épargnaient aucune promesse pour faire de la Géorgie l'alliée de l'Empire germanique. Mais le Gouvernement de la République y répondait chaque fois en affirmant sa volonté de ne pas se départir de la stricte neutralité proclamée dans l'acte de l'Indépendance.

D'autre part, les représentants de Guillaume II ne cachaient pas leur hostilité à l'égard du régime démocratique de la République. Ils tentèrent même de soutenir les éléments de droite dont l'influence dans le pays était infime, et d'entraver la réalisation de la réforme agraire déjà en cours, en s'interposant comme défenseurs des gros propriétaires terriens. Mais, ici encore, ils reculèrent chaque fois devant les déclarations les plus catégoriques du Gouvernement républicain de ne pas tolérer la moindre ingérence dans les affaires intérieures du Pays. Sachant que le Gouvernement avait derrière lui toute la population démocratique organisée et fermement décidée à le soutenir, par tous les moyens, dans la défense de l'indépendance du pays, les représentants allemands ne se risquaient pas à répéter les fautes commises en Ukraine où leur politique de soutien des éléments réactionnaires avait fini par créer un mouvement populaire insurrectionnel, préjudiciable surtout à la situation des troupes allemandes.



Mais vint la défaite des « Puissances centrales » par suite de laquelle les troupes allemandes et turques durent, vers fin 1918, évacuer le Caucase. En vertu de la décision de la Conférence de Paris, les forces anglaises occupèrent la Transcaucasie de la mer Noire à la Caspienne.

La démocratie géorgienne conserva la même attitude envers les troupes anglaises. Jamais elle ne se laissa détourner de la ligne de neutralité et de sauvegarde des droits de la Nation à l'Indépendance. Elle refusa catégoriquement d'exercer contre les Allemands, demeurés en Transcaucasie où ils attendaient leur repatriement, les représailles exigées par les Alliés.

Elle repoussa encore plus énergiquement les exigeantes propositions du Commandement allié d'aider l'intervention contre-révolutionnaire en Russie. M. Barbusse lui-même, qui, comme on l'a déjà vu à plusieurs reprises, ne se prive pas de dénaturer les événements du passé, ne peut indiquer un seul cas, un seul acte dans lequel la République géorgienne ait fait preuve d'hostilité envers la Russie bolchévique. Outre que les généraux contre-révolutionnaires russes Dénikine, Alexeïeff et autres, étaient d'irréductibles ennemis de la Géorgie qu'ils essayèrent à plusieurs reprises d'attaquer, la démocratie géorgienne était la première à condamner la politique contre-révolutionnaire d'intervention. Les représentants des puissances alliées comprirent qu'il était impossible de décider la jeune République à aider en quoi que ce fût l'action entre-

prise contre la Russie Soviétique, mais ils n'en tentèrent pas moins d'utiliser la ligne de chemin de fer géorgien, pour venir en aide « aux volontaires » des généraux russes par l'envoi d'armes et de munitions. Fort de l'appui de la démocratie, le Gouvernement géorgien ne recula pas, pour paralyser ces tentatives, devant des conflits aigüs avec les généraux anglais, en ordonnant à son administration de saisir les trains destinés à « l'armée volontaire ».

C'est en septembre 1919 que les forces anglaises évacuèrent la Géorgie. A partir de cette époque et jusqu'à l'invasion de la Russie (1921), le territoire géorgien demeura libre de toute force étrangère. Mais même en la présence des troupes allemandes et anglaises, l'œuvre d'organisation politique, économique et sociale ne fut pas interrompue.

LA DÉMOCRATIE OUVRIÈRE ET PAYSANNE. La jeune République Géorgienne était la descendante légitime de la Révolution de Février et, jusqu'en Mai 1918, le pouvoir réel se trouva, dans le pays, entre les mains des organisations révolutionnaires. Ce furent les Conseils d'ouvriers et de paysans qui, avec les municipalités, servirent, pendant la période d'organisation, de points d'appui et de soutien solides au nouvel Etat. Le « pouvoir soviétique » géorgien était pénétré de cette conviction, commune à toute la démocratie de l'Empire avant la Révolution, que les Soviets étaient appelés à aider l'organisation du régime démocratique; il ne se considérait que



comme un pouvoir provisoire devant céder sa place aux organes politiques, issus du suffrage universel. Aussi, en attendant l'avènement de l'Assemblée Constituante, les Soviets se démirent de la direction politique au profit du Conseil National qui devait incarner provisoirement la souveraineté populaire. L'élection, par ce Conseil, au poste de chef du Gouvernement républicain, de Noë Jordania, Président du Centre des organisations révolutionnaires de Géorgie (et également Président du parti Social démocrate) permit d'instituer, en quelque sorte, une « Union personnelle » entre les organes révolutionnaires et l'Etat naissant.

Dans toute la République, les Soviets locaux cédèrent leur place aux organes de l'Etat, tandis que les Conseils d'ouvriers mettaient à la disposition du Gouvernement la « Garde ouvrière », seule force armée organisée existant alors dans le pays. Une loi spéciale votée par le Parlement (Conseil National) de Géorgie incorporait la « Garde Populaire » dans l'ensemble des forces armées de la République, à côté de l'armée régulière en cours d'organisation.

Cette transition de la situation révolutionnaire à la situation légale, du « régime soviétique » au régime démocratique, s'effectua en plein ordre, dans un esprit de mutuelle confiance. Elle devait être couronnée par la convocation de l'Assemblée Constituante, appelée à achever l'organisation du régime démocratique et à élaborer une Constitution écrite.

Les élections à cette Assemblée, effectuées dans des conditions de pleine liberté d'opinion et de réunion, eurent lieu en février 1919, sur la base du suffrage universel, égal, direct, secret et proportionnel, assurant le droit de vote à tout citoyen âgé de 20 ans, sans distinction de sexe. 70 % environ des électeurs inscrits exprimèrent leur vote, le parti socialdémocrate recueillant plus de 80 % des voix. C'est ainsi que sur 130 députés à la Constituante, ce parti disposait de 103 mandats; les 27 autres se répartissaient parmi les différents groupes d'opposition. Aucun représentant du parti communiste ne siégeait à la Constituante. Les organisations bolchéviques étaient à tel point faibles, et leur influence sur la population si minime, qu'elles s'abstinrent de présenter leur liste de candidats, préférant couvrir leur impuissance du mot d'ordre de « boycottage ».

Le premier geste de la Constituante fut l'approbation, à *l'unanimité des voix*, de l'acte d'Indépendance de la Géorgie.

L'Assemblée réélit Noë Jordania comme président du gouvernement. Conformément à la volonté de la Nation, exprimée aux élections, le chef du parti S. D. constitua un Gouvernement social-démocrate homogène. Désormais le Président du Conseil sera réélu chaque année. Le Gouvernement n'est qu'une sorte de commission exécutive du pouvoir législatif. Il n'existe pas de poste de Président de la République, le chef du gouvernement représentant le pays devant l'Étranger.

L'unique Chambre législative concentrait



dans ses mains tous les pouvoirs émanant de la souveraineté nationale. Elle était élue, par le suffrage caractérisé plus haut, pour une durée de trois ans. Sur demande de 20.000 électeurs, le Parlement devait recourir au referendum; tout groupe de 5000 électeurs jouissant du droit d'initiative législative.

Le Gouvernement de la République dirigeait la politique générale du pays. Sur place, le pouvoir exécutif était exercé par des organes de « *self-government* », élus sur les mêmes bases que le Parlement. Ces organes jouissaient d'une large autonomie pour la gestion des affaires sociales, avec vastes droits budgétaires. Toute la police dépendait d'eux. Ils dirigeaient dans les limites de leurs circonscriptions les affaires culturelles et économiques, géraient les entreprises collectives industrielles et agricoles.

Toutes les institutions politiques et administratives émanaient donc du suffrage universel, exercé en pleine liberté et c'est ainsi que les masses ouvrières et paysannes prirent en mains la direction de leur sort. On vit les organisations ouvrières et paysannes, de même que les coopératives libres, collaborer de la manière la plus intime avec les organes de l'Etat dans le domaine de la législation ouvrière, des questions agraires et de la vie économique en général.

C'est cette démocratie ouvrière et paysanne qui devait être détruite, en 1921, par l'action brutale de l'armée de la Russie Soviétique. Mais elle demeure toujours dans la mémoire du peuple géorgien, comme le symbole

de sa liberté, condition nécessaire de son bien-être; elle constitue son enseigne principale, sous laquelle il mène la lutte contre une dictature étrangère.

Et voilà qu'un écrivain étranger qui ne s'était jamais intéressé à la Géorgie avant sa conquête par Moscou, proclame devant l'Europe, d'un ton de connaisseur, que « la Constitution de la Géorgie nouvelle n'était qu'une modification de façade de l'ancien état de choses, avec quelques imitations, par ci, par là, des démocrates occidentales. On ne peut pas sérieusement prétendre que ce fut là un gouvernement socialiste, ni même vraiment démocratique » (p. 115).

Comment s'est-il formé cette opinion catégorique sur la Géorgie indépendante? L'a-t-il connue ou même observée de loin? Non. A-t-il, au moins, étudié ses archives, les lois et décisions de ses organes représentatifs, les actes de son gouvernement et des pouvoirs locaux? Pas davantage. Il s'est contenté de s'instruire sur la valeur démocratique de la République Géorgienne chez ceux-mêmes qui l'ont détruite, il y a plus de 8 ans, et c'est *leur opinion* qu'il fait passer pour le résultat de son *enquête*!

LA RÉFORME AGRAIRE. « Pendant trois ans, aucune réforme sociale, nous l'avons vu par place »... « Le gouvernement socialiste, encore qu'il arborât le drapeau rouge, laissa la terre aux mains des grands propriétaires qui le soutenaient » (p. 115).

« Aucune réforme sociale, nous l'avons



vu par place » ! On se demande comment Monsieur Barbusse « l'a vu par place » ?

A-t-il examiné la législation sociale géorgienne depuis 1917 à 1921 ? A-t-il étudié les nombreux matériaux qui existent à ce sujet (même en français) ? Non pas. « Nous l'avons vu par place » — cela veut dire tout simplement que son « eutourage mouvant » l'a persuadé que, « pendant trois ans, aucune réforme sociale » n'avait eu lieu et que le Gouvernement socialiste... « laissa la terre aux mains des grands propriétaires ». Pourtant, quelques lignes plus loin, il s'avère qu'« on s'était mis à distribuer cinq à sept déciatines par personne (!), mais en commençant par les riches, et bientôt il ne resta rien pour les non riches » (ibid.). D'où ses « cinq à sept déciatines » pouvaient provenir, si l'on n'avait pas touché à la grande propriété ?

En réalité, *toute la grande propriété sans exception fut confisquée et confisquée sans indemnité.*

Beaucoup de nos camarades européens ont jugé *trop radicale* la réforme agraire réalisée par le Gouvernement socialiste. En effet, tout l'excédent au-dessus de 7 à 14 déciatines (suivant la nature des terres) fut confisqué. Pour le 1<sup>er</sup> janvier 1920, plus de 4.500 grandes propriétés, d'une superficie totale de 640.000 *hectares* environ ont été confisquées ; la quantité de terres, laissée à chaque propriétaire, qui équivalait en moyenne à dix *hectares*, n'atteignit pour l'ensemble que 37.000 *h.* Mais l'opération n'était pas encore achevée à cette époque : pour fin 1920, la superficie des ter-

res confisquées devait atteindre 800.000 hectares. Cependant une grande partie de ces terres représentaient des forêts et des pâturages éloignés des villages. Sur les 640.000 hectares confisquées (d'après les statistiques ci-dessous, les terres cultivées entraient pour 214.926 hectares et les pâturages situés à proximité des villages pour 76.807 h., soit au total plus de 290.000 hectares; ce chiffre devait, à la fin de l'opération, atteindre 350-380 mille hectares.

Telle est la quantité de terres arables que la République Géorgienne avait confisquées aux grands propriétaires pour les remettre aux mains des paysans nécessiteux. Pour apprécier l'importance de ces chiffres, il est indispensable de savoir que sur les 6.000.000 hectares environ composant la superficie totale de la Géorgie, les terres arables n'atteignaient même pas un million hectares.

Toute la réserve de terres confisquées aux propriétaires privés, *avec tous les domaines de l'Eglise, de l'ancien Empire Russe et des membres de la famille du tsar, confisqués eux aussi sans indemnité*, formèrent le « fonds agraire de la République ». Ce « fonds agraire » comprenait environ 3.900.000 hectares dont 90 %, à peu près, de forêts et de pâturages. Cette vaste opération fut effectuée, sous le contrôle du Ministère de l'Agriculture, *par des commissions agraires, élues sur place, par les paysans, sur la base du suffrage universel.*

On aura remarqué que la démocratie socialiste géorgienne n'a pas touché à la petite propriété. Elle était, dès ses débuts, hostile





à la revendication utopique de « socialisation de la terre », chère aux « narodniks » russes, toujours combattue par social - démocrates, menchéviks ou bolchéviks, mais adoptée par ces derniers au moment de leur arrivée au pouvoir en Russie. Les socialistes occidentaux, qui ont à se défendre contre l'absurde accusation de vouloir détruire la petite propriété paysanne, comprendront aisément pourquoi la social-démocratie géorgienne n'a même pas songé à la confiscation des terres de paysans. Cette considération de doctrine trouvait son fondement dans les conditions de l'économie nationale de la Géorgie. La possession communale des terres qui, récemment encore, était à la base de l'économie rurale de la Grande Russie, n'existait plus, de temps immémorial, en Géorgie. C'est la propriété paysanne que constitue la base de l'économie rurale géorgienne, les petits propriétaires ruraux formant près de 80 % de la population totale du pays. La renaissance de la vie économique n'était pas possible en dehors du relèvement et du renforcement de l'économie paysanne. Cette politique agraire était impérieusement dictée, en même temps, par des considérations d'ordre politique, comme condition nécessaire du maintien du bloc ouvrier-paysan, base même de la démocratie en Géorgie.

Ce sont également ces considérations qui déterminèrent l'emploi que la République fit de son fonds agraire.

Les forêts, les richesses du sous-sol, les eaux, ainsi que les grandes propriétés à cultu-

res supérieures, dont le morcellement équivalait à leur ruine, furent nationalisées. Pâturages et prairies furent assignés en propriété communale aux organes de self-government et aux villages. Le reste du fonds agraire fut distribué en propriété privée aux paysans qui n'en possédaient point, ou en possédaient peu, et dont le moyen d'existence était le travail agricole (voir la loi du 28 janvier 1919 §§ 1 et 3). Cette distribution augmentait en moyenne de 25 % environ, la quantité des terres des paysans nécessiteux. Commencée en 1919, l'opération de transfert des terres aux paysans, n'était pas encore entièrement achevée au début de 1921 (époque de l'envahissement du pays par les armées soviétiques), mais les résultats de la réforme agraire se faisaient déjà sentir en 1920. Voici ce qu'en disait, au Congrès du parti S. D. de Géorgie, tenu à Tiflis en 1920, l'auteur et l'artisan de la Réforme agraire : Noë Khomériki, Ministre de l'Agriculture :

« La terre est entre les mains du paysan, du travailleur de la terre; ce fait change radicalement sa situation matérielle, suscite en lui le désir de perfectionner les méthodes d'exploitation et lui en donne les moyens »... Dans les conditions actuelles, c'est pour la Géorgie la seule voie vers le développement économique, non seulement parce que c'est désiré par les paysans, mais surtout parce que c'est exigé par la structure de notre pays ».

Nous citons le rapport de Khomériki d'après sa traduction française \*) que nous re-

---

\*) *N. Khomériki. — La Réforme agraire et l'économie*



commandons beaucoup à Monsieur Barbusse. La lecture de l'ouvrage de cet « assassin » (c'est ainsi que l'écrivain français traite notre glorieux camarade, pour justifier son assassinat par les bourreaux moscovites, en 1924), lui en apprendra incomparablement plus sur les conditions sociales de la Géorgie, que ne lui en a appris, durant un « trimestre », son « mouvant entourage » de calomniateurs et de menteurs ignorants.

Ainsi donc, la réforme agraire la plus large, la plus radicale possible avait été réalisée par le Gouvernement géorgien, à ce point radicale que, pendant les deux premières années de son règne (de 1921 à 1923), le pouvoir bolchévique, n'a rien voulu changer à la répartition des terres. Ses effets bienfaisants s'étaient, dès 1920, traduits par une augmentation de 20 à 25 % de la superficieensemencée de la République (en comparaison avec les années qui précédèrent la Révolution).

Cependant, le développement postérieur de l'agriculture géorgienne fut réduit presque à néant par l'invasion moscovite. Mais la politique agraire de la social-démocratie géorgienne n'en reste pas moins présente à la mémoire des paysans géorgiens; elle a contribué à les rattacher par des liens vitaux au régime démocratique et à former ce rempart infranchissable de résistance et d'opposition

qu'élève la population rurale géorgienne en face de la dictature étrangère.

LA QUESTION OUVRIÈRE. — Nous avons vu qu'au cours même des premières semaines de la Révolution de Février, le caractère des rapports entre le capital et la classe ouvrière avait foncièrement changé. Peu nombreux, mais bien organisé déjà avant la Révolution, le prolétariat géorgien avait secoué le joug et donné libre cours au développement de ses organisations politiques et économiques. La journée de huit heures fut spontanément introduite, pour être sanctionnée, plus tard, par voie législative, dans la Constitution même de la République. Elle fut appliquée dans toutes les branches de l'industrie sans exception. Une autre loi assurait au prolétariat le repos hebdomadaire et la suppression des heures supplémentaires, sauf en cas d'absolue nécessité.

Le travail des femmes fut réglé conformément au programme socialiste; le travail des enfants fut interdit, celui des adolescents réduit à six heures...

Un service d'inspection et de surveillance de l'application de la législation ouvrière fut créé; son personnel était désigné par le Ministre du Travail parmi les candidats *présentés par les Syndicats ouvriers*.

Tous les rapports résultant de l'achat-vente de la main d'œuvre furent soumis au contrôle de l'Etat en vertu du « Décret du contrat de Travail », réglant le système d'embauchage (Bourses de travail, municipalités).



Étaient reconnus valables les contrats collectifs conclus entre les syndicats ouvriers et les groupes d'employeurs. Le contrat ne pouvait être résilié que pour des causes déterminées par la loi, le salarié ayant droit en cas de licenciement à un préavis de deux semaines, etc. etc...

Pour rajuster les salaires au coût de la vie, fut créée une institution paritaire spéciale, « Chambre des tarifs », composée de représentants des syndicats ouvriers et des organisations patronales (10 représentants de part et d'autre) et présidée par un représentant du Ministère du Travail. Elle surveillait les prix des produits alimentaires, le budget ouvrier, dressait des statistiques, fixait les prix minimum, établissait le chiffre des salaires dans les différentes branches, élaborait les projets de loi à soumettre au Ministère du Travail, etc. etc....

Cette remarquable activité de l'Etat, en matière de législation ouvrière, se poursuivait en plein accord et en intime collaboration avec les organisations ouvrières. Le Ministre du Travail, l'ouvrier G. Eradzé, vieux militant socialiste, jouissant d'une grande autorité parmi les ouvriers, était le candidat des syndicats prolétaires. Englobant 80 % de tous les ouvriers du pays ces syndicats jouissaient d'une absolue indépendance et étaient organisés sur la base des principes les plus démocratiques.

La protection du travail fut proclamée comme « un devoir particulier » de la République » (art. 117 de la Constitution).

Le droit de grève le plus illimité était assuré au prolétariat. En cas de grève, le Gouvernement socialiste intervenait dans un esprit d'équité n'usant que de son autorité morale.

Qu'on compare donc ce système complexe de législation ouvrière, garantissant au prolétariat le maximum de droits dans un régime démocratique, avec l'asservissement des ouvriers sous l'ancien régime et sous celui du « communisme de guerre », alors florissant en Russie, où, en vertu de la loi martiale, les ouvriers étaient privés même de liberté de déplacement, où n'existaient, en réalité, ni journée de 8 heures, ni droit de grève, — et qu'on juge de ce passage du livre de M. Barbusse : « Rien au sujet de la journée de 8 heures. Même législation du travail que sous le tsarisme ».

LA SEPARATION DE L'EGLISE & DE L'ETAT. — Avec la même désinvolture M. Barbusse insinue que « l'Eglise ne fut pas séparée de l'Etat (bien qu'on eût réquisitionné la fortune des Eglises ») (ibid.).

Un mensonge de plus que ses conseillers lui font reproduire. « L'Etat et l'Eglise sont séparés et indépendants l'un de l'autre » (art. 142), « Aucune confession ne jouit d'une situation privilégiée » (143). « Il est interdit d'effectuer aucun prélèvement sur les ressources de l'Etat ou des organes du *Self-government*, pour des besoins d'ordre religieux » (144). Ces trois articles de la Constitution de la République traduisaient exactement l'état de choses, éta-



bli dès 1917, par la démocratie géorgienne, dans le domaine confessionnel.

De même que toutes les autres, l'Eglise Orthodoxe n'était plus qu'une association privée de croyants, entretenue par leurs soins. Aucun enseignement religieux ne pouvait être donné dans aucune école. Quant aux anciennes écoles confessionnelles, elles furent supprimées.

LA POLITIQUE ECONOMIQUE. — Demeurée fidèle aux principes que les bolchéviks partageaient jadis avec elle au sein d'un même parti, la démocratie géorgienne se refusa à s'engager dans la voie de la « nationalisation » de l'industrie. Elle se refusa de même à partager la conception d'un « socialisme » de destruction des forces productives et de misère qui devait avant tout nuire aux intérêts vitaux des classes laborieuses et donner naissance à un antagonisme inextricable entre villes et campagnes, dans un pays où 80 % de la population vit de l'économie rurale. Elle n'eut pas la prétention aussi funeste que puérile de devancer les pays Occidentaux ayant atteint un haut degré de développement industriel, dans la réalisation de l'ordre socialiste. Portée au pouvoir par les conditions spéciales de son pays, la social-démocratie géorgienne voyait sa tâche dans l'organisation de l'Etat sur des bases profondément démocratiques assurant aux classes laborieuses des villes et des campagnes la possibilité de sauvegarder leurs intérêts, sans entraver le développement des forces pro-

ductives qui seul peut préparer les solides assises de la rénovation socialiste de toute la vie économique.

Tout en favorisant l'activité économique de l'Etat et des organes de *self-government*, pour autant qu'elle se montrait productive, la République démocratique laissait le champ libre à l'initiative privée. Ainsi, la très grande majorité des entreprises industrielles furent laissées à leurs propriétaires. Certaines branches d'industrie dont la production se trouvait fortement réduite en raison du manque de débouché, sur les marchés extérieur et intérieur, mais dont les produits étaient indispensables à la bonne marche de l'ensemble de l'industrie et des services publics, durent être nationalisées. Tel fut par exemple le cas pour l'extraction de la houille dans la région de Tkvibouli. Par ailleurs, le contrôle de l'Etat s'étendit aux principales branches d'exportations de produits de l'économie nationale : manganèse, tabac, cocons de vers à soie et autres. Quant aux mines de manganèse, leur exploitation fut laissée aux mains de capitalistes particuliers, qui, sur l'initiative de l'Etat, formèrent un syndicat chargé, sous son contrôle, de l'exportation du minerai. Devenu propriétaire de toutes les richesses du sous-sol (nationalisées), l'Etat participait au bénéfice de l'exportation du manganèse (35 %). En concentrant dans ses mains l'exportation du tabac, des cocons de vers à soie, etc., l'Etat n'avait pas seulement en vue les intérêts du Fisc et la régularisation de l'importation des produits indispensables



au pays, mais encore le souci de protéger de nombreux petits producteurs. En raison de l'absence de communications régulières avec l'Europe, dont la Géorgie était isolée jusqu'à la seconde moitié de 1920, il était impossible aux cultivateurs de connaître et surveiller les conditions du marché occidental; ils étaient donc à la merci de rares commerçants indigènes ou étrangers ayant réussi à trouver moyen d'exporter. Mais le rétablissement des relations normales avec le monde extérieur, devait sans aucun doute aboutir à la réorganisation du commerce extérieur, laissant dans ce domaine aussi plus de liberté à l'initiative privée.

Les grands domaines confisqués constituèrent les premières entreprises d'Etat. Avec son aide, les organes de *self-government* furent, par ailleurs, en mesure de jouer un rôle économique très actif, fondant de nouvelles entreprises appelées à satisfaire aux besoins immédiats de la population : moulins, stations électriques, scieries, etc...

D'autre part, les Coopératives, qui, sous l'ancien régime, étaient déjà parvenues à atteindre un certain degré de développement, continuaient leur essor et se multipliaient, dans les conditions de liberté et d'indépendance que leur assurait le régime démocratique.

Mais cette activité de l'Etat et des organes sociaux, tout en posant des jalons pour l'avenir, ne permettait pas de subvenir aux besoins urgents du pays, de redonner l'impulsion nécessaire à l'industrie déjà existante,

si fortement affectée par la guerre, et de procéder à l'exploitation des abondantes richesses naturelles. La démocratie géorgienne avait pleinement conscience que cette tâche dépassait ses propres forces, l'expérience, les techniciens, les capitaux nécessaires qui manquaient au pays ne pouvant être trouvés qu'en Occident, fermé à la Géorgie, pendant presque toute son existence d'Etat indépendant. Malheureusement, elle ne devait avoir libre accès vers l'Europe que quelques mois avant l'écrasement de la République par les armées des Soviets. Quelques contrats de concession furent passés avec les maisons françaises, anglaises et italiennes vers fin 1920, contrats basés à la fois sur les intérêts du développement des forces productives du pays et sur le souci de sauvegarder les intérêts de la main d'œuvre nationale, mais qui ne purent être mis à exécution.

Il va sans dire que M. Barbusse condamne la politique économique de la social-démocratie géorgienne. Mais comme il n'en a aucune idée, il cite à l'appui de sa thèse Clara Zetkine « qui, affirme-t-il, alla l'observer (la politique économique du Gouvernement socialiste. *D. Ch.*) sur place à ce moment ».. (p. 116). Le témoignage de l'honorable communiste allemande, serait peut-être de quelque valeur — malgré la disgrâce que lui a infligée récemment Staline, — si... elle avait jamais mis le pied sur le sol de la Géorgie Démocratique. Nous citons cette curieuse aberration dans la chronologie géorgienne de M. Barbusse pour montrer une fois de plus combien peu le ro-



mancier français se montre soucieux de vérifier les « preuves » qu'il sollicite de tous côtés pour accabler les socialistes géorgiens.

Il ne se lasse pas non plus de signaler, non sans satisfaction, « le marasme économique », qui prit « de mois en mois, l'allure d'un cataclysme » (ibid.); cette fois, il cite « le Ministre de l'Economie Nationale de Géorgie » qui aurait constaté, en 1920, que la production dans toutes les branches avait baissé de 60 % (ibid.).

Une fois de plus, M. Barbusse ne se soucie pas d'indiquer la provenance de sa citation. Mais quand même elle serait exacte, aurait-on le droit de rendre responsable de la baisse de la production industrielle la politique du gouvernement géorgien? Nous avons vu dans quelles conditions se trouvait la Géorgie jusqu'en 1920; son industrie, *fortement réduite déjà sous l'influence de la guerre mondiale*, subissait les effets des crises politiques de 1917, 18 et 19, dont avait été victime toute la Transcaucasie, de son isolement du monde extérieur, de l'anarchie et de la dévastation qui enveloppaient la petite République. Aussi, vouloir juger de l'effet de la politique de la République Géorgienne sur sa production industrielle, en la comparant à celle d'avant-guerre, serait-il tout au moins injuste. Pour la juger, pour apprécier la valeur respective de la politique du socialisme géorgien et du « communisme russe », il importe de comparer l'état de l'industrie à cette même époque en Géorgie et en Russie. Or, il est notoire qu'en 1920, la production de l'in-

dustrie russe était descendue jusqu'à 5 - 15 % de la production d'avant-guerre, voire, dans certaines branches, jusqu'à zéro.

Quel qualificatif M. Barbusse appliquera-t-il alors à l'activité industrielle de ses amis russes, si l'état de l'industrie géorgienne, de la même époque, lui apparaît un « marasme économique » et un « cataclysme » !

LES MINORITÉS NATIONALES. — La question des nationalités en Géorgie et au Caucase est l'une de celles sur lesquelles M. Barbusse revient le plus souvent dans son livre. Il ne ménage pas l'encre pour représenter les socialistes géorgiens comme de féroces chauvins s'abattant tantôt sur les Turcs du Caucase avec l'aide des Arméniens, tantôt sur les Arméniens de concert avec les Turcs, noyant dans le sang le droit d'auto-disposition des Ossètes et des Abkhasiens, étouffant les aspirations de toutes les nationalités non-géorgiennes. Rien de plus naturel que ce zèle de l'apologiste de Moscou. C'est en s'érigeant en protectrice des « minorités nationales », en feignant de les aider à défendre leurs droits à l'auto-disposition que la Russie bolchévique avait si souvent essayé de surprendre la République géorgienne et de l'écraser. C'est enfin sous le prétexte d'une « insurrection » grossièrement mise en scène, dans une province frontière de population mixte, qu'elle a porté à la Géorgie, en Février 1921, le premier coup, qui n'était que le début d'une vaste opération militaire minutieusement préparée.

Nous ne méconnaissions pas les difficul-



tés qu'éprouvait la Géorgie Indépendante naissante dans le règlement de la question des nationalités. Semblables difficultés sont inhérentes à tous les Etats nouvellement créés dans des régions de population mixte, où les luttes du passé ont laissé un lourd héritage. Pour la Transcaucasie, s'y ajoutait encore l'abominable politique de l'ancien régime tsariste qui, ne se contentant pas de déplacer et de mélanger artificiellement entre elles les populations de diverses nationalités, les excitait les unes contre les autres, et semait la haine entre elles. Pourtant la Géorgie était, à cet égard, plus favorisée, que beaucoup d'autres Etats nouveaux. Les géorgiens représentent plus de 70 % de la population totale de leurs pays (71,5 %, d'après les dernières statistiques soviétiques), arrivant même à atteindre, parmi la population rurale une proportion de 78 %. Grâce à la prépondérante influence de la Social-démocratie, la politique de l'ancien régime d'opposition des nationalités n'avait pas produit de graves conséquences en Géorgie. L'immense majorité de la population *non-géorgienne* du pays marchait dans les luttes politiques en pleine solidarité avec les masses populaires géorgiennes et participait activement à la fondation et à l'organisation de l'Etat Démocratique qu'elle considérait comme sa propre patrie. La réforme agraire, dont les effets s'étendirent sur toute la population, sans distinction de nationalités, attacha encore davantage à la République géorgienne les masses paysannes des minorités nationales.

Toutes les garanties démocratiques de libre développement social, économique et culturel, ainsi que l'entière jouissance des droits civils, étaient assurées aux minorités ethniques par la Constitution (articles 129-137). Le droit à l'autonomie culturelle leur était reconnu (ibid. art. 130). L'emploi, de pair avec le géorgien, de la langue d'une minorité dans les Institutions officielles devenait, si cette minorité l'exigeait, obligatoire, dans les provinces où elle dépassait 20 % de la population. Il était fait face aux besoins culturels des minorités ethniques, proportionnellement au nombre des intéressés, à l'aide de fonds prélevés sur le budget de l'Etat et des organes de *self-government*. Dès la fin de 1918, l'Abkhasie (province de Soukhoum) jouissait d'une large autonomie, ayant son propre Parlement, son budget, son gouvernement, etc. Si l'organisation autonome des provinces de la Géorgie musulmane (région de Batoum — Ardahan — Akhaltsikh) était retardée, la raison n'en est due qu'à l'occupation étrangère de la plus grande partie de ces provinces, jusqu'à l'été de 1920.

Les progrès rapides dans le domaine de l'Instruction publique, ne se limitaient pas au développement du réseau des écoles géorgiennes : à côté de ces dernières, se créaient et se développaient aux frais de l'Etat, les écoles des minorités nationales : arméniennes, russes, grecques, turques, ossètes, etc...

Ainsi donc, tout en rétablissant les droits nationaux du peuple géorgien, foulés aux pieds par l'ancien régime russe, la Démocra-



tie géorgienne respectait et sauvegardait les droits des minorités ethniques en leur assurant toutes les garanties démocratiques.

M. Barbusse fait plus que reproduire toutes les calomnies bolchéviques à l'adresse de la Socialdémocratie géorgienne; il se fait en même temps écho des racontars de chauvins non-géorgiens, pour la plupart russes et arméniens. Se solidarisant avec ces derniers, il reproche à l'Etat démocratique géorgien d'avoir « nationalisé » le pays, c'est-à-dire, introduit la langue géorgienne dans les Institutions officielles de la République, alors que les Géorgiens forment 72 % de la population et que plus de 75 % des habitants parlent le géorgien. Il s'indigne que les enseignes en langue russe aient fait place à Tiflis à des inscriptions en géorgien, (p. 114); mais c'est, par contre, non sans satisfaction et fierté qu'il note ailleurs (p. 67), avoir vu des enseignes *en langue Turque* dans Bakou soviétique. Etrange logique que celle de M. Barbusse!

« LES GUERRES DE LA GÉORGIE ». — L'écrivain français s'efforce de persuader son lecteur que la politique de la Géorgie indépendante vis-à-vis des minorités nationales, ayant suscité le mécontentement parmi elles, provoquait des « guerres entres nationalités ».

Pour se rendre compte de la valeur réelle de cette thèse des ennemis de la Démocratie Géorgienne, il suffit d'envisager que la République n'eut jamais aucune difficulté avec certaines minorités, telle que, par exemple, la population grecque ( $66.222 = 2,3 \%$  de la

population totale du pays : de 10.000 unités plus nombreuse que les Ossètes de Géorgie et presque double des Abkhasiens \*), juifs ou allemands; ceci pour la simple raison qu'aucune force étrangère voisine ne pouvait espérer utiliser ces éléments non-géorgiens comme points d'appui dans leurs prétentions politiques à l'égard de la Géorgie. Les difficultés qu'éprouvait la Géorgie, concernant la question des nationalités, étaient non point d'ordre *intérieur*, mais bien *extérieur*. Elles avaient deux sources principales :

1) Les invasions de la Turquie en Transcaucasie et ses tentatives de s'emparer des régions musulmanes de la Géorgie;

2) La politique de la Russie « Rouge » ou « Blanche » tendant à rétablir les frontières de l'ancien Empire de la Russie « une et indivisible ».

1) — L'occupation par la Turquie, en 1918, des nombreuses provinces arméniennes avait chassé de leurs territoires des dizaines de milliers d'Arméniens. Ce triste exode recommença en automne 1920, lorsque la Turquie déclencha son offensive contre l'Arménie. Ainsi les flots de réfugiés arméniens, fuyant devant les armées turques, se dirigèrent plusieurs fois vers la Géorgie, qui offrit un refuge à des dizaines de milliers d'entre eux, cherchant, dans les limites du possible,

---

\*) Voir : « Economie Nationale de la Transcaucasie ». Edition officielle de la « Direction Statistique Centrale » Soviétique. Tiflis, 1927.



à leur venir en aide; aussi les représentants de l'Arménie lui en exprimèrent-ils toute leur reconnaissance. Mais quand les malheureux réfugiés arméniens apportaient avec eux des épidémies (typhus et autres), la plus élémentaire prudence, le légitime souci d'en préserver le pays, commandaient évidemment au gouvernement géorgien de les soumettre à la quarantaine et de les retenir dans les provinces géorgiennes frontières où ils arrivaient. Ce sont ces mesures de sûreté indispensables, prises par la République géorgienne qui servent aux bolchéviks de prétexte aux plus ignobles accusations contre la Démocratie Géorgienne. M. Barbusse les reprend naturellement à son compte en chargeant la République géorgienne de tous les malheurs causés aux Arméniens, par l'invasion turque. L'hypocrite indignation des bolchéviks et de leur avocat français est d'autant plus méprisable que les Turcs n'étaient pas les seuls responsables du sort des réfugiés arméniens. Si, en 1918, les bolchéviks n'étaient qu'indirectement responsables des invasions turques, en 1920 les troupes turques opéraient contre l'Arménie par le Sud, en *alliées* de Moscou dont les armées envahissaient en même temps, par le Nord, d'accord avec la Turquie, la même République Arménienne. Ces opérations militaires concertées de deux forces impérialistes eurent pour résultat l'étranglement de l'Arménie et le partage entre ses deux envahisseurs de tout son territoire. Avocat habile, M. Barbusse a toutes raisons de passer sous silence les véritables causes et les véritables

responsables des malheurs des réfugiés arméniens. Mais rien ne pourra effacer de l'Histoire cette alliance honteuse de deux impérialismes et la responsabilité réelle du bolchévisme dans le sort dramatique des réfugiés arméniens.

M. Barbusse accuse la République géorgienne de « guerres contre les Turcs ». C'est exactement comme si l'on accusait la Belgique de guerre contre l'Allemagne Impériale, en 1914. La haine de l'écrivain Français pour la Géorgie indépendante va si loin, qu'il a parfois, dans son exposé, l'air de se solidariser avec les intrigues et les invasions de la Turquie contre la Géorgie. C'est ainsi qu'il soutient la thèse turque en baptisant la tentative d'invasion camouflée des forces des Pachas, dans les provinces géorgiennes musulmanes (au début de 1919), d'« insurrection » des Turcs « qui, n'en pouvant plus (supporter, paraît-il, les vexations des menchéviks. *D. Ch.*), se soulevèrent éperdument, chassèrent les menchéviks », etc... (p. 29). S'il se fie à l'« enquête » de M. Barbusse, le lecteur occidental croira que la Géorgie est en partie peuplée de Turcs. Mais, ici, les « Turcs » de M. Barbusse ne sont que des géorgiens musulmans que la religion seule différencie de leurs compatriotes chrétiens. Pour ce qui est de l'insurrection de ces « Turcs », il s'agissait simplement d'un mouvement militaire des Turcs authentiques, tentant de couvrir leurs opérations du voile de l'insurrection de leurs « frères musulmans ». A plusieurs reprises, les



Turcs essayèrent ainsi de s'emparer des provinces géorgiennes musulmanes, limitrophes de leurs frontières. Ces essais, souvent renouvelés, étaient toujours soutenus par les grands seigneurs féodaux des provinces en question, auxquels la victoire turque eût permis de reprendre leurs domaines confisqués par la République géorgienne. Mais les forces armées du petit pays et, avant tout, sa « garde populaire », parvinrent chaque fois à chasser du territoire géorgien les bandes armées des Pachas turcs que M. Barbusse représente comme de pauvres victimes des « guerres contre les Turcs ».

2) — Une autre puissance s'appliquait avec ardeur à envenimer les relations de nationalités en Géorgie et autour d'elle, dans le but de se créer tant de prétextes d'intervention que des points d'appui de pénétration militaire. C'était la Russie. Les « Blancs » et les « Rouges » poursuivaient, à l'égard de la Géorgie, les mêmes buts avec les mêmes moyens. De 1917 à 1920, ces deux forces russes ennemies se disputèrent la domination au Caucase du Nord qui changea plusieurs fois de maîtres. Chaque fois que les armées de « volontaires » des généraux Alexéew et Dénikine s'installaient au nord du Caucase, elles déclenchaient l'offensive contre la Géorgie, prétextant la protection de la population russe du littoral géorgien de la Mer Noire (Abkhassie). A deux reprises (en 1918 et 1919), la République Géorgienne dut opposer aux généraux contre-révolutionnaires sa « garde populaire » qui, soutenue par toute la population

locale, Russes y compris, repoussa de haute lutte les envahisseurs.

Par ailleurs, chaque fois qu'ils parvenaient à évincer du Caucase du Nord les armées « blanches », les Bolchéviks reprenaient sur une échelle beaucoup plus vaste, les manœuvres de leurs antagonistes. Leurs forces principales étant toujours engagées dans les guerres civiles en Russie même, ils essayaient d'escamoter la liberté géorgienne avec de petits détachements réguliers, renforcés de bandes de communistes armés, venant d'au-delà du Caucase. L'expédition mise en route, le service de propagande de Moscou annonçait au monde, par T.S.F., l'« insurrection » de la population de la province visée. Mais, par un surprenant hasard, ces insurrections commençaient toujours dans les provinces frontières voisines du champ d'action des armées de Moscou. Deux régions étaient de préférence choisies par les bolchéviks pour ces tentatives de pénétration militaire en Géorgie : l'Abkhasie et l'Osséthie du Sud. Toutes deux avaient des avantages stratégiques : le mouvement à travers l'Abkhasie, située sur le littoral de la Mer Noire, permettait de contourner la chaîne du Caucase; l'Osséthie géorgienne, située dans la vallée de Djava, communiquait par un défilé avec l'Osséthie du Caucase du Nord, se trouvant sous la domination moscovite. Le mouvement des forces russes à travers ces provinces devait simuler le soulèvement des Abkhasiens et des Osséthés géorgiens, revendiquant le droit d'autodétermination, c'est-à-dire, la séparation d'a-



vec la Géorgie et la réunion à la Russie. On voit que les bolchéviks n'ont rien inventé de nouveau en fait de manœuvres annexionistes des vieilles puissances impérialistes.

Peuplade de race géorgienne, les Adkhasiens dont le nombre dépasse à peine 35.000, n'ont rien de commun avec la Russie, ni au point de vue de la langue, ni sous le rapport de la civilisation, de l'histoire, etc.. Pour apprécier le caractère de la revendication d'« auto-disposition » que leur attribuait Moscou, il suffit de signaler que les Abkhasiens ne constituent que 22 % de la population de la province d'Abkhasie, les Géorgiens proprement dits y représentant la majorité relative (sur 168.787 habitants : 36.754 sont Abkhasiens et 71.181 Géorgiens proprements dits \*). Au surplus, comme déjà dit, l'Abkhasie jouissait, dès fin 1918, d'une large autonomie régionale avec son organe représentatif, son budget, etc...

Quant aux Ossètes, fraction de la nation ossète, originaire du Caucase du Nord, leur nombre dans la province de l'Osséthie géorgienne atteint à peine 55.000. Descendus en Géorgie depuis des siècles, ils parlent presque tous le géorgien et sont associés à la civilisation du pays, auquel, de par leur situation géographique, ils sont étroitement liés au point de vue économique. En outre, ayant donné aux paysans ossètes de la plaine des terres des seigneurs géorgiens voisins, la réforme agraire les avait rattachés encore da-

---

\*) Les chiffres sont toujours empruntés à la même source officielle bolchévique.

vantage à la République. Jamais les représentants des Ossètes de Géorgie, ni les députés au Parlement et à la Constituante, ni les municipalités locales ne formulèrent les revendications que les bolchéviks ont prêtées gratuitement à cette population.

Pour juger de l'hypocrisie de Moscou, dont les agents s'interposaient en défenseurs du droit d'« auto-disposition » des Abkhasiens et des Ossètes, il suffit d'envisager qu'après la « soviétisation » de la Géorgie, les deux provinces furent laissées et sont encore aujourd'hui dans les cadres politiques et administratifs de la « République géorgienne » soviétique.

Chaque mouvement des forces bolchéviques à travers l'Abkhasie (été 1918) et l'Ossétie (1918, 1920) était accompagné d'une fébrile activité du service de propagande de Moscou qui, devançant les événements, annonçait les succès des « insurgés », leur approche de la capitale géorgienne et sa « prise » même. Rien que ces dépêches de Moscou auraient suffi pour révéler le véritable caractère de ces « insurrections ».

Cependant, la démocratie géorgienne n'était nullement disposée à abandonner son pays, comme une proie facile, aux aventuriers bolchéviks. Leurs incursions se heurtaient toujours à une énergique résistance des forces armées de la République. La garde populaire, que nous avons déjà vu repousser les attaques des Russes « blancs », défendait la République géorgienne, contre les premiers attentats de l'impérialisme russe, déguisé



sous la masque rouge. Composée exclusivement d'ouvriers et de paysans conscients, commandée par des officiers dont 90 % étaient des socialistes, conduite par l'élite des ouvriers de Géorgie, la garde était toute désignée pour tenir tête aux envahisseurs dans les provinces où il convenait de faire preuve de la plus grande prudence à l'égard de la population, que les forces moscovites s'appliquaient à pousser devant elles. Il va sans dire que les bolchéviks prirent en haine la force armée de la République géorgienne et son chef, l'élu des ouvriers de Tiflis, *Valiko Djoughéli*, à qui ils ne ménagent pas, aujourd'hui même encore, les calomnies les plus viles. Quoi de plus naturel pour les Moscovites auxquels la garde populaire géorgienne barra, pendant 3 ans, le chemin de Tiflis! Mais quoi de plus étrange, par contre, de voir un M. Barbusse faire sienne cette infâme campagne, applaudir au lâche assassinat par les bolchéviks du vaillant Djoughéli!

Pour en finir avec ce que M. Barbusse appelle « les guerres entre nationalités », il convient de nous arrêter sur le conflit armé entre l'Arménie et la Géorgie en décembre 1918.

Née dans les conditions qu'on a vues précédemment, la République Géorgienne avait, naturellement, des questions territoriales et autres à régler avec ses voisins. Dès la proclamation de l'indépendance des trois Républiques Transcaucasiennes, elle proposait à l'Arménie et à l'Azerbaïdjan le règlement amiable des questions litigieuses par voie de

negociations et, au cas où elles n'aboutiraient pas, par recours à l'arbitrage. Jamais elle ne se départit de ce principe qui, par la suite, devint la base même de ses relations avec les voisins. C'est sur cette base qu'elle proposait à l'Arménie de liquider les prétentions de cette dernière sur quelques provinces géorgiennes frontalières. A la fin de 1918, on l'a vu plus haut, les troupes alliées arrivaient en Transcaucasie. A cette époque même, le parti militaire prenait le dessus dans les milieux gouvernementaux arméniens. Comptant probablement sur la protection des Alliés, favorables à l'Arménie, ce parti fit irruption dans une province géorgienne (Bortchalo) limitrophe de l'Arménie et de population mixte (Tatars, Arméniens, Géorgiens, Russes). Ayant vu repousser, par la République Arménienne, son offre de retirer les troupes sur la frontière et de résoudre les différends à l'amiable, le gouvernement géorgien prit des mesures pour la défense du pays. Les troupes arméniennes furent repoussées et le conflit armé terminé en quelques semaines; une zone neutre entre les deux Républiques fut établie jusqu'au règlement des prétentions de l'Arménie.

Cependant, les relations normales entre les deux pays reprirent aussitôt et leurs différends territoriaux firent l'objet de pourparlers directs et laborieux qui, sur nombre de questions, étaient sur le point d'aboutir, lorsqu'en automne 1920, l'Arménie indépendante fut étranglée par l'étreinte de fer de la Russie et de la Turquie.



M. Barbusse reproduit à plusieurs endroits de son livre la fable des « persécutions affreuses » du gouvernement géorgien contre « 300 à 400.000 Arméniens établis en Géorgie », (Notons en passant, que le nombre des Arméniens en Géorgie n'atteint même pas 270.000, toujours d'après les statistiques bolchéviques); ces arméniens, prétend-il, auraient été mis « hors la loi » (p. 33). Croirait-on qu'il cite une loi ou décret ou des mesures gouvernementales pour étayer une si grave accusation? Non point : il ne fait que reproduire ce qu'il avait entendu dire lors de son séjour à Akhalkalaki *de la bouche d'un bolchévik* local. A la vérité, on aurait beau chercher, on ne pourrait mieux choisir un « témoignage objectif ».

Il suffirait pour détruire ces calomnies de signaler un seul fait indéniable : pendant toute l'existence de la République Géorgienne, jamais les réfugiés arméniens ne cessèrent d'affluer en Géorgie, fuyant tantôt les horreurs turques, tantôt la misère, la dictature et l'anarchie sévissant en Russie soviétique, et enfin (vers fin 1920) les horeurs du régime soviétique, instauré par Moscou dans leur propre pays.

On a danc vu que toutes « les guerres de la Géorgie » se sont réduites à des mesures de défense contre les multiples attaques, venant de l'extérieur. Jamais la République Géorgienne ne porta atteinte à la moindre parcelle de territoire d'aucun de ses voisins; jamais son action militaire ne fut autre chose qu'un effort de libération de provinces déjà

*envahies* par les forces étrangères, et principalement par deux forces impérialistes : la Turquie et la Russie.

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE LA GÉORGIE INDÉPENDANTE. — « Le but du gouvernement géorgien, menchévik d'étiquette — écrit M. Barbusse — était de recréer l'ancienne Géorgie, de tenir l'Azerbaïdjan sous son influence, et d'exercer un protectorat sur l'Arménie » (p. 112). Et ce but, d'après notre auteur, les socialistes géorgiens cherchaient à l'atteindre en s'efforçant de « s'attirer les bonnes grâces de telle ou telle riche puissance étrangère » (p. 117).

Comme tant d'autres de M. Barbusse, cette déclaration n'est accompagnée d'aucune preuve, d'aucun fait la justifiant. Elle serait risible et négligeable si son auteur s'adressait à un public plus averti des événements qui se sont déroulés au Caucase, au cours de la période dont il s'agit. Mais elle est destinée au lecteur européen qui, dans l'ignorance où il se trouve des faits en question, pourrait la prendre au sérieux, séduit par le prestige littéraire de M. Barbusse.

Le but que poursuivait la Géorgie indépendante dans ses relations avec l'Arménie et l'Azerbaïdjan se réduisait à ceci : d'une part, régler toutes les questions litigieuses avec ces deux pays voisins soit à l'amiable, au moyen de concessions réciproques, soit, si nécessaire, par voie d'arbitrage; de l'autre, établir entre les Etats caucasiens des rela-



tions de paix et de confiance mutuelle, préparant ainsi le terrain pour leur collaboration intime dans le domaine des questions économiques et politiques communes. Grâce à de persévérants efforts, la République Géorgienne réussit en très peu de temps, à établir entre elle et ses voisins immédiats des relations de confiance excluant toute possibilité de conflits armés : le règlement des questions litigieuses était en bonne voie ; une série de conventions, de caractère économique ou politique, furent signées avec chacune des deux autres républiques transcaucasiennes. Mais l'œuvre pacificatrice de la démocratie géorgienne fut paralysée du fait de la conquête par la Russie Soviétique de l'Azerbaïdjan (printemps 1920) et de l'Arménie (automne 1920).

Vers la fin de 1918, la République Géorgienne envoyait en Europe une délégation, conduite par N. Tschéidzé et I. Tsérételli, délégation qui devait entrer en contact avec les milieux officiels d'Europe dans le but de régulariser le statut international du nouvel Etat. Cette mission se heurta à la propagande anti-géorgienne acharnée, menée au nom de la Russie, « une et indivisible », par les nationalistes russes de toutes nuances. Par contre, elle trouva un précieux appui dans les milieux de la Démocratie ouvrière de l'Occident. C'est ainsi que les conférences socialistes internationales d'Amsterdam et de Lucerne se prononcèrent pour la défense de la liberté du peuple géorgien et demandèrent la recon-

naissance de son indépendance politique. La cause géorgienne trouva en effets les plus énergiques défenseurs parmi les partis socialistes d'Europe, qui suivaient avec intérêt et sympathie l'activité et les luttes de la démocratie géorgienne. Une délégation de socialistes européens, composée des Anglais *Ramsay Mac-Donald*, *Tom Shaw* et *Madame Snowden*; des Français *Pierre Renaudel*, *Adrien Marquet* et *Inghels*; des Belges *Emile Vandervelde*, *Louis De Brouckère* et *Camille Huysmans*, s'était rendue en Géorgie en septembre 1920, pour se documenter sur place sur l'effort de la Social-démocratie géorgienne. *Karl Kautsky*, l'éminent savant marxiste, y séjourna un peu plus tard comme hôte du parti social-démocrate, étudiant les conditions de la vie géorgienne et l'œuvre de la démocratie non pas « à la Barbusse », mais d'après des documents, statistiques et faits authentiques. Les résultats de cette étude sont consignés dans son ouvrage : « *Georgien, eine Sozialdemokratische Bauernrepublik* », ouvrage le plus précieux qu'ait été écrit en Europe sur la Géorgie moderne. Quant aux autres dirigeants sus-mentionnés du socialisme international, ceux-ci publièrent également de nombreuses études sur la Géorgie Indépendante.

C'est l'énergique appui du monde socialiste européen qui a facilité à la jeune République ses succès dans le domaine international : au début de 1920, elle était reconnue *de facto* par les principales Puissances; un an après, suivait la reconnaissance juridique.



L'admission de la Géorgie au sein de la Société des Nations était imminente.

Il va sans dire que la jeune République attribuait une importance particulière à ses relations avec ses deux voisins les plus redoutables : la Turquie et la Russie. Elle réussit à établir des relations diplomatiques normales avec le gouvernement nationaliste Turc. Et, lorsque, la guerre civile liquidée, les frontières de la Russie soviétique s'étendirent jusqu'aux frontières de la Géorgie, c'est la démocratie géorgienne qui, la première, s'enpressa de proposer au gouvernement moscovite l'établissement entre les deux pays de relations pacifiques et amicales, basées sur le règlement amiable de toutes les questions touchant aux intérêts des deux pays. Cette proposition fut acceptée et un traité réglant déjà les questions les plus urgentes et fixant les modalités de règlement de toutes les autres, fut conclu à Moscou, le 7 Mai 1920, entre la R.S.F.S.R. et la République Démocratique de Géorgie.

Les deux premiers articles en étaient ainsi libellés :

« *Article premier.* — Se basant sur le droit de tous les peuples, proclamé par la République Socialiste Fédérative Soviétique Russe, de disposer librement d'eux-mêmes, jusques et y compris la séparation totale de l'Etat dont ils font partie, la Russie reconnaît sans réserves l'indépendance et la souveraineté de l'Etat géorgien et renonce de plein gré à tous les droits souverains qui appartenaient à la

Russie à l'égard du peuple et du territoire géorgiens.

« *Article deux.* — Se basant sur les principes proclamés dans l'article premier précédent, du présent traité, la Russie s'engage à renoncer à toute intervention dans les affaires intérieures de la Géorgie ».

La Géorgie s'engageait à ne tolérer sur son territoire ni la formation ni le stationnement de forces armées « agissant contre la Russie et son « gouvernement actuel » (art. 5). De son côté, la Russie s'engageait à ne pas tolérer sur son territoire la préparation d'actions hostiles à la Géorgie et à son gouvernement (art. 6). Toute une série de questions, laissées en suspens par la séparation de la Géorgie d'avec la Russie, était réglée dans les articles suivants.

En attendant la conclusion d'un traité de commerce, le principe de la nation la plus favorisée était admis comme base des rapports commerciaux entre les deux pays. Le droit de transit en franchise était reconnu réciproquement. On devait constituer des commissions mixtes, chargées de régler certains articles du traité et de veiller à leur exécution.

Les relations diplomatiques et consulaires furent établies entre la Russie et la Géorgie immédiatement après la conclusion du traité. Les commissions mixtes furent constituées et se mirent à l'œuvre. Des pourparlers relatifs au traité de commerce commencèrent entre la Géorgie d'une part, et la Russie et l'Azerbaïdjan soviétiques, de l'autre. Elles aboutirent, en novembre 1920, à la signature



d'un « accord de transit et de commerce » qui assurait à la Russie le transit en franchise, à travers le territoire géorgien, des objets d'exportation et d'importation, réglait l'échange également en franchise de certaines catégories de marchandises entre les deux parties (produits du naphthe du côté de la Russie; charbon, bois, etc. du côté de la Géorgie), et facilitait, en général, les relations commerciales.

La Géorgie se montra disposée à respecter tous les intérêts légitimes de la Russie, des relations normales paraissaient devoir s'établir entre le grand pays Soviétique et la petite République géorgienne. Toutes les contestations entre les parties étaient soumises à la juridiction des commissions mixtes ou devaient faire l'objet de négociations diplomatiques. La Géorgie était rassurée, tout au moins, pour le plus proche avenir, *rassurée à tel point qu'au début de 1921 elle avait démobilisé une partie des contingents sous les drapeaux.*

## LA CONQUETE DE LA GEORGIE PAR LA RUSSIE

Sans aucun préliminaire diplomatique, sans aucun avertissement, tels des cambrioleurs nocturnes, les régiments de la 11-ème Armée russe, stationnés en Arménie « soviétisée », surprirent dans la nuit du 11 Février 1921 les détachements géorgiens de frontière et se dirigèrent sur Tiflis. De son côté, le service de propagande russe lança au monde, par T.S.F., la nouvelle de pseudo « insurrection » qui avait soi-disant éclaté dans les provinces visées par les troupes russes, et de la marche sur Tiflis des « ouvriers et des paysans ». Une fois de plus, Moscou espérait surprendre la démocratie géorgienne et faire passer sa conquête comme une « victoire des insurgés ». Mais, tout le pays s'étant dressé pour la défense de sa capitale, les bolchéviks ne tardèrent pas à démasquer leurs batteries. Il s'agissait bien cette fois d'une action minutieusement préparée : deux jours après l'attaque déclanchée du côté de l'Arménie, le gros de la 11-ème Armée, stationné en Azerbaïdjan, soutenu par une partie de la cavalerie de Boudionny, comandée par son adjoint Jloba, franchit la frontière et entra en action du côté de l'Azerbaïdjan. Après une ré-



sistance acharnée de plusieurs jours, force fut aux troupes géorgiennes de se replier sur Tiflis (situé à 50-60 kilomètres seulement de la frontière). D'autres armées prirent, en même temps, l'offensive du côté de la Russie : en direction de Vladicaucase — Tiflis et le long du littoral de la Mer Noire. On voit que pour ses opérations décisives contre la Géorgie Moscou utilisa les mêmes voies stratégiques dont elle s'était servie pendant 3 ans pour ses petites tentatives de surprise, baptisées du nom d'« insurrection » des minorités nationales.

L'action principale s'engagea autour de la capitale, investie par les troupes russes. Quelques milliers de soldats et de combattants de la garde populaire firent un suprême effort pour barrer la route aux armées impérialistes. Les ouvriers de Tiflis se battaient en civil, à côté des soldats et gardes géorgiens contre les forces du gouvernement russe se réclamant de la « dictature du prolétariat ». A diverses reprises les assauts furent repoussés avec succès : plus de 1000 soldats russes furent faits prisonniers, une douzaine de canons furent pris... Mais les forces russes ne cessaient d'affluer tandis qu'avions et tanks entraient en ligne. La supériorité d'armements et de technique, s'ajoutant à la supériorité écrasante de nombre, rendait la situation intenable. Dans la nuit de 24 à 25 Février, les forces armées et le gouvernement géorgien évacuaient la capitale où les troupes de Moscou allaient entrer triomphalement le lendemain, 25 Février.

Nous croyons devoir faire savourer aux lecteurs européens un récit des attaques contre Tiflis, publié sous la signature d'un combattant russe dans le « Krasni Voïn » (Guerrier rouge), journal de propagande de la 11<sup>ème</sup> Armée, après l'entrée de cette dernière dans la capitale géorgienne : « L'ordre suivant avait été reçu par nous : demain matin, à la première heure, rassemblement à la station de chemin de fer d'Agtagli et préparation à l'assaut de Tiflis. Le train blindé №... tient la tête de la colonne. Une suite de nuits sans sommeil nous avait donné le mal de tête. Tous cependant sont pénétrés d'une même pensée, d'une même volonté : « En avant, marche sur Tiflis » !

« Le jour commence à poindre. Les troupes se déploient en ligne de bataille. Sans coup férir, silencieusement les tanks, ces monstres d'acier, rampent en avant. L'ennemi est silencieux. Les nerfs sont tendus. Tout-à-coup, un bruit troublant. En mugissant, les canons commencent leur œuvre. Surpris tout d'abord, l'ennemi se ressaisit vite pour nous accabler d'un feu d'enfer. Le ciel est déchiré d'éclairs. Les Géorgiens accueillent l'ennemi digne d'eux du feu exterminateur des obusiers lourds. Les terribles colosses tressaillent un instant, comme s'ils sentaient les douleurs de graves blessures. Mais la volonté humaine prend le dessus et ils poursuivent leur avance ». Après une description, dans le même style, de l'assaut même de Tiflis, l'auteur conclut en ces termes : « La résistance de l'ennemi est brisée. Il *s'est retiré et nous*



*entrons victorieusement, les premiers à Tiflis, avec les trains blindés et au chant de l'Internationale* » (« Krassni Voïn » du 24 mai 1921).

Ceci s'affichait en toute franchise sur les murs de Tiflis, tandis que, par ailleurs, l'Agence soviétique annonçait au monde la prise de Tiflis par la dépêche suivante : « Le Comité Révolutionnaire de Géorgie proclame officiellement *l'occupation de Tiffis par les ouvriers et paysans révolutionnaires géorgiens* ».

Pourtant, l'abandon de Tiflis par les géorgiens ne signifiait pas la fin des hostilités, car les combats réguliers continuèrent à travers tout le pays, le long de la ligne du chemin de fer Tiflis — Batoum. Pendant ce temps, les régiments des 4-ème et 9-ème Armée russes, soutenues par divisions de cavalerie, poussaient l'offensive en direction de Vladicaucase — Tiflis, Vladicaucase — Koutaïs et à travers l'Abkhasie. De son côté, la Turquie, alliée de Moscou, jetait ses forces dans les provinces de la Géorgie musulmane : la Russie ne se bornait pas à écraser la Géorgie libre; par un traité en préparation entre elle et son alliée, à l'heure même de l'invasion de la Géorgie, elle cédait à la Turquie une partie du territoire de sa victime : les provinces d'Artvin et d'Ardahan.

La résistance géorgienne dura jusqu'à mi-mars et ce n'est que le 18 de ce mois que le Gouvernement de la République s'embarquait à Batoum à destination de Constantinople. Les Armées Moscovites étaient maîtresses

de tout le territoire du petit pays. Un « Comité Révolutionnaire de Géorgie », nommé par Moscou, s'était constitué à Tiflis, sous couleur de « Gouvernement Géorgien ». La Géorgie était « soviétisée ».

Tout l'exposé antérieur de M. Barbusse, où il s'efforce de dénigrer le passé d'un peuple et d'un parti, ne tendait qu'à préparer la justification de la conquête de la Géorgie par Moscou. Arrivé au point culminant de son livre, il déploie des réserves d'ingéniosité pour représenter l'acte impérialiste de la Russie comme la « délivrance d'un peuple ».

A l'en croire, la République Géorgienne était une puissance redoutable pour la pauvre Russie : elle la minait, paraît-il, de tous côtés : Tiflis serait devenu le foyer du mouvement anti-soviétique au Caucase du Nord, dans le Daghestan, en Azerbaïdjan. « Les menchéviks géorgiens, — écrit-il, — ont également violé le traité de mai, 1920, en soutenant Wrangel en guerre avec les Soviets, puis, après la fuite de Wrangel, en apportant leur appui à la contre-révolution dans le Midi » (p. 121). Aucune preuve, aucun acte du Gouvernement géorgien ne sont cités à l'appui de ces vagues accusations qui ne reposent que sur le fait de la présence, en territoire géorgien, de réfugiés, persécutés par la dictature soviétique et abrités par la République, au même titre qu'elle avait également abrité des sujets des Soviets fuyant les représailles des Armées Blanches. Le statut de ces réfugiés était prévu en détail par le traité russo-géor-



gien, et une commission mixte russo-géorgienne siégeant à Batoum, s'occupait de son exécution. Or si la Géorgie avait violé les clauses du traité, comment les délégués russes de cette commission auraient-ils pu collaborer avec leurs collègues géorgiens? La Russie, avait-elle rappelé les membres russes des commissions mixtes? Était-elle entrée en conflit diplomatique plus ou moins grave à propos de l'exécution des clauses du traité? En avait-elle, en raison de sa violation, demandé la résiliation? A aucun moment. Tout au contraire, les relations entre deux pays suivaient leur cours normal dans les cadres du traité de 1920. Au surplus, la crise de guerre civile était surmontée; le dernier des généraux contre-révolutionnaires, Wrangel, aussi hostile à la Géorgie que ses prédécesseurs, s'était déjà réfugié, avec ses troupes, à Constantinople; la politique d'intervention avait vécu et la Russie Soviétique se trouvait en pourparlers pour la conclusion d'un traité de commerce avec le gouvernement de Lloyd-George, celui d'une des principales puissances interventionnistes. La Russie n'avait donc plus à craindre ni le mouvement contre-révolutionnaire, ni l'intervention des puissances étrangères.

Mais, — affirme M. Barbusse, — c'est la Géorgie elle-même qui était sur le point d'envahir la Russie soviétique. Ecoutez plutôt : « Dès novembre 1920, la mobilisation géorgienne s'était effectuée *en vue de guerre définitive contre la révolution* dont pourtant l'Etat géorgien était né : 50 à 55.000 hommes :

« En réalité, dit un historiographe, 148.000 Géorgiens passèrent sous les drapeaux » (p. 124). Fidèle à sa méthode d'« enquête », M. Barbusse se refuse à nous révéler le nom du mystérieux « historiographe ». Quant à la mobilisation de novembre 1920 qui appelait sous les armes quelques milliers à peine de combattants, elle constituait une mesure de précaution contre le danger d'invasion de la Turquie qui, en contournant la frontière Sud de la Géorgie, faisait à cette époque la guerre à l'Arménie. Au surplus, les contingents mobilisés en novembre 1920 *furent démobilisés quelques semaines avant l'invasion russe*. Pour le malheur du pays, il n'y avait sous les drapeaux en février 1921 que quelques milliers de combattants-soldats ou gardes populaires — dont le nombre ne put être porté, sous le feu de l'ennemi, qu'à 15-20.000 au maximum. Et si ces troupes minimales s'opposèrent pendant des semaines à des forces plusieurs fois supérieures en nombre sur 6 fronts différents, ce n'est que grâce à l'élan magnifique des masses populaires géorgiennes qui les secondèrent de toute leur énergie, en organisant elles-mêmes le service d'ordre dans la ville et dans les campagnes, en envoyant sur les fronts tout homme armé, en se chargeant du service de surveillance des voies de communication, en ravitaillant volontairement les combattants etc.,etc.

Quoique d'après la version de M. Barbusse, la Russie se trouvât sous la menace d'une « guerre définitive » du côté de la Géorgie, ce n'est pas elle qui aurait commen-



cé l'offensive. Non, le conflit aurait surgi entre l'Arménie soviétique et la Géorgie indépendante, et c'est l'attitude provoquante de cette dernière à l'égard de la Russie, au cours du dit conflit, qui aurait contraint Moscou à intervenir. M. Barbusse fait preuve d'une audace sans pareille en reprenant à son compte cette fable inventée par le service de propagande de Moscou, à l'heure de l'invasion : n'a-t-elle pas été depuis longtemps abandonnée, même par les avocats des Soviets, pour cette simple raison que des documents authentiques, établissant la *préméditation et la « préparation minutieuse »*, par la Russie, de la guerre contre la Géorgie ont été publiés dans toutes les langues européennes ? Comme M. Barbusse les passe sous silence, nous en rappellerons quelques uns.

Le principal est le rapport du Commandant de la 11-ème Armée russe, Hecker, au président du « Conseil révolutionnaire militaire » de cette même armée. Moscou n'a jamais osé en contester l'authenticité, bien qu'il ait été cité, par notre ami Pierre Renaudel, à la tribune de la Chambre Française. Ce rapport est daté du 18 décembre 1920, mais sa teneur révèle que les autorités de Moscou avaient décidé la guerre contre la Géorgie bien avant cette date. En effet, le document n'est qu'un exposé du plan de la guerre contre la Géorgie, établi par le commandant de la 11-ème Armée, sur la demande de son « Conseil révolutionnaire militaire », c'est-à-dire, de sa Direction politique.

« Comme j'en ai déjà rendu compte à la

réunion du Conseil révolutionnaire militaire de la 11-ème Armée, le 3 décembre courant », rapportait Hecker, « les opérations contre la Géorgie ne sont possibles qu'à la condition expresse d'une neutralité amicale des troupes de Kiasim-Karabékir (commandant en chef de l'Armée Turque du Caucase. *D. Ch.*), car, même au cas de désignation pour ces opérations, en plus de la 11-ème Armée, de toute la IX-ème Armée et de la II-ème Armée de cavalerie, notre commandement n'aura pas à sa disposition des forces suffisantes pour former une barrière sûre contre les Turcs ». Suit l'énumération des forces de l'Armée Turque du Caucase et l'exposé des complications qu'auraient créées l'éventualité de devoir commencer la guerre contre la Géorgie sans être sûr, au préalable, de la « neutralité amicale » de la Turquie. « Dans ces conditions, continue Hecker, ma conviction profonde, que j'estime devoir vous soumettre par écrit, est qu'avant le règlement de nos rapports mutuels avec les Turcs, il serait dangereux de commencer les opérations militaires contre la Géorgie »...

« Pour une opération tout à fait sûre contre la Géorgie, j'estime nécessaire la concentration des forces suivantes dans trois directions principales : Kazakh-Pont-Rouge, 2 divisions d'infanterie, 2 divisions de cavalerie; Poïli, 1 division d'infanterie, 2 divisions de cavalerie; ligne Akstafa- Elisabethpol, 2 divisions d'infanterie, en tout 6 divisions d'infanterie et 5 divisions de cavalerie, à l'effectif total de 25.000 baïonnettes et 4.000 sabres.



Le groupe de Poïli doit en outre être pourvu de trois trains blindés qui peuvent, dans un bref délai, être prélevés sur la 11-ème Armée; pour retenir les troupes géorgiennes du côté de Sotchi, il conviendrait d'y laisser 1 division d'infanterie et, pour couvrir Vladicaucase, le détachement de marche du camarade X »...

Citons encore quelques passages de la conclusion du rapport : *« Les considérations ci-dessus ne sont nullement exposées pour démontrer l'impossibilité d'une attaque contre la Géorgie, mais seulement parce que je considère que cette attaque doit être faite uniquement après une préparation minutieuse afin d'en finir au plus vite avec les gens de Tiflis »*...

« Par conséquent, je me permets de proposer de retarder l'attaque contre la Géorgie jusqu'à la réalisation des conditions suivantes :

« 1) Concours dans la région de Bakou — Evlakh — Noukha — Elisabethpol — Kazakh de 7 divisions d'infanterie et de la 2-ème armée de cavalerie;

« 2) Concentration sur la ligne Bakou — Elisabethpol de tous les trains de blé constituant le ravitaillement prévu pour les mois de décembre et de janvier.

« 3) Un accord avec le commandement turc.

« Si ces conditions sont remplies et si les unités possèdent la fermeté nécessaire, je suis profondément persuadé que la campagne contre la Géorgie pourrait être terminée dans un délai de six semaines ».

Ainsi donc la guerre contre la Géorgie fut de longue date préparée par Moscou avec sang-froid et minutieusement. Il n'était question ni d'Arménie, ni d'Azerbaïdjan, il ne s'agissait que d'une seule chose : « *en finir au plus vite avec les gens de Tiflis* ». Dans les opérations de Février 1921 il n'y a rien eu d'improvisé, ni d'imprévu. Au contraire, chaque mouvement militaire correspondait exactement au plan stratégique établi par l'Etat-Major russe sur la demande du gouvernement de Moscou. Les attaques du côté de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan (« direction de Kazakh-Pont-Rouge et Poïli »), ainsi que du côté de la Russie (Sotchi - Abkhasie et Vladicaucase - Koutaïs), n'étaient que des opérations militaires coordonnées, faisant partie d'un plan d'ensemble de la guerre. La « neutralité amicale » de la Turquie, exigée par le Commandant de la 11-ème armée, avait été achetée, nous l'avons vu, au prix de la cession à cette Puissance d'une part du butin : les provinces géorgiennes d'Ardahan et d'Artvine.

M. Barbusse ne saurait ignorer l'existence du rapport du Commandant de la 11-ème Armée. Que dire alors de sa bonne foi et de sa véracité quand, passant sous silence ce document, il accumule de mensongères inventions au sujet d'« une insurrection qui éclata dans les districts géorgiens peuplés d'Arméniens », qui se serait propagée « aussi dans districts géorgiens peuplés de Turcs, limitrophes de l'Azerbaïdjan » pour être soutenue par l'Arménie d'abord, par l'Azerbaïdjan ensuite, et



enfin par la Russie, qui n'aurait été qu'attirée malgré sa volonté et ses efforts de pacification, dans ces conflits de caractère local?!

Que dire aussi de la sincérité de M. Barbusse accusant la démocratie géorgienne d'avoir tramé avec les Puissances alliées des complots et des intrigues politiques contre la Russie, quand c'est lui-même qui nous révèle dans son livre — par naïveté ou par cynisme — que la diplomatie soviétique s'était assurée d'avance de la complaisance du gouvernement Lloyd George. « Lloyd-George, écrit-il, venait de reconnaître *le Caucase comme sphère d'influence russe*, ce qui fut spécifié dans le Trade Agreement avec l'Union Soviétique à peu près au moment de la chute de Tiflis » (p. 125). Il est vrai qu'il n'y a rien de nouveau dans cette révélation pour nous autres, géorgiens. Le fait a été rendu public pour la première fois par Tchitchérine, Commissaire des Affaires étrangères, lui-même. Avec beaucoup plus de précision sur le point qui nous intéresse, Tchitchérine disait dans son discours prononcé à Tiflis, en avril 1925 : « Après l'évacuation de Batoum (ce fait eut lieu au mois de juillet 1920 *D. Ch.*) par les Anglais, Lloyd-George a fait part au camarade Krassine que *l'Angleterre ne s'immiscerait pas dans les relations entre la Russie et la Transcaucasie et qu'elle considérerait le Caucase comme sphère d'influence de la République Soviétique* » (le « Communiste » de Tiflis, 5 avril 1925).

Cette entente entre l'Angleterre et Moscou, assignant le Caucase à la Russie comme



sphère d'influence, est en elle-même un procédé des plus impérialistes qui indignerait tout socialiste sincère. Elle doit être tout-à-fait du goût de M. Barbusse qui loue la prudence de Lloyd George, l'opposant à la politique française de soutien de l'indépendance de la République Géorgienne. Mais ce qui nous intéresse en ce moment, c'est de constater que la guerre contre la Géorgie avait été soigneusement préparée par Moscou au point de vue non seulement militaire, mais encore diplomatique : Moscou s'était assuré, de longue date, de la « neutralité amicale » de la Turquie et de la complaisance du gouvernement de Lloyd George. Entre les requins impérialistes, ou entre les « gros » comme dirait M. Barbusse, l'entente fut, cette fois, vite faite. Tous trois considéraient comme tout-à-fait naturel que le « petit » fût avalé par l'un d'eux. Sans doute le gouvernement de Lloyd-George « laissa-t-il faire » la Russie en échange des substantielles « compensations » dans le domaine du commerce; la Turquie, se faisait adjuger une part du territoire de la victime. Une fois de plus, les « lois de gravitation historique » de M. Barbusse se confirmaient...

Pour camoufler son crime impérialiste, Moscou avait inventé encore une légende que M. Barbusse reproduit dans son livre et dans ses articles : c'est celle de l'appel adressé par les masses géorgiennes aux dirigeants moscovites les sollicitant d'envoyer leurs troupes en Géorgie pour « délivrer le peuple géor-



gien ». Les masses du peuple, assure-t-il, étaient à tel point exaspérées par la politique du gouvernement géorgien que « des clameurs de désolation » s'élevaient » (p. 118). Et dans son article du « Monde » (14 septembre 1929) il précise : « lorsque les forces bolchéviques *appelées par les Géorgiens persécutés et le comité bolchévik sorti des malheurs publics*, eurent chassé de la Transcaucasie Jordania et les siens » etc., etc...

Un heureux hasard a voulu que nous soyons en possession d'un document bolchévik d'une grande importance et d'une sincérité rare qui détruit complètement cette version du Service moscovite de propagande et de ses porte-parole européens. C'est un livre en russe de 59 pages, imprimé à Tiflis, en 1924, par le Comité Central du Parti Communiste Géorgien. Il est intitulé : « *Matériaux pour le compte-rendu politique du C. C. (Comité Central D. Ch.), du P.C.G. (parti communiste géorgien), destiné au 3-ème Congrès du P.C.G.* ». Au dessous du titre, on lit entre parenthèses les mots suivants : « *Seulement pour les membres du Congrès* ». Les « Matériaux » n'étaient donc pas écrits et imprimés pour le monde extérieur, mais seulement pour une élite communiste. Ainsi son auteur, le secrétaire du C.C., V. Lominadzé qui a, depuis, été promu à un poste important au Komintern, y parle, au nom du Comité Central, avec une franchise à laquelle ne nous ont pas habitués jusqu'ici les éditions communistes ordinaires. Traitant des difficultés auxquelles la politique du Parti Communiste s'é-

taut heurtée dès le début de l'occupation de la Géorgie, l'auteur des « Matériaux » signale, en premier lieu, la puissance politique du Parti Social-démocrate (Menchévik) géorgien, son immense influence dans les masses des travailleurs.

« A l'époque de la domination des menchéviks », rapporte le document, « le parti Social-démocrate comptait dans ses rangs jusqu'à 80 mille membres... Les représailles partielles qui ont eu lieu au début de 1922 n'ont affaibli, en aucune mesure, les organisations des menchéviks. Ces représailles se bornèrent à l'arrestation de quelques dizaines de dirigeants du Parti Menchévik, mais ce n'étaient pas les dirigeants qui leur manquait : pourvu de cadres nombreux comptant des militants disciplinés et éprouvés dans l'activité clandestine, le Parti menchévik est parvenu aisément à remplacer par d'autres dirigeants ces quelques dizaines de détenus. *Quant aux organisations de masses, elles continuaient à exister* ». Plus encore : le Comité Central bolchévik constate que même après deux ans d'occupation russe, en 1923, « pour l'époque du 2-ème Congrès du P.C.G., le parti menchévik représentait une force importante, dont le poids spécifique dans *les larges masses de travailleurs de la Géorgie* (souligné dans le document *D. Ch.*) était si non plus grand, en tout cas pas moindre que le poids et le rôle de notre parti » \*).

---

\*) « Matériaux »... p. 3.



Ainsi donc, après deux années de régime despotique, d'arrestations et de déportations en Russie de ses militants, le Parti Social-démocrate restait encore, de l'aveu même du Comité Central bolchévik, le plus puissant parti de masses du pays. N'est-ce pas là, le plus précieux des témoignages de la force d'attraction et de l'immense influence dont le Parti Social-démocrate jouissait parmi les masses de travailleurs à l'époque de l'indépendance de la Géorgie, alors qu'il exerçait son activité en pleine liberté? Et quelle était, à cette époque, l'influence sur les masses du Parti Communiste qui devait grouper autour de lui les éléments mécontents du régime démocratique que M. Barbusse se plaît à représenter comme un régime de persécution et de misère pour les masses populaires? A cette question, le document communiste fournit une réponse nette, ne laissant place à aucune équivoque. Critiquant dans son compte-rendu au Congrès une autre tendance communiste géorgienne, accusée de « dissidence nationaliste » et de « faiblesse » à l'égard des menchéviks géorgiens, le Comité Central de 1924, de composition bien Stalinienne, analyse le passé du Parti Communiste Géorgien. Caractérisant sa politique et son activité à l'époque de la Géorgie Indépendante, le document constate : « En 19 (1919 *D. Ch.*), extrémité contraire : négation du parlementarisme ayant trouvé son expression dans le boycottage de l'Assemblée Constituante et une série de tentatives conspiratrices pour s'emparer du pouvoir *sans avoir l'appui des masses*. En 1920, incapacité, ou

peut-être manque de volonté, pour créer un appareil illégal à la première occasion de légaliser le parti. En 1921, *inactivité presque complète du parti pendant l'offensive de l'Armée rouge contre la Géorgie* » (pp. 42-43).

Quoi de plus clair? En 1919, le parti communiste n'avait en Géorgie aucun appui dans les masses; en 1920, alors qu'il eut eu la possibilité de développer son activité en pleine légalité, il ne se montra pas disposé à créer un « appareil légal » qui aurait dû servir aux buts de Moscou. Enfin, au cours des attaques des Armées moscovites, les communistes géorgiens n'ayant aucune influence dans les masses, ne purent rien entreprendre pour soutenir l'invasion étrangère. Il s'avère donc que la guerre de Moscou contre la Géorgie ne trouvait *aucun appui*, aucune sympathie à l'intérieur du petit pays. Et il est tout naturel que le document officiel communiste, qui fut imprimé non pas à l'usage de la propagande extérieure, mais pour les milieux intimes du Parti, dise en toute franchise, sans aucun camouflage : « *Notre révolution, en 1921, a dû commencer par la conquête de la Géorgie au moyen des baïonnettes de l'Armée Rouge que les patriotes géorgiens considéraient comme une force extérieure étrangère. La révolution soviétique elle-même se présentait comme une occupation de la Géorgie par les troupes russes* » (« Matériaux »... P. 7).

C'est ainsi que devant les témoignages des documents officiels bolchéviks, s'écroulent lamentablement toutes les assertions rap-



portées par M. Barbusse dans le but de justifier le crime perpétré par la Russie Soviétique contre la Géorgie libre; c'est ainsi que l'événement de Février 1921 se révèle comme une guerre, entreprise par une grande Puissance impérialiste contre un petit pays libre, dans le seul but de le conquérir.

N'avons nous pas, dès lors, le droit d'appliquer à la thèse de M. Barbusse s'efforçant de justifier cette conquête, ses propres paroles? « Nul n'ignore que lorsqu'une puissance médite quelque mauvais coup de force contre un autre pays, elle fabrique à son usage une noble interprétation publique des faits, qui s'y adapte comme une fausse clef. Elle met en avant l'honneur ou le devoir, les intérêts de la civilisation, la protection des citoyens, et prend soin de poser en théorie que ses ennemis sont les ennemis du genre humain. Toutes les annales du colonialisme et de l'oppression des pays faibles sont émaillées de rhétoriques de cette espèce » (p. 129).

Il nous reste à ajouter que tout l'ouvrage de M. Barbusse sur la Géorgie, imprégné de « rhétoriques de cette espèce », ne constitue rien d'autre qu'un effort de masquer d'« une noble interprétation » le « mauvais coup de force » de l'impérialisme soviétique contre le peuple Géorgien.

## L'INSURRECTION ET LA TERREUR

Pour atténuer le caractère brutal de la conquête de la Géorgie, M. Barbusse rapporte à ses lecteurs : « Il est indispensable, pour mettre sur table tous les éléments de la question, de constater que la Géorgie communiste n'a eu d'abord aucun lien avec la Russie. Au bout d'un an et demi, la Géorgie s'est fédérée avec l'Arménie et l'Azerbaïdjan, *puis elle a jugé nécessaire de s'unir à la Russie et à l'Ukraine par une convention spéciale, étant stipulé qu'elle avait le droit de se retirer de l'Union* (Art. 4 de la Constitution de l'Union) » (page 126).

Autant de phrases, autant de faussetés historiques au profit de l'impérialisme soviétique. La Géorgie, même la « Géorgie communiste », ne s'est jamais « fédérée avec l'Arménie et l'Azerbaïdjan ». C'est le pouvoir de Moscou qui, par un décret de son Comité Central, a octroyé à la Transcaucasie un organisme bureaucratique d'administration, auquel il a attaché l'étiquette de « Fédération Transcaucasienne ». Non seulement le peuple géorgien (ni aucun autre peuple transcaucasien) n'a rien su de cette décision, avant sa publication, et ne l'a jamais acceptée, *mais encore a-t-elle été*



*prise à l'insu des communistes géorgiens eux-mêmes dont la plus grande partie — notamment ceux qui étaient alors du gouvernement et du Comité Central géorgien — s'y opposa énergiquement.* Cette lutte des communistes géorgiens contre Moscou devait s'envenimer, en 1922, à l'époque de la transformation de la R.S.F.S.R. en U.R.S.S.

D'après la réforme de la Constitution soviétique, élaborée à Moscou, *toujours sans participation des communistes géorgiens*, la République Soviétique géorgienne entra dans l'Union des R.S.S. non pas sur le pied d'égalité avec l'Ukraine, la Russie Blanche et la R.S.F.S.R., mais en tant que partie de la Fédération soviétique de la Transcaucasie. Lorsque le projet de la nouvelle constitution fut soumis au Comité Central communiste géorgien, ce dernier le rejeta à une grande majorité, traita de « nationalisme grand-russe » et de « colonialisme » la politique de Moscou et demanda de sauvegarder les attributs de « l'indépendance » de la Géorgie. Une lutte aigüe s'engagea entre Moscou et Tiflis, lutte qui devait se terminer par la défaite des communistes « nationaux » géorgiens; ils furent destitués des postes du gouvernement, ainsi que du Comité Central Géorgien, et même bannis de Géorgie. Moscou les fit remplacer par ses fidèles et ce n'est qu'après ce petit coup d'Etat que la décision moscovite au sujet de l'entrée de la Géorgie Soviétique dans l'U.R.S.S. put être réalisée. Les documents concernant toutes ces luttes ont été publiés dès 1923 dans les éditions socialistes euro-

péennes (en outre, dans la « *Vie Socialiste* » de Paris); on trouve leur confirmation dans le récent livre de Trotsky, publié en français. (La Révolution défigurée. Ed. Rieder. Paris. 1929).

Par conséquent, si « l'on met sur table tous les éléments de la question », on est amené à constater que la Géorgie n'a jamais pris la décision de « s'unir à la Russie », elle n'a jamais conclu aucune « convention spéciale » à ce sujet. Non seulement le peuple géorgien n'a pas été consulté sur « l'union avec la Russie », mais encore Moscou n'a-t-il pu incorporer la Géorgie dans l'organisme de l'U.R.S.S., qu'après avoir brisé, par la violence, la résistance des communistes géorgiens qui s'y opposaient avec vigueur.

Et c'est là un fait bien caractéristique de la situation en Géorgie après sa conquête par la Russie soviétique : la volonté de recouvrer l'indépendance de leur pays est si forte dans les masses populaires géorgiennes, qu'elle a influencé même la mentalité de la section géorgienne du parti communiste panrusse. Cette volonté unanime de la nation avait trouvé sa manifestation directe dans la lutte irréductible que menaient toutes les classes sociales contre les pouvoirs d'occupation, dès le lendemain de l'invasion. Moscou y répondit par une terreur implacable dont les masses ouvrières et paysannes furent les premières victimes. Elle prit un caractère particulièrement féroce à partir de 1923; on trouve une description détaillée du système de terreur, appliqué, à cette époque, contre le mouve-



ment populaire en Géorgie, dans le rapport déjà plusieurs fois cité du Comité Central communiste géorgien. « Déjà au début de 1923 », rapporte le document au Congrès communiste de 1924, « le Comité Central a sanctionné l'application de la peine de mort à toute une série de menchéviks ». Et après : « Au mois de janvier et de février, des dizaines de dirigeants du parti menchévik ont été déportées hors de la Géorgie. Au mois de mai - 80 autres... » « En janvier, puis en mars, avril, mai et juin, la Commission Extraordinaire (la Tchéka) procéda à des opérations en masse ayant pour but de s'emparer des militants illégaux du parti menchévik. La dernière opération d'arrestations en masse fut effectuée au mois de juin » (p. 5). Et pour résumer l'œuvre sanglante, accomplie en 1923 par la Tchéka en Géorgie, le rapport cite les paroles suivantes de deux chefs moscovites : « Le camarade Trotsky qui a récemment (en 1924. *D. Ch.*) séjourné à Tiflis, caractérisa la situation en Géorgie comme suit : « En 1922, Staline me disait : « Il faut labourer la Géorgie en long et en large pour y anéantir la force et l'influence du menchévisme ». On peut considérer à présent cette besogne comme terminée. La Géorgie est labourée dans une mesure suffisante pour que le menchévisme ne s'y puisse plus maintenir » (« Matériaux », p. 5).

A l'époque même où se poursuivait ce « labourage en long et en large » du corps vivant de la nation géorgienne, la vie économique et sociale du pays était réduite à un état de dévastation, de misère et de famine, analogue

à celui qui regnait en Russie soviétique : l'activité industrielle et agricole décroissait de façon vertigineuse, le chômage et la famine sévissaient dans les villes, l'agriculture n'avait plus de débouchés pour ses produits et la population rurale n'était plus capable d'acquérir des produits industriels. La ruine générale poussait les masses à la résistance; et la terreur sanglante ayant barré la voie à tout mouvement pacifique, les masses commençaient fatalement à s'orienter vers des moyens violents de lutte. Dès 1922, la province de Svaneti entra pour des mois en insurrection ouverte contre les autorités d'occupation. Une autre province montagnarde, celle de Khevsoureti, suivit son exemple dans le courant de l'automne de la même année. Et si ces soulèvements locaux ne gagnèrent pas le reste du pays, ce n'est que grâce à l'influence des organisations social-démocrates qui employèrent toute leur autorité à maintenir les masses ouvrières et paysannes dans les bornes du mouvement pacifique. Cependant, la terreur, redoublant d'intensité et la ruine économique et la misère allant grandissant, l'esprit insurrectionnel ne tarda pas à se généraliser, et l'élan des masses entraîna les organisations elles-mêmes.

Le peuple géorgien tenta l'effort suprême de briser l'étreinte des baïonnettes étrangères qui lui avaient apporté la ruine et le servage, pour redevenir maître de son propre sort.

Dans la nuit du 27 au 28 août un soulèvement éclate à *Tchiatouri*, centre industriel le



*plus important du pays, celui de la production du manganèse.* Le 28 août, au matin, le pouvoir était aux mains des insurgés, pour la plupart ouvriers des exploitations de manganèse. La nuit suivante, toute la Géorgie occidentale se levait; la province de Gourie, les deux districts de Mingrélie, toute l'Iméretie, les districts de Ratcha, de Letchkoui, Svaneti... Jamais un pouvoir ne s'était révélé aussi faible, aussi dépourvu de racines dans le peuple que le pouvoir bolchévik en Géorgie. Jamais non plus un mouvement populaire n'avait fait preuve d'une telle unanimité et d'une telle discipline. Partout à la campagne, le peuple avait, en quelques heures, renversé les autorités soviétiques et ceci sans coup férir, sans victimes. Les représentants du gouvernement bolchévik furent placés sous bonne garde, mais, de l'aveu même des communistes prisonniers, aucun acte de vengeance ou de violence ne fut perpétré. Le mouvement gagnait également la Géorgie orientale, mais, dans les villes principales où était concentrées l'Armée et les nombreuses Tcheka, les bolchéviks restaient maîtres de la situation. Régiments russes, trains blindés, avions, artillerie et cavalerie, détachements communistes, formations de la Tcheka, — tout fut mis en mouvement et dirigé de Tiflis et de Batoum contre les provinces insurgées. L'insurrection fut noyée dans le sang.

On connaît les procédés dont usent les bolchéviks contre un mouvement populaire : il ne leur suffit pas de l'écraser physiquement,

il faut aussi le discréditer, le calomnier, le souiller moralement, aux yeux de l'étranger. M. Barbusse s'applique à cette tâche peu honorable, cinq ans après l'écrasement du soulèvement géorgien. S'il ne reprend plus la thèse initiale bolchévique et ne parle plus d'« aventure d'anciens nobles » et d'« officiers du tsar », s'il fait même entendre entre les lignes qu'il s'agissait bien d'un mouvement paysan, « quelques émeutes qui ont duré deux ou trois jours dans *les régions paysannes de la Géorgie occidentale* (souligné par moi, D. Ch.), éloignées du centre »... (p. 138), il n'en soutient pas moins la fable de l'organisation de l'insurrection par les émigrés géorgiens, résidant à l'étranger. Pour en persuader ses lecteurs, il reproduit tout ce que les Tchéka moscovites avaient inventé à ce sujet; il va même jusqu'à répéter la fable des « billets de banque français » qu'on aurait trouvé dans la caisse de la « Commission paritaire » qui était à la tête de l'insurrection (p. 133). Cette basse calomnie, lancée par Moscou en 1924, a été détruite, dès 1925, au cours du procès, intenté à Tiflis par les bolchéviks pour « juger » les membres de ladite Commission. Dans son discours de défense, l'accusé G. Andjapardzé, l'un des représentants de la « Commission paritaire », faisait devant les « juges » bolchéviks cette déclaration : « Je dois signaler ici, en outre, un fait ridicule. A l'époque, les journaux russes parlaient beaucoup des plusieurs milliers de francs-or qu'on aurait trouvés au moment de l'arrestation de Koté Andronikachvili (président de la Commission



paritaire. *D. Ch.*). Il s'agissait de 860 roubles, en ancienne monnaie d'or russe. Pour vous en convaincre, je vous prie de consulter la page 210 du 2-ème tome (du dossier judiciaire *D. Ch.*) contenant l'acte de perquisition de Koté Andronikachvili. Et cette somme a été affectée entièrement aux besoins de nous tous accusés, conformément à l'ordre du citoyen Accusateur d'Etat » \*).

Mais l'atout principal de M. Barbusse est, en l'occurrence, la thèse, sur l'insurrection géorgienne de la délégation des Trade-Unions britanniques qui se rendit en Russie et en Géorgie fin 1924. Pour donner au rapport des délégués anglais plus de valeur qu'il n'en a eu en réalité, l'auteur français essaie de faire passer M. Purcell et ses collègues pour des « travaillistes anglais *anti-bolchévistes notoires* (souligné par moi. *D. Ch.*), envoyés en mission en Russie » (p. 133). Et dans son article « A propos de la Géorgie », publié dans le « Monde » du 14 septembre 1929, il présente de nouveau M. Purcell et ses amis comme « l'importante délégation du Labour Party ».

Or, M. Barbusse ne peut ignorer que ceux qu'il qualifie d'« anti-bolchévistes notoires » sont, et étaient déjà avant leur voyage en Russie, d'avérés *bolchévisants* ne cachant pas leur dévouement à Moscou et ne ménageant pas leurs efforts pour placer les Trade-Unions britanniques, ainsi que tout le mouvement syndical européen sous l'égide de la 3-ème

---

\*) Cité d'après le compte-rendu sténographique du discours d'Andjaparidzé.

Internationale. Il ne doit pas ignorer non plus que le Labour Party n'a jamais envoyé M. Purcell et ses collègues « en mission en Russie » ; jamais non plus leur rapport n'a été approuvé par le parti Travailleiste Anglais, ni par aucun autre parti socialiste. Tout au contraire, le rapport de la Délégation Purcell a provoqué une indignation générale dans le monde socialiste. Il suffit de rappeler que le représentant qualifié de l'Internationale Ouvrière Socialiste, *Friedrich Adler*, a flétri le compte-rendu en question dans une brochure spéciale, parue en plusieurs langues. Voici ce que le Secrétaire de l'I.O.S. écrivait concernant le chapitre du rapport Purcell sur la Géorgie : « Ce chapitre sur la Transcaucasie et la Géorgie est d'une valeur inestimable pour la politique impérialiste de la Grande-Bretagne et de tous les autres Etats capitalistes. Car, il n'est aucun argument de l'impérialisme qui ne soit, dans ce chapitre, muni des sanctions et des bénédictions du mouvement syndical britannique. Depuis les petites perfidies contre les « chefs qui vivent confortablement à Paris » (p. 212) jusqu'à l'entier abandon du droit de *libre disposition des peuples*, on peut trouver dans ce chapitre tout ce dont le gouvernement impérialiste pût jamais avoir besoin comme arguments pour sa politique de conquête ». \*). On comprendra aisément que M. Barbusse cite à l'ap-

---

\*) *Fr. Adler*. L'enquête des Trade-Unions en Russie. Traduction française de Bracke. Edition du Parti Socialiste (S.F.I.O.). Paris, 1925, p. 16.



pui de ses thèses impérialistes le compte-rendu de la délégation Purcell : cette dernière n'a-t-elle pas conduit son enquête en Russie et en Géorgie dans le même esprit et en appliquant les mêmes méthodes que M. Barbusse lui-même ? Mais il est d'une insigne déloyauté de vouloir couvrir ce « document d'ignominie » (Fr. Adler, p. 19) de l'autorité de l'un des principaux partis de l'Internationale Socialiste.

Nous croyons superflu d'insister sur le caractère populaire de l'insurrection géorgienne. Il existe toute une littérature bolchévique étudiant et précisant les causes économiques du mouvement d'août 1924 \*).

Si M. Barbusse s'était donné la peine de s'en faire communiquer une partie, il aurait vu que, pour les bolchéviks eux-mêmes, il s'agissait d'un mouvement de masses paysannes, profondément enraciné dans les conditions économiques et politiques, créées par le régime moscovite en Géorgie. Il aurait vu aussi combien il est absurde d'attribuer un tel événement à une suggestion venant de l'étranger.

Il suffit d'ailleurs de jeter un coup d'œil sur les procédés et sur le nombre des victimes

\*) De nombreux extraits de cette littérature ont été reproduits dans diverses langues européennes. Voir : « Der Terror in Russland und Georgien », édition de l'Internationale Socialiste et « La délégation des Trade-Unions Britanniques et la Géorgie » (en français), édition du Parti Social-démocrate Géorgien, Paris.

de la répression du mouvement insurrectionnel pour ne plus douter de son caractère de masses.

Mais M. Barbusse nous assure qu'« on a grossi, dans l'opinion publique, la révolte. On a grossi aussi la répression »... Cette fois, il cite à l'appui un témoin qui d'habitude se garde de se montrer en public et qui, même se trouvant sous la protection d'un Henri Barbusse, ne dévoile pas son anonymat. Chacun pourra apprécier à leur juste valeur l'impartialité et l'objectivité de ce témoin quand on saura qu'il s'agit d'un haut personnage de la Tchéka de Tiflis. « Trois mille exécutés! » — nous dit-il par la plume de M. Barbusse, d'un ton d'indignation candide. « Trois mille exécutés! Ce chiffre est risible. Si on excepte les bandits (comme ceux, qui, en 1924, ont attaqué un train) et ceux qui ont été tués, directement, les armes à la main, dans la guerre, nous nous trouvons en présence d'une liste de quelques noms » (p. 146).

Qu'on écoute maintenant ce qu'en disait, quelques jours après les exécutions d'août-septembre 1924, M. Kakhiani, aujourd'hui secrétaire du Parti Communiste Géorgien. La « Rabotchaïa Pravda », journal russe de Tiflis, reproduisait, dans le numéro du 11 septembre le texte de son rapport officiel sur l'insurrection, exposé dans une réunion publique à Tiflis. On y lisait ce qui suit :... « les menchéviks se sont montrés sans caractère et faibles, des « invertébrés », qui firent un soulèvement démocratique suivant les règles démocratiques, et qui ne surent mettre à mort



aucun de nos camarades *bien que nous les ayons fusillés par centaines et que nous ayons même exécuté des membres de leur Comité Central* ».

Le personnage de la Tchéka dont M. Barbusse donne une description idyllique, a-t-il menti ou non, en réduisant la quantité des exécutés à une « liste de quelques noms » ?

C'est le 28-29 août, à l'heure où les pouvoirs bolchéviks n'avaient encore capturé aucun insurgé que commencèrent les exécutions. C'était donc exclusivement des prisonniers sans défense, détenus de longue date, que la Tchéka livrait à la mort. Dès les premiers jours furent publiées deux ou trois listes « panachées », comprenant des noms de meneurs social-démocrates bien connus, entremêlés de ceux de victimes d'origine noble. Ces listes, devant symboliser l'alliance des social-démocrates avec d'anciens nobles et officiers du tsar, furent transmises par l'agence moscovite à la presse occidentale, comme une confirmation de la légende de l'« aventure réactionnaire », déjà lancée par Moscou. Mais l'on cessa ensuite de publier les noms des victimes sans toutefois pour cela cesser des assassinats. Au contraire, ordre fut donné de massacrer à toutes les Tchékas locales; c'est ainsi que, pendant plusieurs nuits, on tua partout des prisonniers sans défense, n'ayant aucun rapport avec l'insurrection; on tuait sans dresser de listes, sans compte-rendu, pas même pour l'usage intérieur. Tout menchévik, tout suspect qu'un bolchévik rencontrait dans les rues de Tiflis risquait d'être arrêté, traîné à la

Tchéka pour être fusillé la nuit même. C'est ainsi que fut lâchement exécuté, parmi bon nombre d'autres, le vieil ouvrier Vasso Tsa-badzé, l'un des pionniers du mouvement socialiste en Géorgie, alors fonctionnaire soviétique en province, qui par un hasard fatal pour lui, arriva à Tiflis, pour affaires de service, au début de l'insurrection.

Dans les « Bourreaux », M. Barbusse relatait avec indignation que dans les pays balkaniques « on condamnait à mort des hommes et des femmes parce qu'ils avaient donné asile à des fugitifs recherchés par la police » (p. 45). A Batoum, une ouvrière nommée Agath Gordéladzé fut fusillée pour la seule raison d'avoir donné asile à son beau-frère, Victor Tsentéradzé, également ouvrier, recherché par la Tchéka et fusillé, lui aussi. 12 prisonniers-malades furent extraits de l'Hôpital de la prison Metekhi pour être fusillés la nuit même. Aucune province géorgienne ne fut à l'abri des exécutions en masses qui eurent lieu pendant ces jours horribles.

Dans un seul village de Rouissi, en Karthli, les bandes de tchékistes assassinèrent plus de 30 personnes de la famille portant le nom de Paniachvili : hommes, femmes, enfants, n'épargnant même pas des bébés de 3 ans...

En Mingrélie, les Tchékas n'ayant pas suffi à la besogne sanglante, les troupes russes des corps de répression furent appelées à la rescousse pour tuer des centaines d'hommes à la fois.



A la prison de Thélavi, en Kakhétie, une véritable nuit de St-Barthélemy fut organisée...

Mais le nombre exact des victimes doit être ignoré de la Tchéka elle-même. On peut affirmer sans crainte d'erreur, qu'il a largement dépassé le chiffre de 3000. Nous avons pu rétablir jusqu'à 200 noms de prisonniers exécutés à Tiflis, 100 — à Tchiatouri, jusqu'à six cents — dans d'autres provinces. Cependant ces chiffres ne représentent qu'une partie des fusillés. Des centaines de noms manquent même pour Tiflis et Tchiatouri. Quant aux provinces éloignées du centre, comme celle de Mingrélie, Ratcha, Letchkoumi et autres, on n'a pu se procurer en ce qui les concerne que des renseignements de fortune.

Pour compléter le tableau des tueries pendant les jours d'insurrection, nous reproduirons l'extrait d'un document significatif à beaucoup d'égards; il s'agit du discours de défense de Koté Andronikachvili, président du Comité insurrectionnel, discours qu'il prononça devant les juges bolchéviks en 1925. Un « Comité d'Indépendance de la Géorgie », dit « paritaire », composé de représentants de 3 partis politiques géorgiens, se trouvait à la tête du soulèvement. Tous ses membres furent capturés par la Tchéka au début de septembre 1924, quand l'insurrection n'était encore réprimée que partiellement. Cinq en furent amenés à la Tchéka de Tiflis. Pour la raison que l'on apprendra tout à l'heure, ils n'ont pas été mis à mort. Un an après l'insurrection, on les traduisit devant un « Tribunal

spécial ». Au cours du procès, connu sous le nom de « procès du Comité de l'Indépendance », son président Koté Andronikachvili, vieux militant socialiste, ayant été condamné au bagne par le tribunal du tsar \*), faisait devant les juges bolchéviks le dramatique récit suivant : « Nous subîmes une défaite. Le Comité de l'Indépendance fut capturé tout entier. On s'empara de nous dans la forêt de Chio-Mghvimi, où nous nous trouvions réfugiés. On nous conduisit à Tiflis : moi, Jason Djavakichvili, Mikh. Botchorichvili, G. Djinnoria; Mikh. Ichknéli fut arrêté à Tiflis et conduit le jour même, 4 septembre, à la Zak-Tchéka (Tchéka Transcaucasienne). Chacun de nous fut enfermé isolément dans une cave de la Tchéka. Il va sans dire, que nous savions

---

\*) Il est à noter que Moscou dans ses dépêches, en 1924, et M. Barbusse, en 1928, parlent du « prince Andronikachvili », soulignant ainsi son origine noble. C'est comme si l'on désignait Lénine sous l'appellation de « gentilhomme Oulianoff ». Nous opposons à cette grotesque démagogie l'extrait suivant du procès verbal de l'interrogatoire du camarade Andronikachvili.

*Le Président* (du tribunal bolchévik) : Accusé Andronikachvili, votre situation sociale?

*Andronikachvili* : Intellectuel.

*Le Président* : Votre état? (Social).

*Andronikachvili* : Prince déchu à l'époque de l'autocratie tsariste. Ai été deux fois traduit devant le tribunal pour raison politique : « La chambre judiciaire » m'a condamné à la déportation à perpétuité en Sibérie, m'ayant retiré des titres de noblesse, ainsi que tous les privilèges s'y attachant.



qu'on ne nous ménagerait pas, aussi étions-nous prêts à l'exécution. Dans ma cellule entra le président de la Zak-Tchéka, Moguilevsky, pour me proposer de faire une déclaration suivant laquelle le parti socil-démocrate géorgien aurait commis une grave faute, organisé une aventure et y aurait entraîné le peuple. Il était évident pour moi que semblable déclaration, humiliante pour le parti soc.-démocrate, tout en me préservant de la mort, serait utilisée par les communistes. Aussi répondis-je par un refus catégorique. Quelques instants après, Moguilevsky revint. Même proposition, même réponse de ma part. La conversation se poursuivait à haute voix et était entendue par mes camarades. Moguilevsky, fâché, claqua la porte et, environ cinq minutes après, on m'emmena de la cellule pour me conduire dans une grande pièce pleine d'employés de la Tchéka. Dans un coin se tenaient debout, les mains liées avec une corde, J. Djavakichvili, Djinoria et Botchorichvili. A quelque distance d'eux, et à mon grand étonnement, j'aperçus Georges Tsintsadzé\*), lui aussi ligoté. On m'arracha mon manteau et on me lia les mains avec une corde. On me mit à côté de Djavakichvili, Botchorichvili et Djino-ria. Jason Djavakichvili s'adressa à moi en ces termes : « Il faut trouver une issue quelconque ». Je lui répondis : « Tout est fini. On m'a proposé de déclarer publiquement, au nom du parti soc.-démocrate, que le mouve-

---

\*) Un militant du parti soc.-dém., n'ayant eu aucun rapport avec l'insurrection. *D. Ch.*

ment n'était qu'une aventure, organisée par le parti; j'ai refusé ». Djavakichvili me répondit : « Béria, vice-président de la Tcheka de Géorgie, propose au « Comité de l'Indépendance » de trouver une issue à la situation actuelle ». — « Je ne sais pas de quelle issue parle Béria — répondis-je, — mais je ne m'opposerai pas à ce qu'on apprenne de lui en quoi consiste sa proposition ». Sur leur demande, on conduisit les prisonniers ligotés dans le cabinet du président de la Tcheka où le nommé Béria leur tint le langage suivant : « Vous êtes vaincus, mais des combats partiels continuent par-ci, par-là. Certes, nous arriverons à exterminer aussi ces détachements, mais il sera nécessaire de répandre le sang en vain. C'est vous, le Comité, qui pouvez arrêter ces détachements armés; faites une déclaration et recommandez aux détachements isolés de nous livrer les armes; et, de notre côté, nous ne toucherons pas à leurs personnes et *nous arrêterons également les exécutions en masses* ». Après une telle communication, — poursuivait Andronikachvili, — nous comprîmes, avec évidence, que notre rôle n'était pas terminé... ». Les tractations entre les hommes politiques se trouvant au seuil de la mort et les bourreaux, continuèrent : « Nous étions tous assis, les mains liées (raconta Andronikachvili aux juges), et c'est dans cet état que nous poursuivions les pourparlers. On ne nous délia les mains qu'au milieu de ces pourparlers... Djinoria ayant été arrêté en Géorgie Occidentale, était au courant de la situation de ces régions; il n'i-



gnorait pas non plus ce qui se passait sur la route de Tiflis; c'est ainsi qu'il nous fit un court exposé dans lequel il signalait que le nombre d'emprisonnés était grand, que les arrestations continuaient toujours, qu'on fusillait en masse et que d'autres attendaient leur tour; il en avait été lui-même témoin ». Les condamnés à mort acceptèrent la proposition des bourreaux, de signer la déclaration à condition qu'on donnât immédiatement l'ordre de cesser les exécutions en masse... « Béria nous répondit, poursuivait Andronikachvili: « si le Comité est d'accord pour publier la déclaration, à l'instant même, en votre présence, le gouvernement donnera partout l'ordre, par fil direct, de cesser les exécutions ». A ma question — la décision de la Tchéka serait-elle approuvée par le gouvernement? — il répondit: « Ce qui sera décidé dans ce cabinet, est en même temps la décision du gouvernement ». Il faut savoir qu'assistaient à ces tractations, en dehors de Béria: Moguilevsky — président de la Tchéka Transcaucasienne et Moroz — l'un des hommes les plus puissants et les plus cruels du Guépéou de Moscou.

Le marché fut conclu. « Je dois avouer en toute vérité, ajoutait Andronikachvili, que le gouvernement tint sa promesse: je connais des faits indéniables certifiant que la nuit même où nous signâmes la déclaration (c'était le 4 septembre, après 3 heures du matin), à Batoum, Tiflis, Signakh, des centaines de prisonniers, prêts à être fusillés, évitèrent l'exécution ». Quant à la « déclaration », obte-

nue au prix du sang, la Tchéka demanda, en outre, aux membres du « Comité de l'Indépendance » d'y qualifier d'« aventure le mouvement d'août et de proclamer que c'étaient les couches supérieures de la nation qui y avaient pris part ». « Il nous fut pénible, disait Andronikachvili à ses juges, d'accepter ces propositions : nous prononcions ainsi contre nous mêmes une sentence de mort politique; nous portions ensuite atteinte au mouvement même, encore, savions-nous que les communistes les utiliseraient largement, et ils l'ont déjà fait..., mais nous avons préféré sauver au prix des paroles « aventure » et « couches supérieures de la nation » ce qui pouvait encore être sauvé, d'autant plus, que tout géorgien qui jugerait attentivement la situation, comprendrait bien de quoi il s'était agi; et les mots « aventure » et « couches supérieures » ne changent rien au soulèvement d'août et ne diminuent point l'importance de ce mouvement populaire et de masses ».

Ce récit que nous empruntons au compte-rendu sténographique du discours de Koté Andronikachvili, soulève un coin du rideau qui voile aux yeux de l'étranger les procédés immoraux et perfides, appliqués par la Tchéka en Géorgie contre le mouvement de masses, ainsi que contre les prisonniers politiques.

Il importe, avant tout, de constater, qu'à l'intérieur de la Tchéka et dans la salle d'un « Tribunal spécial » bolchévik on parlait des exécutions en masse comme de faits notoires et indéniables. Les dirigeants des Tchékas



géorgienne, transcaucasienne et russe, au cours de leurs tractations avec les membres du Comité insurrectionnel, confirmaient que les exécutions en masses continuaient encore le 4 septembre dans toutes les régions de la Géorgie; les premières listes d'exécutés ayant été publiées le 30 août, on peut avec certitude constater que les tueries se poursuivirent dans toute la Géorgie pendant toute une semaine.

Mais le récit d'Andronikachvili révèle aussi l'ignoble système, pratiqué par la Tcheka, consistant à marchander, à des hommes déjà ligotés pour être fusillés, le reniement de leur passé, la disqualification de leurs actes à l'encontre de leur conscience, ceci au prix de leur vie et du sang de combien d'autres personnes.

Nous y apprenons, en même temps, que des centaines et des milliers de prisonniers furent fusillés non pas pour expier leurs « crimes », non pas pour des délits quelconques, mais dans le but de semer la terreur, d'intimider la population, de démoraliser les insurgés. Notons enfin que la déclaration du « Comité de l'Indépendance », extorquée par la Tcheka dans les révoltantes conditions qu'on a lues plus haut, fut immédiatement publiée dans la presse soviétique et répandue à l'étranger où longs commentaires lui furent consacrés par les « Humanité » de tous les pays.

Telle est la vérité, la sanglante vérité sur la terreur bolchévique en Géorgie. Que dire alors de la valeur morale de « l'enquête » de M. Barbusse qui use de son prestige litté-

raire pour accréditer auprès des lecteurs européens la déclaration suivante d'une impudence et d'une fausseté inouïes? — « Si nous observons de très près les koulaks, les commerçants, les intellectuels et les anciens nobles et les officiers, — fait-il dire à son client de la Tchéka de Tiflis, — c'est-à-dire les milieux où se recrutent les ennemis de l'État, et si nous les réduisons à l'impuissance, *jamais nous ne faisons d'exécutions sans jugement, jamais nous n'édiction de châtiments sans arrêt régulier. Toutes les garanties sont laissées à l'accusé, toutes les formes légales sont respectées* » (P. 146).

Nous donnons à la fin de ce livre la liste de 100 personnes fusillées à Tchiatouri aux jours de l'insurrection de 1924, avec les nom, prénom et état social de chaque victime. Entassés dans des wagons, ils furent assassinés à l'aide de mitrailleuses. On verra que sur cent personnes exécutées de cette façon, il y avait 46 ouvriers, 13 paysans, 11 employés, 12 étudiants — tous sortant du peuple, 8 instituteurs etc. De même, parmi les prisonniers exécutés ailleurs, les paysans et les ouvriers étaient en grande majorité....

Si le pouvoir bolchévik avait cessé de publier les listes de fusillés, c'est pour ne pas révéler au monde qu'il avait contre lui les masses ouvrières et paysannes; c'est dans le même but qu'il avait acheté au prix du sang la « déclaration » du « Comité de l'Indépendance » qu'il eût préféré voir signée par Andronikachvili en tant que représentant du parti social-démocrate.



Aujourd'hui, c'est M. Barbusse qui croit de son devoir de couvrir ces mensonges et de représenter comme une « école de rééducation » (p. 146) cette même Institution dont le nom lui servait, il y a 5 ans, pour flétrir les procédés des tribunaux de guerre dans les Balkans. Ne disait-il pas dans les « Bourreaux » : « Il y a de plus une Tchéka composée de cinq officiers, membres de la Ligue » (militaire). (« Les Bourreaux », 49). Mais, quand il s'agit de la Géorgie, il se met au service de cette répugnante organisation d'assassinats et d'inquisitions, il parle en son nom et la fait parler en témoin « objectif » contre ses propres victimes !

Aussi n'est-il pas étonnant que l'auteur du « Feu » se charge même de la justification de l'assassinat des otages.

Moscou ne se contenta pas de faire assassiner les prisonniers inoffensifs en Géorgie même. Aux premiers jours de l'insurrection elle fit exécuter plusieurs prisonniers politiques géorgiens qui, non seulement avaient été arrêtés avant août 1924, mais se trouvaient, à cette époque, déportés en Russie et incarcérés dans la prison de *Souzdal*. A la nouvelle de l'insurrection, les prisonniers : *Noë Khomérik*, arrêté au mois de novembre 1923, *Benjamin Tchikvichvili*, *Goguita Pagava*, *Vasso Nodia* et *Georges Tsinaamzgvrichvili*, tous arrêtés plusieurs mois avant août 1924, furent extraits de la prison de *Souzdal*, conduits au Guépéou de Moscou et dirigés de Moscou vers Rostow pour être assassinés en un lieu et dans

des conditions qui, aujourd'hui encore, demeurent le secret de leurs bourreaux.

Cet acte de barbarie provoqua l'indignation unanime des milieux socialistes européens. M. Barbusse est le premier en Europe qui se soit solidarisé avec les bourreaux de ces otages.

« On a fait grand état, écrit-il, de l'exécution des otages emprisonnés avant l'insurrection : Djougueli, Tchikvichvili, Khomériki. Mais le mot d'otage ne doit pas nous donner le change. Ces prisonniers-là étaient tous des assassins et des bourreaux ayant d'innombrables crimes sur la conscience » (P. 142). Et il réédite toutes les calomnies que la Tcheka a inventées pour accabler la mémoire de ses victimes. Il leur impute l'assassinat d'un ouvrier du nom de Guiorgadzé, qui eut lieu après l'arrestation de Khomériki et avant l'arrivée même en Géorgie de Tchikvichvili et de Djougueli. Il les accuse aussi d'avoir « comploté avec l'aide de l'étranger, pour le compte des nobles, des curés, des officiers tsaristes ». Quant à Djougueli, M. Barbusse veut justifier son meurtre par la résistance que le chef de la « garde populaire » géorgienne avait opposée aux premières tentatives de Moscou d'envahir la Géorgie Indépendante, en 1918, 1919 et 1920.

Si ces trois révolutionnaires devaient expier leurs soi-disant « crimes », comme l'affirme M. Barbusse, pourquoi le pouvoir soviétique ne les avait-il pas livrés en son temps et en Géorgie même à un tribunal public qui aurait révélé au monde la valeur de



cette accusation posthume? « Les garanties laissées à l'accusé » dont se vante le tchékiste de M. Barbusse, n'exigeraient-elles pas de faire la preuve, avant le châtiment, des actes incriminés? Mais c'est de façon inverse que procède la « justice » soviétique : elle tue ses ennemis politiques « à la brigand », à la faveur de la nuit, pour formuler, après l'assassinat, des accusations à retardement. N'est-il pas honteux qu'un Henri Barbusse trouve naturel semblables procédés?

De même, si ces prisonniers géorgiens devaient être punis pour avoir « élaboré l'insurrection d'août », pourquoi la « justice » soviétique n'en a-t-elle pas déféré à un tribunal, ne fût ce que ce « Tribunal spécial » qui en 1924 devait juger à Tiflis les véritables chefs de l'insurrection, Andronikachvili et les autres?

Comment expliquer ce fait étrange que les dirigeants effectifs de l'insurrection, dont aucun n'a cherché à se dérober à sa responsabilité, aient été « jugés » en grande cérémonie, avec une parodie de procès public, de témoins convoqués, d'accusateurs officiels et de défenseurs, et qu'ils n'aient été condamnés qu'à une réclusion de 8 à 10 ans, tandis que Khomériki, Tchikvichvili et Djouguéli, arrêtés plusieurs mois avant l'insurrection, et dont les deux premiers avaient même été déportés en Russie, aient été exécutés sommairement, à la première nouvelle de l'insurrection?

Non, ce n'est pas de la « justice » et du « châtiment » des « criminels » que s'inspi-

rait Moscou en ordonnant le meurtre des trois révolutionnaires, ainsi que celui de tant d'autres ! Elle ne s'inspirait que de l'unique préoccupation de semer la terreur parmi la population géorgienne, de décourager et de démoraliser l'insurrection en marche. *L'assassinat des innocents est par excellence la méthode soviétique de répression du mouvement populaire.* Pour démoraliser les insurgés, pour effrayer les populations qui seraient tentées de les rejoindre, il fallait frapper de grands coups, faire régner la terreur et verser le sang à flots : il fallait tuer, tuer vite et en masse. Et Moscou fit massacrer les prisonniers qui se trouvaient entre ses mains. Mais l'assassinat de centaines de prisonniers ne suffisait pas. Pour mieux impressionner la population, il fallait encore des noms d'hommes politiques connus, aimés, respectés par toute la Géorgie. Khomériki, Djouguéli et Tchikvichvili en étaient, et Moscou les livra à la mort pour jeter immédiatement leurs têtes à la face de la Géorgie déjà en deuil et dans l'effroi.

Quels étaient ces trois hommes dont M. Barbusse piétine la mémoire avec tant de cynisme ?

VALIKO DJOUGUÉLI : un intellectuel, qui s'était dévoué dès les bancs de l'école au mouvement révolutionnaire et socialiste. Au cours de la révolution de Février, il s'était fondu dans la masse des ouvriers conscients de son pays. Partout où il fallait faire preuve d'énergie, de courage, de dévouement, le prolétariat de Tiflis déléguait, avec l'élite ouvrière





re de la ville, Valiko Djougueli. C'est lui qui fut désigné par le Conseil ouvrier de Tiflis comme l'un des organisateurs de la force armée de la Révolution. Après la fondation de la République de Géorgie, on vit Djougueli parmi les plus intrépides défenseurs de son indépendance, contre toutes les attaques impérialistes : des Turcs, des généraux « blancs » ou des conquérants rouges. Sa vaillance lui avait acquis l'estime générale et la profonde affection des masses populaires, mais aussi la haine féroce de ceux auxquels il avait si souvent barré la route de la Géorgie.

S'étant emparée de lui, la Tcheka essaya de le calomnier une dernière fois en répandant la fausse nouvelle de son « repentir », accueillie avec joie par les organes moscoutaires en Europe. En le tuant « sans autre forme de procès », la Tcheka détruisit elle-même sa propre et perfide invention.

BENJAMIN TCHIKVICHVILI : un des pionniers du mouvement paysan socialiste. En 1905, tout jeune encore, il se trouve à la tête de la province de Gourie, qui, on l'a vu, insurgée contre le gouvernement du tsar, s'était organisée en une démocratie paysanne. Arrêté en 1906, il est jugé par un tribunal tsariste comme « président de la République de Gourie ». Le procès se termine par sa condamnation au bagne et au bannissement à perpétuité en Sibérie. La Révolution de 1917 le ramène de Sibérie en Géorgie. Le terrible bagne n'a pu briser son élan révolutionnaire et sa foi so-

cialiste. Il reprend sa place de combat dans les rangs de son parti. Le suffrage universel le porte au poste de maire de Tiflis, capitale de la République géorgienne.

Arrêté au mois de juillet 1924, la Tchéka lui fait reprendre, quelques semaines après, le chemin de la déportation. Il rejoint son vieil ami Khomériki dans la prison de Souzdal où les bourreaux viendront les chercher tous deux à la fin d'août.

NOE KHOMÉRIKI. Issu du peuple, ce révolutionnaire fervent se forma et grandit dans le mouvement populaire auquel il s'adonna dès son adolescence. Rien ne le peut mieux caractériser que le document du département de police du tsar, remontant à 1909, que nous reproduisons ici. A cette époque, Khomériki se trouvant gravement malade de la poitrine dans le gouvernement de Vologda (la Russie du nord), où il était déporté, (c'était déjà sa deuxième déportation) ses amis Tchéidzé et Guéguétchkori, députés à la Douma, demandèrent au président de cette dernière d'intervenir auprès du ministère de l'Intérieur dans le but d'obtenir l'autorisation pour le déporté de se rendre à Pétersbourg en vue de s'y faire soigner. Pour toute réponse, le ministre de l'intérieur remettait au président de la Douma le document suivant, signé par le Directeur du département de police de l'Empire du tsar :

« En réponse à la question posée par votre haute Excellence, concernant le paysan du district d'Ozourghéti, gouvernement





de Koutaïs, Noë Khomériki, déporté par voie administrative, dans le gouvernement de Vologda, le Directeur du département de police a l'honneur de porter à votre connaissance ce qui suit :

« Il y a plus de 10 ans que le susmentionné Khomériki se trouve dans les rangs du parti S. D. ouvrier de Russie. Dès le premier jour de son entrée dans cette association criminelle, il se distingua de ses camarades par une volonté particulièrement forte, par un talent d'organisateur et par un dévouement presque fanatique à la cause du socialisme et de la révolution. Aujourd'hui, il est déjà l'un des leaders des organisations Caucasiennes du parti S. D. et l'animateur de toutes leurs actions révolutionnaires, dans le domaine de la propagande écrite, ainsi que de l'agitation orale en vue de la propagation parmi les ouvriers de Bakou et de Tiflis des idées socialistes. Les 3 campagnes électorales pour la Douma d'Etat dans le Caucase, qui eurent pour résultat l'élection des socialistes extrémistes, ont été menées sous la direction immédiate du sus-nommé Khomériki. En un mot Khomériki appartient à la catégorie d'ennemis les plus redoutables et les plus irréductibles de l'ordre social et politique existant. Et c'est pourquoi, de l'avis du département de police, tout soulagement de son sort aurait produit sur la population l'impression de démoralisation et aurait inspiré aux révolutionnaires le sentiment d'impunité ».

Toute la vie de ce lutteur inflexible a passé, partagée entre la misère, les prisons,

les déportations et les luttes pour le bonheur des travailleurs. Lui aussi, il fut libéré de la Sibérie par la Révolution de Février. En Géorgie Indépendante, il occupa le poste de ministre de l'Agriculture. C'est grâce à l'énergie de Khomériki que la réforme agraire, décrite plus haut, a été réalisée dans l'ordre, avec une rapidité surprenante.

Tels étaient les trois otages, immolés par Moscou. Les bolchéviks les ont tués précisément parce qu'ils étaient des personnalités marquantes du mouvement socialiste géorgien. Cinq ans après, M. Barbusse veut parachever leur assassinat physique par un assassinat moral : il jette sur leur mémoire la boue des calomnies de leurs bourreaux.

Il est difficile de dire : laquelle des deux façons de tuer est la plus méprisable, la plus abominable : celle des tchékistes ou celle de M. Barbusse?



## « LES RESULTATS ACQUIS »

C'est sous ce titre que M. Barbusse dépeint le bien-être matériel que le régime d'occupation aurait apporté à la population, opposant les « acquisitions » bolchéviques aux conditions de la vie de l'époque de la Géorgie démocratique.

Quiconque veut comparer l'œuvre de la Géorgie Indépendante aux « résultats acquis » par le pouvoir soviétique géorgien, ne saurait ne pas tenir compte, s'il veut être consciencieux, de la différence des conditions et des époques. L'Indépendance de la Géorgie dura moins de trois ans; il va de soi qu'au cours de cette courte période, la politique économique et sociale, poursuivie par le Gouvernement socialiste, ne pouvait pas donner de résultats complets. Encore, ces trois années étaient-elles, comme on l'a vu, pour la Géorgie la période la plus difficile au point de vue international. Elle subissait toutes les conséquences de la grande guerre (crise financière, chaos économique, renchérissement général de la vie, etc.), auxquelles s'ajoutaient de perpétuelles menaces extérieures. Les Dardanelles étant fermées (jusqu'en 1920), elle n'avait aucun accès sur le marché européen; du

côté Nord, la Russie se trouvait en proie à la guerre civile, à la désorganisation et à un bouleversement complet de la vie économique.

Ces conditions s'étaient sensiblement améliorées depuis 1921 : l'anarchie extérieure tendait, de plus en plus, à disparaître, les marchés européen et russe s'étaient ouverts; par ailleurs, le pouvoir soviétique avait trouvé dans le pays un appareil administratif déjà réorganisé et fonctionnant normalement. Il convient d'avoir en vue aussi que les 8 années d'exercice de pouvoir par les Soviets en Géorgie, constituent une période suffisante pour qu'il soit possible d'enregistrer les résultats d'une politique économique et sociale.

Il va sans dire qu'en dépeignant les « bienfaits » que le régime soviétique aurait apportés à la Géorgie, M. H. Barbusse fait complètement abstraction de cette différence de conditions. Et, malgré cela, il a dû dénaturer grossièrement les faits pour créer dans son livre une impression favorable aux « résultats acquis » par la politique soviétique en Géorgie.

### *La « Réforme agraire » bolchévique*

On a vu plus haut l'œuvre accomplie par le gouvernement de la République démocratique dans le domaine agraire. — « Mais, affirme M. Barbusse, la distribution des terres n'a vraiment commencé que lors de la pé-



riode soviétique. Auparavant, ce ne fut qu'une parodie... », etc.... (V. l'article de M. Barbusse dans le « Travail » de Genève, du 31 août 1929).

Apprenons tout d'abord au romancier français que, pendant près de deux ans (février 1921 — fin 1922), le pouvoir bolchévik n'a rien changé à la « parodie », n'a pas touché à l'état de choses créé par la réforme agraire socialiste.

Ce n'est qu'à partir de 1923 que Moscou se mit à réaliser la « réforme agraire » bolchévique.

En quoi consistait-elle et que donna-t-elle au paysan et à l'agriculture géorgiens ?

Moscou décida d'appliquer en Géorgie la « méthode russe », la « socialisation » des terres.

Mais, comme il n'existait plus dans ce pays, après la réforme socialiste, une seule grosse propriété terrienne, ce furent *exclusivement les petits propriétaires qui furent dépossédés de leurs terres*. Cette méthode, empruntée aux conditions agraires du régime de l'« obchtchina », de la « commune » agricole de la Grande Russie, habituée à la redistribution périodique des terres entre ses membres, constitue un non-sens économique pour un pays de petite propriété, comme la Géorgie. Aussi cette mesure s'y heurta-t-elle à des difficultés infranchissables, en instaurant le désordre à la campagne et en entravant les forces productives agricoles.

La première conséquence en fut l'au-

gmentation considérable du nombre des sans-travail ruraux. M. Barbusse, lui-même, donne dans son livre (p. 183) comme restant à pourvoir de terres, le chiffre de 400.000 personnes (sur 2.000.000 d'âmes que compte la population rurale).

D'autres part, les pouvoirs ne parvenant pas à redistribuer les petites propriétés « socialisées », un chaos inextricable s'ensuivit dans les rapports agraires, la population paysanne éprouvant une insécurité et une inquiétude permanentes qui aboutirent, pour la production agricole, à de désastreuses conséquences.

Voici ce qu'en disait, en septembre 1925, 3 ans après l'introduction de la « réforme agraire » bolchévique, S. Ordjonikidzé, — le tout-puissant communiste géorgien qui, à l'heure actuelle, est le bras droit de Staline — au cours d'un rapport à une conférence communiste à Tiflis sur les résultats d'une inspection de la Transcaucasie : « A cet égard (concernant le règlement de la question agraire — *D. Ch.*) toutes les Républiques (transcaucasiennes — *D. Ch.*) se trouvent dans une situation désespérée. Le rapporteur de Karabakh (contrée du Caucase — *D. Ch.*) constate que les paysans, vu l'incertitude où ils se trouvent sur le point de savoir si on laissera à leur disposition également pour l'année prochaine les terres qu'ils détiennent, n'apportent pas à leur culture le soin nécessaire ». Et Ordjonikidzé concluait qu'il importait que « les paysans sachent que telle parcelle de terre restera à leur disposition au moins pen-



dant deux ans » (« Communiste » du 27-29 septembre 1925).

Telle fut la politique agraire des Soviets au Caucase et en Géorgie, jugée non pas par les petits agents ignorants qui dirigeaient l'enquête de M. Barbusse, mais par l'un des potentats soviétiques de premier plan.

Peut-être objectera-t-on que ce jugement sévère remonte à 1925, que les conditions se sont améliorées depuis et que la question agraire est définitivement réglée par les bolchéviks, à l'avantage des masses paysannes, comme proclame M. Barbusse sur la foi de ses conseillers?

Il n'en est rien. Et en voici un témoignage précieux et tout récent. Le Commissaire du peuple à l'Agriculture déclarait, en effet, au Congrès des Soviets géorgiens, tenu à Tiflis au printemps de 1929 : « Le règlement de la question des terres (en russe : Zemleoustroïstvo. *D. Ch.*), jusqu'à ce jour encore, ne se poursuit pas dans la voie correspondant aux intérêts du développement de notre économie rurale... la distribution des 490.000 déciatines de terres, antérieurement effectuée, peut être considérée aujourd'hui comme une mesure inopérante, car le règlement de cette question, tel qu'il a eu lieu, ne satisfait plus aux conditions que nous créons pour notre économie rurale. Nous nous proposons comme but de *terminer la distribution des terres en 5-6 ans* » (« Communiste », № 82, 1929).

Ainsi, l'homme le plus compétent dans la politique agraire des Soviets en Géorgie, nous témoigne sans ambiguïté qu'au lieu

d'accomplir la réforme agraire dans ce pays, les bolchéviks l'ont à tel point compromise que, même dans la 9<sup>e</sup> année de leur domination, ils n'arrivent pas à distribuer rationnellement les terres arbitrairement confisquées par eux aux petits propriétaires. et qu'ils demandent encore 5 à 6 ans de délai pour sortir du chaos où leur propre politique a plongé le pays.

N'avons-nous pas toutes raisons de nous fier, sur ce point, au Commissaire à l'Agriculture de la Géorgie Soviétique, plutôt qu'à M. Barbusse?

### *L'agriculture en Géorgie*

« Dans son ensemble », rapporte M. Barbusse à la page 196, « l'agriculture de la Géorgie a atteint actuellement son rendement d'avant-guerre ».

Après le sombre tableau de l'état de l'agriculture et de la misère des paysans sous le tsarisme, dépeints précédemment par lui, « atteindre le rendement d'avant-guerre » ne serait point un enviable progrès. Mais voyons de près et toujours en puisant aux sources bolchéviques, quelle est la valeur réelle de cette formule sacramentelle, empruntée au jargon de réclame soviétique : « l'agriculture de la Géorgie a atteint son rendement d'avant guerre » ? Cela veut-il dire que la population de la Géorgie est pourvue des produits agricoles, ou, tout au moins, qu'elle l'est dans la même mesure qu'avant-guerre ?



A cette époque, en effet, la Géorgie, dont la population se livrait sur une grande échelle aux cultures supérieures (vignes, tabacs, fruits, etc.), importait une partie de son blé de la Russie, alors l'un des principaux fournisseurs du marché mondial. Or, depuis qu'elle se trouva sous le régime soviétique, la Russie n'en a pas, le plus souvent, suffisamment pour elle-même. C'est ainsi que nous assistons, cette année, en Russie et en Géorgie, au triste spectacle de l'introduction de cartes de pain, — système que, depuis la fin de la grande guerre, l'on ne connaît plus en Europe.

Au dernier (V-ème) Congrès des Soviets géorgiens, le Président du Conseil des Commissaires, Philippe *Makharadzé*, s'exprimait ainsi sur la disette de pain en U. R. S.S. : « Alors qu'en 1913, la superficie ensemencée en blé atteignait 116.700.000 hectares, elle n'était plus, en 1927-28, que de 115.100.000 hectares. Par conséquent, loin de pouvoir nous prévaloir d'une augmentation de 60 %, nous ensemençons de 1,4 % en moins. Quant à la récolte, camarades : la production de blé équivalait, en 1913, à 81.600.000 tonnes; or l'année passée, c'est-à-dire, en 1927-28, elle n'était plus que de 73.600.000 tonnes. Nous enregistrons donc ici une diminution d'à peu près 8 %. Voici, camarades, ce qui explique, d'un côté, le manque de pain. La deuxième cause consiste dans le fait que depuis 1913, la population s'est accrue de plusieurs millions; il est donc évident, camarades, que, d'une part, la récolte de blé étant moindre et,

de l'autre, la population augmentant, l'insuffisance de pain devait en résulter. En même temps, n'oubliez pas, camarades, qu'à l'époque du tsar, la quantité de grain-marchandise constituait sur le produit de l'économie seigneuriale 47 %, sur celui des koulaks (paysans riches) — 34 %, et des paysans moyens — 14,7 %. Comme vous le savez, nous avons chassé les seigneurs, restreint le nombre des koulaks, et le blé à vendre n'est plus livré que par les paysans moyens et pauvres ». (« Communiste », № 82, 1929).

Nous tenons à signaler cette constatation faite par Makharadzé : la révolution agraire qui s'est accomplie en Russie et qui a donné la terre aux paysans, au lieu de contribuer à l'accroissement de la production agricole, a été suivie de sa décroissance et de sa décadence ! Ce fait frappant est dû à la politique économique et sociale désastreuse poursuivie par les bolchéviks, à la politique qui enchaîne les forces productives du pays et entrave son développement économique. Aucune démagogie, aucune réclame des « résultats acquis » ne peuvent camoufler cette conséquence indéniable de la politique soviétique dans le domaine économique : la misère générale et le manque de produits et de marchandises dans toutes les branches de l'économie nationale. C'est là que se trouve la cause même de la situation tragique dans les pays de l'Union Soviétique qui frappe tout le monde, et dont seul M. Barbusse a l'air de ne pas s'apercevoir.

Faut-il dire que cette situation a ses ré-



percussions également en Géorgie où la population ne peut compter que sur les importations de blé de Russie bien réduites, comparativement à la période d'avant-guerre?

Mais ces importations ne correspondaient qu'à une faible partie des besoins en céréales. La plus grande quantité des céréales nécessaires à la population géorgienne était en effet — et est encore — fournie par la production locale. La Géorgie en exportait même une partie importante. Quelle est aujourd'hui la situation?

Les exportations de maïs atteignaient avant guerre 2,5 millions de pouds en moyenne, par an. Or, en 1924-25, ces exportations n'atteignent plus que 542.000 pouds (voir « l'Economie nationale de la Géorgie en 1924-25 », p. 194, édition officielle, Tiflis). Et tout récemment, le correspondant de l'organe central du Parti Communiste géorgien communiquait à son journal cette information : « Avant la guerre, le district de Zougdidi exportait à l'étranger 1.500.000 pouds de maïs. En 1927 et 1928, non seulement il n'y a pas eu de maïs à vendre, mais encore n'en a-t-on pas eu une quantité qui pût suffire aux besoins locaux, le déficit s'étant élevé, en 1927, à 500.000 pouds et, en 1928, à 800.000 pouds » (« Communiste » № 83, 1929).

Tel est sous les Soviets, le malheureux sort de l'une des principales branches de l'agriculture géorgienne (toute la Géorgie Occidentale s'adonne surtout à la culture du maïs).

Et les cultures supérieures?

Il est curieux de constater que M. Barbusse ne produit pas de chiffres comparatifs pour la plus importante des cultures supérieures, la viticulture, qui, déjà avant la guerre, jouait un grand rôle dans l'économie nationale de la Géorgie. Pourtant, les éditions bolchéviques officielles n'en font nul mystère. D'après les statistiques, publiées récemment par l'organe officiel des Soviets à Tiflis (« Communiste » № 82, 1929), la superficie des terres consacrées à la viticulture qui, avant la guerre, atteignait 55.000 hectares, n'est plus actuellement que de 36.000 h. Soit un recul de 35 % !

En ce qui concerne les autres branches, M. Barbusse, lui-même, nous apprend dans son livre que, ni la culture du tabac, ni celle du coton n'ont atteint le niveau d'avant-guerre (p. p. 199, 200).

En somme, l'affirmation de M. Barbusse se révèle comme entièrement fausse : en aucune de ses branches, l'agriculture de la Géorgie n'a atteint son rendement d'avant-guerre. Tout au contraire, les principales productions de l'économie rurale, telles que la culture des céréales et de la vigne marquent une diminution frappante et ceci malgré l'affranchissement social des paysans, malgré l'augmentation de la surface des terres exploitées par eux.

Nous ne nous arrêtons pas à discuter, en détail, sur les renseignements fournis par M. Barbusse en ce qui touche à l'aide du pouvoir soviétique à l'agriculture, soit sous forme de l'organisation des économies collectives, soit par la vulgarisation des connais-



sances d'agronomie, ou par l'amélioration de l'outillage agricole, du régime d'eaux etc., etc.

Notons seulement que selon les renseignements de M. Barbusse, les « économies collectives » ne dépassaient pas, en 1926, dans toute la Géorgie le chiffre de 46 (il ne produit pas de données postérieures). Il nous assure que le rendement est beaucoup plus élevé dans les exploitations collectives que dans les économies individuelles : « on peu dire qu'il est du double » (p. 187). Cette appréciation surprendra ceux qui sont éclairés par les journaux bolchéviks russes sur l'état lamentable des « kolkhoses » en Russie. On croirait, d'après M. Barbusse, que les communistes se sont montrés meilleurs organisateurs en Géorgie. Pourtant, il n'en est rien. En effet, quand ils parlent non pas à M. Barbusse, mais entre eux, les communistes géorgiens tiennent un langage tout-à-fait différent. Voici ce qu'en disaient, au dernier Congrès du Parti Communiste géorgien, les délégués des provinces : « La collectivisation de l'économie rurale est une des conditions les plus importantes de son développement, mais nous n'arrivons pas, dans ce domaine, à nous affranchir des défauts » (Le camarade Kotchladzé — délégué du district de Tiflis); « Certaines économies collectives ne réunissent que 6-7 producteurs, il serait préférable que de telles économies collectives n'existassent pas du tout » (Phekhvat — Khizi — Djafar, d'Akhaltikh). « Une économie collective doit être modèle; mais souvent le rendement de l'économie col-

lective se montre inférieur à celui du paysan particulier » (le cam. Tchikhladzé, de Kou-taïs).

En ce qui concerne l'aide technique économique, le régime des eaux, l'outillage etc., les délégués au même Congrès s'exprimaient ainsi :

« 11.000 économies ne disposent en tout que d'un seul agronome » (le camarade Thouchouri — d'Ertso), « On avait expédié dans le district de Zougdidi 75 charrues, il s'est avéré que 10 seulement correspondent aux conditions locales, les autres sont là, inutilisables ». (le camarade Jvania — de Zougdidi); « Pour la campagne d'ensemencement en cours, le Centre nous avait promis des engrais et des semences, mais rien n'a été envoyé. Si l'on manque des moyens voulus, qu'on ne nous fasse pas de promesse, de vaines promesses nous nuisent davantage »... (le camarade Gokiladzé — de Gori); « Beaucoup de communes du district souffrent du manque d'eau; la régie des eaux devrait s'occuper de la construction de conduites d'eau » (le camarade Kiziria — d'Akhaltsikh); « La population de la plaine de Chiraki souffre beaucoup de l'absence d'eau; au cours de cet hiver 1000 moutons ont péri, les bergers doivent aller chercher l'eau à une distance de 15 verstes ». (plus de 15 kilomètres) (le camarade Tourmanichvili — de Chiraki); « Le district d'Akhaltsikh était célèbre par ses pommes de terre qui étaient expédiées à Tiflis et utilisées aussi dans la fabrique locale... Les sources étant taries, les paysans ne peuvent plus



continuer cette culture » (le camarade Méra-bachvili—d'Akhaltsikh); « Dans notre région s'accroît de plus en plus la superficie des marais, ce qui, d'une part, restreint la quantité de terres labourables et, de l'autre, propage dans la région la malaria (le camarade Gvazava, d'Abacha); « Dans ces derniers temps, se multiplient les marais ce qui a eu comme résultat de propager la malaria » (le Camarade Tsintsadzé — de Sadjevakho); « Tandis que dans les campagnes il y a un grand besoin d'agronomes, ceux-ci refusent d'aller travailler à la campagne » (le camarade Gogoladzé — de Gori).

Ainsi de toutes les provinces, les délégués *communistes* font entendre des lamentations. On peut se figurer ce que diraient les paysans eux-mêmes, s'ils avaient la liberté et la possibilité de faire entendre leur voix.

### *L'industrie*

« Depuis la soviétisation, c'est-à-dire depuis six ans, les statistiques, avec leur argumentation péremptoire et nette, nous indiquent qu'il a été plus fait pour l'industrie de la Géorgie que pendant tout le siècle qui a précédé », nous dit M. Barbusse dans le chapitre sur « l'industrie en Géorgie » (p. 202). Et, par la suite, il nous cite les chiffres de la valeur en roubles de la production dans les différentes branches d'industrie, énumérant

en même temps les nouvelles entreprises industrielles que les bolchéviks ont fondées ou commencé à organiser dans le pays.

Nous nous arrêterons un peu plus loin sur la valeur des chiffres cités par M. Barbusse.

Il est à constater, avant tout, que l'accroissement du nombre des entreprises ne signifie pas, à lui seul, ni la prospérité de l'industrie, ni l'amélioration de la situation matérielle de la population. Pour que cet accroissement donne des résultats positifs, il faut qu'il soit accompagné de la baisse des prix de revient, de l'accroissement de productivité du travail, de l'augmentation de la quantité des produits à des prix accessibles aux grandes masses de consommateurs. Or, M. Barbusse ne donne aucune indication ni sur les prix de revient, ni sur la productivité du travail, ni sur les prix de vente. Et pour cause : ceux qui lui ont fourni les « statistiques avec leur argumentation péremptoire et nette » n'auraient pu produire à cet égard que des chiffres attestant la plus complète faillite de la politique industrielle des Soviets en Géorgie.

Que dire des nouvelles entreprises en Géorgie « depuis la soviétisation », quand les Soviets se sont révélés incapables de donner l'impulsion nécessaire à la principale et plus importante branche de l'industrie géorgienne—celle du manganèse de Tchiatouri. Après avoir détruit l'organisme d'exploitation tel qu'il existait à l'époque de l'indépendance, les Soviets lui avaient substitué leur bureaucratie industrielle. Cette dernière avait désorga-



nisé à tel point l'exploitation des mines de Tchiatouri, qu'en 1925-26 la production en tombait au-dessous de celle des mines de Nikopol qui, avant-guerre, n'avait aucune importance sur le marché mondial, tandis que Tchiatouri en était le principal fournisseur.

Voici « l'argumentation péremptoire et nette » des statistiques officielles soviétiques :

La production de manganèse s'élevait aux chiffres suivants (en milliers de tonnes) \*) :

|            | En 1913 | En 1925-26 |
|------------|---------|------------|
| En Géorgie | 970,9   | 769,5      |
| A Nikopol  | 299,1   | 827,5      |

Pour parer à un affaiblissement irrémédiable de la production des mines de Tchiatouri, Moscou ne trouva rien de mieux que de les donner en concession à une Société Américaine (Harriman), à des conditions manifestement défavorables, non seulement à l'économie nationale géorgienne, mais encore au prolétariat des mines de Tchiatouri. N'est-il pas caractéristique que, dans le chapitre sur l'industrie en Géorgie, M. Barbusse ne consacre à cette branche principale de l'économie nationale géorgienne que quatre lignes qu'il met encore entre parenthèses ! « La concession privée du manganèse — américaine » — nous dit-il timidement, « présente sur les chiffres d'avant-guerre une progression moins

---

\*) Voir « L'Economie Nationale du Transcaucase », Edition de la « Direction Centrale du Service des Statistiques » (Tiflis 1927).

dre, qui oscille, suivant la catégorie du minéral, de 4 à 14 % » (p. 207). Nous voulons croire volontiers que les Américains avaient su augmenter la production, mais... depuis l'« enquête » de M. Barbusse, un fait capital s'est produit : en 1928, les Américains ont résilié le contrat de concession de Tchiatouri. L'entreprise est revenue à la bureaucratie soviétique pour végéter péniblement jusqu'au moment où les appels de Moscou au capital étranger, périodiquement réitérés, seront entendus et la principale richesse du petit pays donnée de nouveau à un concessionnaire occidental.

Mais M. Barbusse préfère produire des chiffres exprimant la valeur de la production dans les différentes branches. En eux-mêmes, ils n'éclaircissent rien. Mais, en citant ces chiffres de la valeur globale de la production, un enquêteur plus ou moins impartial n'aurait pas manqué d'ajouter les commentaires suivants : que le rouble d'aujourd'hui ne représente plus même la moitié de la valeur du rouble d'avant-guerre et que le coût actuel de la production est de plusieurs fois supérieur à celui d'avant-guerre. Aussi l'augmentation de la valeur globale de la production industrielle ou autre ne signifie-t-elle aucunement l'augmentation de la quantité des produits par rapport à l'époque d'avant-guerre.

On juge de la valeur de l'industrie d'un pays d'après la capacité d'exportation ou d'après l'importance de la consommation des produits manufacturés à l'intérieur. A ce double point de vue, la situation en Géorgie n'a rien d'enviable. Comme auparavant, le



pays ne peut exporter que des matières premières, ses produits manufacturés ne pouvant servir d'articles d'exportation tant en raison de leur qualité que de leurs prix. Quant à l'importance de la consommation intérieure, les prix sont à ce point supérieurs au pouvoir d'achat de la population, que cette dernière a dû réduire jusqu'aux limites extrêmes ses besoins de produits industriels. En ce moment même (fin 1929), c'est-à-dire, deux ans après l'« enquête » de M. Barbusse, les journaux communistes de Tiflis nous annoncent une pénurie générale non seulement de produits alimentaires, mais encore de produits manufacturés : c'est ainsi, qu'en Géorgie, à partir du 1<sup>er</sup> Novembre 1929, les tissus ne sont distribués qu'à la population des travailleurs et d'après les cartes de pain.

Par contre, cette population doit payer des impôts écrasants pour entretenir « l'activité de l'édification industrielle » soviétique, menée par de ruineuses méthodes bureaucratiques, sans plan raisonnablement établi, sans aucun esprit d'économie ni de suite. Voici ce qu'en disait, au dernier Congrès des Soviets géorgiens (mars 1929), Ph. Makharadzé, président du gouvernement soviétique de Géorgie : « Souvent, telles entreprises devant coûter telle ou telle somme, nous revenaient, en cours de construction, au double. C'est ainsi, par exemple, que l'usine de tonneaux de Borjom aurait dû coûter 500.000 roubles, elle nous est revenue à 1.142.000 r.; pour *achever* complètement la construction de l'usine, 390.000 roubles sont encore nécessaires. L'u-

sine de Marélissi aurait dû coûter 750.000 r., sa construction a exigé 1.183.000 r. Son achèvement nécessitera encore 316.000 roubles. L'usine de scierie de Chamgoni devait revenir à 695.000 r., son prix a atteint 839.000 r. Il aurait dû être dépensé, pour la construction des usines électriques, installées depuis l'instauration du pouvoir soviétique en Géorgie, 5.980.000 roubles; il y a été affecté 19.543.000 r. Nous avons beaucoup d'exemples semblables. Des délais de constructions prévus comme devant être de 1-2 ans, se prolongent 3-4-5 ans. Cette circonstance entrave notre activité d'édification, en augmente le prix de revient, le déficit s'accroît.... Tout ce qui précède concerne le passé, mais nous ne sommes assurés contre cet esprit de gaspillage ni pour aujourd'hui, ni pour l'avenir. Les exemples en sont encore nombreux » (V. « Communiste » № 81, 1929).

Il est curieux de constater que les exemples cités par le chef des Soviets Géorgiens concernent ces mêmes nouvelles entreprises industrielles que, dans son chapitre sur l'industrie, M. Barbusse loue non sans enthousiasme. Il nous y assure *en 1927* — notez-le bien! — qu'« on a achevé la construction d'une usine de tonneaux à Borjom » et qu'« on a édifié une usine d'ébénisterie à Marelissi, de laquelle usine sort notamment une file de 120.000 chaises chaque année ». Or, nous venons d'apprendre, par une déclaration officielle, que, même en 1929, ni l'une ni l'autre n'étaient encore achevées. M. Barbusse serait certainement bien embarrassé de nous expliquer par quel miracle une ébénisterie, dont



l'achèvement exigeait encore en 1929 316.000 roubles, produisait en 1927 « une file de 120.000 chaises ». Quelle confiance peut-on avoir dès lors dans les larges promesses de M. Barbusse pour l'avenir industriel de la Géorgie Soviétique et quelle foi ajouter à son affirmation que, « au cours de l'année (1927), toutes les usines en construction seront achevées et en plein rendement » (p. 206) ?!

Notre citation fournit donc une preuve de plus de la valeur des chiffres et des données que produit M. Barbusse dans son livre. Elle nous éclaire, par ailleurs, sur la véritable valeur de la politique industrielle des Soviets en Géorgie, sur la politique de gaspillage des fonds publics qui y règne, sur l'absence de tout esprit et de tout sens économiques, qui a comme résultat une hausse fabuleuse du coût de la production et des prix des produits industriels lesquels deviennent, de ce chef, inaccessibles à la population. Cette politique est l'une des causes principales de la profonde crise qui, depuis 10 ans, sévit dans toute l'U.R.S.S. et qui est devenue particulièrement aiguë ces derniers temps, crise dont M. Barbusse ne souffle mot à ses lecteurs.

### *Le Rouble Géorgien*

Pour représenter la situation économique de la Géorgie Indépendante comme catastrophique, M. Barbusse parle souvent, et

non sans plaisir, de la dépréciation de la monnaie géorgienne en 1918-21. « La livre sterling » — écrit-il, par exemple, « qui faisait en 1917 neuf roubles géorgiens (en 1917 il n'y avait encore ni Géorgie indépendante, ni rouble géorgien. *D. Ch.*), en faisait mille, (au début) et sept mille (au milieu) de l'année 1920 » (p. 34).

On voit que, même en comparaison des effets de l'inflation dont souffrirent, par suite de la guerre, tant à cette même époque, qu'un peu plus tard, plusieurs pays européens, la dépréciation du rouble géorgien n'avait rien d'extraordinaire. Certes, les dirigeants de la République avaient conscience que l'assainissement de la monnaie était la condition nécessaire du relèvement de la situation matérielle de la classe ouvrière, du développement normal de la vie économique et de la création d'un système sain des finances de l'Etat. Mais, par suite de la situation intérieure et surtout extérieure du pays, la réforme monétaire ne devint possible que vers le début de l'année 1921. Les ressources nécessaires à cette fin ne pouvaient être trouvées qu'en Europe. Or, c'est précisément à la veille de l'invasion moscovite que la République parvint à se procurer ces ressources sur le marché financier européen, et la mise en œuvre de la réforme allait commencer lorsque l'impérialisme « rouge » s'abattit sur la Géorgie.

Quoi qu'il en soit, il est pour le moins imprudent de la part d'un avocat des Soviets,



de parler d'un air de triomphe de « la multiplication de la paperasserie monétaire » qui, dit M. Barbusse, « devenait un lugubre prodige » (p. 116). En fait de « paperasserie monétaire » et de « lugubre prodige » on pourrait recommander à M. Barbusse de jeter un regard sur la Russie soviétique pendant la même période. Si, en effet, le rouble géorgien n'avait, en 1920, conservé qu'une valeur dérisoire par rapport à la Livre anglaise, il n'en représentait pas moins, en comparaison du rouble soviétique, une monnaie relativement stable; son cours s'étant montré jusqu'à *100 fois supérieur* à celui du rouble russe soviétique. Il est au surplus caractéristique, qu'après l'occupation de la Géorgie, non seulement les Soviets ne retirèrent pas le rouble géorgien de la circulation, mais encore continuèrent jusqu'en 1924, à émettre des bons géorgiens aux armes et sous les signatures de la Géorgie Démocratique. Et ces billets continuaient, sous le régime soviétique, d'avoir un cours de 8-10 fois supérieur aux billets russes que la population géorgienne n'acceptait d'ailleurs pas.

Le social-démocrate autrichien, *Julius Braunthal*, de retour de la Géorgie soviétique, écrivait en 1922 : « Les effets dévastateurs de la politique économique communiste ont fortement réduit, il est vrai, la tension entre le rouble géorgien et le rouble russe, mais... ne l'ont nullement supprimé. Encore au 1 avril de cette année (1922. *D. Ch.*) le rouble géorgien valait huit fois plus que le rou-

ble soviétique russe (1000 roubles russes = 125 roubles géorgiens) » \*).

Le rouble géorgien fut supprimé à la suite d'une lutte acharnée (en 1922) entre Moscou et la plus grande partie des communistes géorgiens.

Nous lisons dans une édition soviétique officielle de l'époque : depuis la proclamation du cours libre des deux roubles — russe et géorgien — en vertu du décret du 8 février 1922, « les signes soviétiques se déprécient vite, la masse unique de monnaie se composant des signes soviétiques et des bons géorgiens, se divise en deux et les premiers (c'est-à-dire, les signes soviétiques) perdent vite leur caractère de moyens de circulation » \*\*). Ce phénomène n'était qu'une conséquence de la supériorité de la situation économique de la Géorgie, comparée au chaos et à la décadence complète de la Russie soviétique. Non seulement il nuisait beaucoup au prestige des Soviets, mais encore il les empêchait d'exproter en Russie affamée les marchandises et les produits de la Géorgie. Aussi Moscou insistait-elle avec vigueur sur la suppression des roubles géorgiens, alors que les communistes géorgiens, qui comprenaient ce que la « réforme monétaire » coûterait à la population locale,

---

\*) *Julius Braunthal* : Vom Kommunismus zum Imperialismus. Wien. 1922. (p. 29).

\*\*) *Zakavkazié* : Recueil statistique et économique. Edition du Conseil Economique Suprême de la Rép. S.F.S. du Transcaucase ; p. 498.



se refusèrent longtemps à l'accepter. Ce conflit fut résolu par un coup de force : les communistes géorgiens récalcitrants furent évincés du gouvernement et de la direction du parti et les « moscoutaires » prirent leur place. C'est alors que la « réforme » fut mise à exécution...

### *La situation de la classe ouvrière*

Nous venons de voir que la Géorgie Indépendante avait partagé le sort de tant de pays qui, après la guerre, durent supporter les conséquences de l'inflation. Il est connu que la classe ouvrière en est la première et la plus grande victime. Aussi le prolétariat géorgien a-t-il souffert des conséquences de la dépréciation des signes monétaires et de la crise économique — résultats de la guerre, hérités de l'ancien régime et aggravés par l'anarchie générale qui sévissait aux portes du pays.

Or, une fois de plus, M. Barbusse fait preuve de la plus avérée mauvaise foi en exagérant outre mesure la situation difficile des ouvriers en Géorgie Indépendante et en en déduisant la légitimité de sa « soviétisation ». C'est ainsi qu'il laisse supposer à ses lecteurs que la situation de la classe ouvrière était meilleure en Russie soviétique, et que cette dernière apportait avec la « soviétisation », l'amélioration des conditions de la vie matérielle du prolétariat géorgien.

Rien n'est plus mensonger que cette affirmation. La moindre loyauté aurait dû lui suggérer de révéler à ses lecteurs que, si dans la période de 1918-20, la situation matérielle de la classe ouvrière était critique en Géorgie, celle du prolétariat des pays soviétiques était incomparablement plus lamentable. Les ouvriers géorgiens n'ignoraient rien de cet état de choses; aussi est-ce pourquoi la propagande communiste, largement subventionnée par Moscou, n'eut parmi eux aucun succès.

Nous allons montrer que la situation désespérée des ouvriers géorgiens, que M. Barbusse veut faire remonter à l'époque de l'indépendance de la Géorgie, s'est créée, en réalité, après sa « soviétisation ». Le social-démocrate autrichien, *Julius Braunthal*, déjà cité, qui visita la Géorgie un an après sa conquête par Moscou, a relevé à Tiflis les salaires ouvriers de l'époque, ainsi que les prix des denrées indispensables à une famille ouvrière. Or, après l'analyse de ses données statistiques, il concluait : « ....tandis que le pouvoir d'achat du rouble géorgien est à peine égal à la moitié de celui de la couronne autrichienne, les *salaires mensuels* des ouvriers géorgiens n'atteignent pas même le chiffre des *salaires hebdomadaires* des ouvriers autrichiens, ... ainsi le *salaire réel* de l'ouvrier géorgien ne s'élève même pas à la *huitième partie* du salaire réel de l'ouvrier autrichien ! » Et il s'écriait : « un huitième du salaire réel de l'ouvrier autrichien dont les salaires, en raison de la dépréciation croissante de la couronne, sont les plus bas en Europe



centrale et occidentale — qu'on mesure par là l'abaissement des conditions de vie de la classe ouvrière de la Géorgie Soviétique!» \*).

La misère et le caractère désastreux des conditions de la vie matérielle des ouvriers géorgiens, sous le régime d'occupation, étaient arrivés à un tel degré que les bolchéviks, eux-mêmes, lançaient des cris d'alarme. En automne 1921, A. Svanidzé, Commissaire du peuple aux Finances, dans un rapport adressé au gouvernement soviétique dont les passages furent reproduits dans les journaux communistes de Tiflis, disait entre autres : « Prenons une famille moyenne d'ouvriers. Elle comprend l'homme, la femme et 3 enfants. Cette famille reçoit de nous une demi-livre de pain et 60.000 roubles au maximum par mois. Or, pour subsister, elle a besoin de pain (3 pouds par mois), de viande (45 livres), d'éclairage, de chauffage, de vêtements et de chaussures. Je ne parle pas des mille petites choses sans lesquelles aucun ménage ne peut exister. Tout cela, d'après les prix du jour, s'élève à 2.000.000 de roubles; or, comme il a été dit plus haut, il ne touche que 60.000 roubles en monnaie et 300.000 r. de pain, en tout, 360.000 r., soit 8 fois moins qu'il ne devrait recevoir » \*\*).

Et plus tard, le 28 février 1922, juste un an après la « soviétisation » de la Géorgie, le mê-

---

\*) *Julius Braunthal* : Vom Kommunismus zum Imperialismus.

\*\*) Le passage cité a été reproduit en outre par la « *Tribouna* » de Tiflis, 20 novembre 1921.

me Svanidzé, Commissaire aux Finances, faisait au 1<sup>er</sup> congrès des Soviets, tenu à Tiflis, la déclaration suivante :

« *Il n'y a pas encore eu d'époque* où l'ouvrier ne touchât au moins quelques roubles pour son travail. Or, nous ne pouvons même pas payer à l'ouvrier pareil salaire. Ce n'est pas une phrase creuse ». (« Tribouna » de Tiflis, du 7 mars 1922).

Ainsi s'exprimait, en 1922, un Commissaire du peuple de la Géorgie Soviétique. Mais un écrivain français nous assure, en 1929, que la « soviétisation » du Caucase « fut en réalité dans ces régions une *seconde révolution* (souligné par l'auteur. *D. Ch.*) motivée par la situation économique de l'ouvrier et du paysan » (p. 212). C'est ainsi que M. Barbusse intervertit les faits en attribuant à la politique du gouvernement de la Géorgie indépendante, la situation désespérée que devait apporter à la classe ouvrière le régime d'occupation.

Certes, pareille situation ne pouvait se prolonger. « La nouvelle politique économique », inaugurée en 1921, ayant eu pour résultat d'animer quelque peu l'activité économique, apportait, vers 1924-25 une certaine amélioration à la situation matérielle de la classe ouvrière. Mais cette amélioration était toute relative. Et ce n'est qu'une mystification de plus, quand on affirme que les salaires ont atteint et, dans certaines branches, même dépassé le niveau d'avant-guerre (p. 212).

Voyons les chiffres et les faits, toujours d'après les données officielles soviétiques.





L'ouvrier-mineur (de Tchiatouri) touchait en 1913 : 1 rouble 70 kopeks par jour; il recevait en juillet 1927 — 2 roubles 61 kopeks (tchervonets) (voir « Bulletin statistique » pour 1928, № 50, édition de la Direction Statist. Centrale). L'augmentation est de 53,5 %.

Or, les prix des articles de première nécessité se présentaient (en kopeks) de la manière suivante \*) :

|                          | 1 septemb. |       |
|--------------------------|------------|-------|
|                          | 1913       | 1928  |
|                          | Kop.       | Kop.  |
| Farine (1 Kgr.)          | 10,9       | 75,0  |
| Pommes de terre (1 Kgr.) | 2,9        | 16,0  |
| Viande de boeuf »        | 26,3       | 75,6  |
| Sucre (1 Kgr.)           | 38,0       | 76,8  |
| Savon »                  | 29,7       | 61,9  |
| Toile (1 mètre)          | 18,3       | 38,8  |
| Total :                  | 126,1      | 344,1 |
| Moyenne :                | 21,0       | 57,3  |

Ainsi les prix des articles de première nécessité ont augmenté, en comparaison des prix d'avant-guerre, de 173 %, et les salaires — de 53 %. Il n'est pas difficile de conclure de ces chiffres de l'état dans lequel se trouvait l'ouvrier géorgien à l'époque de l'« enquête » de M. Barbusse : il était loin, très loin, au point de vue matériel, de la situation d'avant-guerre. Mais depuis, même cette amélioration

\*) Voir pour les prix de 1913 : « L'Economie Nat. de la Transcaucasie », p. 369, et pour ceux de 1928 : « Bulletin statistique » susindiqué.

toute relative s'est évanouie complètement, et pour le début de 1930, l'ouvrier des pays soviétiques se retrouve, à peu près, dans les conditions de misère et de famine de l'époque du « communisme de guerre ». Ainsi, par exemple, en Géorgie, le salarié doit se contenter, par jour, d'une livre d'un pain de qualité abominable que lui fournit son patron — Etat, de 800 gr. de sucre par mois, etc.. Comme il a été dit, même les tissus sont distribués d'après le système de cartes.

Voilà le bien-être que goûte l'ouvrier géorgien la neuvième année de la « soviétisation » de son pays.

M. Barbusse ne souffle mot sur le chômage, encore un « bonheur » importé en Géorgie par les Soviets. Révéler ce fléau de la classe ouvrière, serait gâter le tableau idyllique qu'il étale aux yeux de ses lecteurs.

La Géorgie indépendante ignorait le chômage, bien qu'à l'époque, par suite de l'isolement du pays, les ouvriers géorgiens se soient trouvés dans l'impossibilité de chercher du travail hors de leur patrie. Dès la première année de domination soviétique en Géorgie, le chômage se déclara et ne fit que croître d'année en année. D'après les statistiques soviétiques officielles (L'« Economie Nationale de la Transcaucasie » 1927), le nombre des chômeurs atteignait en Géorgie (au début de l'année) :

|    |      |        |
|----|------|--------|
| En | 1925 | 15,524 |
| »  | 1926 | 16,334 |
| »  | 1927 | 20,465 |



Mais, d'après le témoignage des bolchéviks eux-mêmes, l'étendue du fléau est beaucoup plus grande que ne l'indiquent ces chiffres, car une notable partie des chômeurs n'est pas enregistrée. Les journaux communistes ne cachent pas qu'au cours des deux dernières années, le chômage a pris des proportions encore plus grandes. Si nous acceptons comme véridique le chiffre global des ouvriers industriels donné par M. Barbusse — 157.414, on constate que sous le régime du « socialisme » Stalinien, 13 % du prolétariat géorgien sont voués au chômage. De telle sorte que la Géorgie arriérée dépasse en chômage tous les pays industriels !

Que valent, à côté de ce fait brutal, les avantages éphémères qu'énumère M. Barbusse, avantages dont jouiraient les ouvriers en Géorgie soviétique et qui, en réalité, ne sont qu'articles de réclame ? Un exemple : « On applique au travail des hommes et des femmes une commune formule lapidaire : « A travail égal, salaire égal » — (P. 213), déclame M. Barbusse. « En 1926, une baisse sensible des salaires des femmes comparative-ment à ceux des hommes, s'est produite et ceci presque dans toutes les branches de l'industrie », constate l'un des principaux artisans de la « Révolution » et du régime bolchévik, M. Trotsky, en s'appuyant sur les données statistiques. « Parmi les ouvriers non-qualifiés, écrit-il, dans trois branches différentes de l'industrie, le revenu des femmes ne constituait, respectivement, en mars 1926,

que 51,8 %, 61,7 % et 83 % du revenu des hommes » \*).

M. Barbusse s'écarte également de la vérité quand il affirme que « les travailleurs profitent des maisons de repos et des sanatoria, réservés naguère aux classes dominantes » (p. 213). Comme « naguère », elles sont réservées aux privilégiés seuls, à cette caste de gouvernants que forment les communistes et les dignitaires du pouvoir soviétique.

Si au point de vue matérielle, la classe ouvrière est réduite en Géorgie, ainsi que dans tous les autres pays soviétiques, à des salaires de famine ou au chômage, elle n'est pas moins abaissée au point de vue juridique et moral.

On sait que, ces derniers mois, Moscou a soumis les ouvriers au pouvoir discrétionnaire du directeur de l'entreprise. C'est ainsi que les syndicats ne jouissent même plus de ces droits éphémères qu'on leur reconnaissait au moins sur le papier. Le droit de grève n'existe point. A cet égard encore, la situation de la classe ouvrière était meilleure, même sous l'ancien régime. Et ce qui est le plus important, le prolétariat est privé du droit d'avoir des organisations libres, pour la défense de ses intérêts les plus élémentaires. Personne en Europe ne se trompe plus sur la véritable nature des soi-disant syndicats rouges : les dernières mesures de Staline à l'égard de la

---

\*) *Léo Trotsky* : Die wirkliche Lage in Russland. P. 41. Avelun-Verlag. Hellerau bei Dresden.



Centrale des syndicats professionnels, la destitution arbitraire de Tomsy et la nomination d'une nouvelle Direction du Conseil des syndicats, devaient ouvrir les yeux même à ceux qui ne veulent pas voir. De ces organes de lutte et d'éducation prolétariennes, qui auraient dû constituer une école d'activité libre de la classe ouvrière, le bolchévisme a fait un instrument bureaucratique de domination et d'avilissement du prolétariat.

Nulle part ailleurs les syndicats soi-disant ouvriers ne sont aussi inertes, aussi dociles et serviles qu'en Géorgie soviétique. Et ceci est bien compréhensible : tous les éléments actifs, indépendants, conscients du prolétariat géorgien ont été, au cours d'une lutte de 9 ans, soit exterminés ou déportés en Russie et en Sibérie, soit repoussés vers l'émigration. Ce sont les éléments bureaucratiques appartenant à d'innombrables institutions soviétiques qui ont pris leur place au sein des syndicats. Il est caractéristique que le chiffre produit par M. Barbusse pour les effectifs des syndicats soviétiques dépasse sensiblement le nombre donné par lui-même des travailleurs du pays. Sur 157.414 travailleurs des villes (p. 214) il y en aurait 165.073 de syndiqués !

Tout citoyen soviétique vivant de son salaire doit faire parti du syndicat, s'il ne veut pas être voué au chômage et à la famine. Une fois « syndiqué », il est tenu d'accomplir servilement tous les ordres de la bureaucratie communiste, placée à la tête du syndicat soviétique ; dans le cas contraire, il est rayé de

la liste des syndiqués, c'est-à-dire, relégué parmi les chômeurs, s'il n'est pas entraîné à la Tchéka.

Ainsi donc, la « soviétisation » a apporté à la classe ouvrière géorgienne la misère permanente au point de vue matériel; elle a, d'autre part, abouti, au point de vue juridique, à la suppression de tous les droits conquis par la Révolution, et, au point de vue moral, à l'avilissement et à la corruption.

### *L'instruction publique*

« En 1914 — 1917, la Géorgie renfermait 1.503 écoles avec 138.644 élèves et 5.155 maîtres. En 1921 (menchéviks) : 1.733 écoles, avec 191.244 élèves et 8.876 maîtres. En 1926, 2.079 écoles, avec 286.444 élèves et 10.671 maîtres » (P. 224).

Ces statistiques ont, sans doute, le but de prouver que le pouvoir soviétique a fait, dans le domaine de l'instruction populaire, beaucoup plus que non seulement le gouvernement tsariste, mais encore celui de la Géorgie indépendante.

Mais, même si l'on admettait pour exacts les chiffres de M. Barbusse, il s'ensuivrait que la Géorgie indépendante fondait 78 écoles par an, contre 69 écoles créées en moyenne, par an, sous le régime soviétique.

Cependant, ici encore les statistiques de M. Barbusse sont fantaisistes. Pour amoin-



drir la valeur de l'effort de la Géorgie indépendante dans le domaine de l'instruction publique, on lui a fourni un chiffre fantastique d'écoles sous l'ancien régime, en diminuant par contre celui des écoles à l'époque de la République Démocratique. D'après les statistiques officielles du département de l'instruction publique du Caucase \*), en 1915, il y avait en Géorgie 864 écoles avec 80.234 élèves, tandis qu' au début de 1921 la Géorgie indépendante possédait 1.924 écoles avec 162.342 élèves.

La vérité est donc que, durant trois ans, le gouvernement démocratique a fait un effort sans pareil, dans le domaine de l'instruction publique, ayant plus que doublé le nombre d'écoles populaires, ainsi que celui des élèves qui les fréquentaient; il accomplissait brillamment le programme qu'il s'était proposé : terminer pour la fin de 1923 l'oeuvre d'introduction en Géorgie de l'instruction universelle; il ne restait plus que 3-4 centaines d'écoles populaires à fonder pour englober tous les enfants d'âge scolaire.

En même temps, la grande réforme basée sur le principe de l'*Ecole Unique* était réalisée.

Si, depuis la conquête de la Géorgie, les bolchéviks y ont fondé de nouvelles écoles, ils ne cachent pas dans leurs éditons et rapports officiels, qu'une notable partie des enfants reste toujours hors des écoles, et que,

---

\*) Nous les citons d'après l'« Erthoba » de Tiflis du 19 janvier 1921.

d'autre part, l'école soviétique est à un niveau très inférieur au point de vue de la qualité d'enseignement. En voici quelques témoignages incontestables qui prouvent, d'autre part, que le chiffre, produit par M. Barbusse au sujet des écoles et des élèves sous le régime bolchévik, est également faux.

Dans une édition officielle de 1926, celle de la « Commission de Plan de la République S.S. de Géorgie », intitulée « Thémis » (La Commune), nous lisons au sujet de l'état de l'enseignement dans ce pays, ce qui suit :

« Le nombre des enfants d'âge scolaire est de 198.369; or, celui des élèves suivant l'enseignement dans les écoles à 4 années et dans les 4 premiers groupes de celles à 7 et à 9 années est de 132.730 (67 %). Ainsi donc, il est supposé que les écoles rurales existantes peuvent englober 67 % des enfants d'âge scolaire; mais en réalité nous n'avons pas cette situation normale ni dans le plan de la République, ni dans aucun des districts... (P. 59).

Par ailleurs, S. Ordjonikidzé, un des communistes les plus influents, dans son rapport de l'inspection de l'activité soviétique en Transcaucasie (1925), caractérisait ainsi l'école soviétique :

« L'école dans les campagnes est au-dessous de toute critique au point de vue qualitatif. Il paraît que nous nous sommes trop adonnés au souci d'atteindre le maximum de différence quantitative entre ce qui existait à l'époque des menchéviks.... et entre ce qui existe à notre époque, et nous ne ménageons rien pour faire ressortir cette différence;



mais si nous examinons le contenu, la valeur, nous constatons qu'il serait préférable d'avoir un nombre moindre d'écoles, mais que celles-ci ressemblaient plus à de véritables écoles... » (« Communiste » du 27-29 septembre 1925).

Ce jugement sévère fut confirmé récemment par des délégués du dernier congrès des soviets en Géorgie (printemps 1929) qui exprimaient leur mécontentement de la qualité de l'école soviétique dans les campagnes, se plaignaient du manque d'instituteurs suffisamment préparés, etc. etc... (V. « Communiste » № 81, 1929).

Nous avons donc le droit d'affirmer qu'ici encore M. Barbusse a présenté à ses lecteurs un tableau faux, toujours à l'avantage des soviets. Le pouvoir d'occupation n'a même pu achever la grande réforme d'introduction de l'enseignement universel, si brillamment inaugurée par la Géorgie indépendante: une notable partie d'enfants reste toujours hors des écoles, et au point de vue qualitatif, l'école soviétique « est au-dessous de toute critique ».

L'enseignement secondaire soviétique est non moins défectueux. Un pédagogue soviétique, C. Soulakvélidzé, rapportait dans les journaux de Tiflis (1927) des résultats scandaleux d'examens qui équivalent, pour les pays occidentaux, à ceux du baccalauréat. Des jeunes gens ayant achevé leurs études secondaires s'étaient montrés incapables de convertir les mesures russes en mesures métri-

ques, un certain nombre d'entre eux n'avaient aucune idée des opérations sur les fractions, etc. etc... et le professeur constatait qu'il s'agissait non pas de cas exceptionnels, mais d'un niveau général de connaissances plus que pitoyable....

Quant à l'université géorgienne, elle fut fondée à l'aube même de la liberté nationale, sous les auspices du pouvoir socialiste. Sous l'indépendance, elle attira non seulement les savants géorgiens de toutes les hautes écoles de Russie, mais encore nombre d'éminents professeurs russes qui enseignèrent en leur langue maternelle.

Le pouvoir soviétique reprit, à l'égard de ce foyer scientifique, la politique de vexations et d'oppression, chère à l'ancien régime. L'autonomie de toutes les hautes écoles fut supprimée; l'administration de l'Université fut retirée aux professeurs pour être confiée à d'ignorants communistes; tant le corps enseignant lui-même que les étudiants furent systématiquement triés par le gouvernement soviétique qui s'assura la haute main sur cette institution.

M. Barbusse nous affirme encore que sous les menchéviks on comptait dans les villes et villages environ 27 bibliothèques-salles de lecture et que leur nombre atteint actuellement, sous le régime soviétique, 426 (p. 228).

Rien que ces deux chiffres suffiraient pour révéler la pleine ignorance de notre auteur au sujet des aspirations et des conditions de la vie spirituelle de la nation géorgienne.



Rarement un peuple est épris du désir de s'instruire à tel point que le peuple géorgien. Même sous l'ancien régime l'effort des masses populaires géorgiennes dans ce sens débordait les entraves administratives, et elles arrivaient à se créer des établissements d'instruction. C'est ainsi que déjà *avant la révolution* la Géorgie possédait des *centaines et des centaines* de bibliothèques-salles de lecture. Sous l'indépendance, il s'agissait non point d'atteindre le chiffre ridicule de 27, mais de porter le nombre de salles de lecture populaire à 3.500 — nombre des villages dans le pays.

Il va sans dire qu'en vantant « l'action éducatrice » des soviets en Géorgie, M. Barbusse passe sous silence l'effort, dans ce domaine, de la République démocratique. Notons que l'Université populaire de Tiflis, créée par les ouvriers eux-mêmes, comptait en 1920 12 sections dont plusieurs pourvues de laboratoires de physique, de chimie, etc... A la même époque, il existait en Géorgie plus de 200 institutions donnant des cours d'adultes; la République fondait et entretenait à ses frais des écoles de minorités nationales (60 écoles russes, 81 — arméniennes, 31 — turques, 66 — grecques, 48 — ossètes, etc.).

La culture nationale s'épanouissait ainsi dans les conditions de liberté et d'indépendance sans quoi aucun progrès normal n'est possible dans le domaine spirituel.

Les conquérants du pays ayant tué la liberté et l'indépendance de l'esprit ont par là

même entravé et déformé le développement de la culture nationale. Non seulement tout le système d'enseignement et « d'éducation » des masses populaires est mis au service d'une secte politique, mais encore dans toutes les branches de la création spirituelle tout esprit d'indépendance est rigoureusement extirpé.

Dans le domaine de la science, ainsi que dans celui de la littérature, des belles lettres ou de l'art, tout écrivain, tout artiste, s'il ne se tient pas dans la « ligne » de la clique des dirigeants, est voué à l'insuccès, pour ne pas parler des persécutions policières. Le tout-puissant Guépéou est l'arbitre suprême, et dans les affaires politiques, et dans le domaine de l'esprit.

Aussi, est-on vraiment stupéfait de voir un Henri Barbusse glorifier ce système abominable de l'asservissement de la pensée par la pire des inquisitions.

### *L'« Aide » financière de l'U.R.S.S. à la Géorgie*

Pour parfaire le tableau de la prospérité que la Russie Soviétique aurait apportée à la Géorgie, nous devons nous arrêter encore sur l'« aide » financière de Moscou à ce pays dont M. Barbusse, d'accord avec d'autres défenseurs de l'U.R.S.S., fait le plus grand cas.

« De toutes ces sommes (affectées au développement de l'industrie) 60,9 % provien-



ment du budget de l'U.R.S.S., du budget de l'« oppresseur » — lit-on à la page 203. Et ailleurs : « Indépendamment de sa participation annuelle au budget de la Géorgie, le gouvernement central de l'U.R.S.S. subventionne sur une énorme échelle, nous l'avons vu, la reconstruction économique de la République. La dotation de l'U.R.S.S. destinée à combler le déficit du budget en Géorgie, est à présent en diminution, parce que ce déficit l'est également. En 1926, le budget géorgien était de 22.789.999 roubles et la dotation de l'U.R.S.S., de 7.124.000. En 1927, le budget était : 24.889.431 roubles et la dotation 5.924.000 » (p. 244).

C'est une vieille thèse, chère à la bureaucratie tsariste, aux impérialistes russes, qui se plaisaient à représenter les régions non-russes de l'Empire comme « entretenues » par le Centre, par le Gouvernement russe. Les bolchéviks ont emprunté ce mythe au gouvernement des tsars pour le souffler et le faire répéter à M. Barbusse. Il importe, une fois pour toute, de détruire cette fable de la bienfaisance de l'envahisseur envers sa victime.

Examinons donc le budget de la Géorgie soviétique, et comme « la dotation de l'U.R.S.S., destinée à combler le déficit du budget en Géorgie, est à présent en diminution » — c'est M. Barbusse qui le dit, --- nous prendrons l'un des budgets antérieurs, plus favorables à sa thèse.

Mais, avant même de l'aborder, il est nécessaire de signaler que la Géorgie ne jouit

pas des droits budgétaires autonomes. Elle dresse son budget conformément à la volonté du pouvoir central (du Gouvernement de l'U.R.S.S.) et adapte ses recettes et dépenses aux besoins et exigences de Moscou.

Toutes les recettes et les dépenses de la Géorgie soviétique se répartissent en trois catégories : « budget républicain » (qui se trouve sous la gestion du gouvernement soviétique géorgien), « budget fédéral » (sous la gestion du gouvernement de la République Soviétique Transcaucasienne), budget de l'Union (relevant du Gouvernement de l'U.R.S.S.).

Au cours de l'année budgétaire 1924-25 (époque où, suivant le témoignage de M. Barbusse, le montant des dotations était plus élevé que par la suite), le total des recettes ordinaires de la Géorgie atteignait le chiffre de 23.918.000 roubles \*).

Sur cette somme globale de recettes sont affectés, en milliers de roubles, au budget :

|                             |                |
|-----------------------------|----------------|
| a) de l'Union R. S. S.      | 17,562,4 = 74% |
| b) Fédératif (Transcaucase) | 569,3 = 2%     |
| c) Républicain (Géorgie)    | 5.785,8 = 24%  |
| Total                       | 23.917,5 100%  |

(Les recettes des chemins de fer géorgiens qui, elles aussi, vont dans la caisse du gouvernement de Moscou (U.R.S.S.), ne sont pas comprises dans cette somme).

---

\*) Les chiffres concernant le budget sont empruntés à « l'Economie Nationale de Géorgie ».



Au cours de la même année budgétaire fut dépensé, en Géorgie, sur le budget :

|               |          |               |
|---------------|----------|---------------|
| a) de l'Union | 7.835,8  | mille roubles |
| b) Fédéral    | 3.040,5  | » »           |
| c) Géorgien   | 5.785,8  | mille roubles |
| « Dotation »  | 5.796,5  | » »           |
| <hr/>         |          |               |
| Total         | 22.458,6 | mille roubles |

On voit, d'après ces chiffres soviétiques officiels que, sur les recettes de la Géorgie, il a été assigné au Trésor Central la somme de 17.562,4 mille roubles et que, de cette somme perçue sur la Géorgie, il n'a été dépensé pour ce pays que 7.835,8 directement, et 5.796,5 mille roubles sous forme de « dotation », au total : 13.632,3 mille roubles. Ainsi, au lieu de porter aide financière à la Géorgie, le pouvoir central s'était approprié, sur les revenus de ce pays, jusqu'à 4 millions de roubles, sans compter les revenus des chemins de fer géorgiens qui, avec ledit excédent, pourraient couvrir les 6.148.000 roubles de dépenses extraordinaires qui figurent dans le budget de la Géorgie pour 1924-25 (le budget soviétique se refuse à nous faire connaître l'affectation de ces 6.148 mille roubles).

Une analyse superficielle des chiffres eût montré à M. Barbusse la véritable nature des « dotations » « accordées » à la Géorgie par le pouvoir central. Mais comme dans tous les autres cas, au lieu d'en examiner la provenance, il s'est contenté de reproduire mécaniquement les chiffres fournis par les bolchéviks.

Il serait erroné de croire que les recettes budgétaires sont la seule source où puise le pouvoir central. N'oublions pas que la Géorgie sert de débouché à l'U.R.S.S., de point d'appui économique et d'expansion politique en Asie antérieure, etc. etc....

M. Barbusse passe sous silence la politique douanière des Soviets qui constitue l'un des principaux moyens d'exploitation de toute la population de l'U.R.S.S. et, plus particulièrement, du peuple géorgien. En raison de la fermeture des frontières de l'U.R.S.S. aux marchandises d'Europe et d'Amérique, la population de la Géorgie se voit contrainte d'acheter à des prix exorbitants les vils produits de l'industrie russo-soviétique. Ce n'est qu'un impôt indirect au profit du fisc de Moscou, impôt de caractère purement « colonial », perçu sur la population géorgienne pour entretenir l'industrie grand'russe, en ce moment la plus vile et la plus parasitique au monde.

Une autre source de l'exploitation coloniale. On sait qu'en Géorgie, ainsi que partout ailleurs en U.R.S.S., la plus grande partie du commerce se trouve aux mains des organisations commerciales d'Etat. Mais ce serait une erreur de s'imaginer que ces organisations sont soumises aux Soviets Géorgiens. L'immense majorité en est dirigée par les organisations centrales de l'U.R.S.S. et, par conséquent, la plus grande partie du bénéfice du commerce d'Etat, en territoire géorgien, est non pas affectée au budget géorgien, mais va directement à la caisse de l'Union.





Suivant le livre édité par « la Commission de Plan de la République Soviétique Géorgienne », le produit total du commerce de la Géorgie se répartissait ainsi entre les différents établissements de commerce :

|  |                      |
|--|----------------------|
| Etablissements de Géorgie  | 10.027.000 R. 27,1 % |
| Etablissements de la Fédération Transcaucasienne et mixtes       | 1.979.000 » 5,3 %    |
| Etablissements de l'Union, ou des autres Républiques Soviétiques | 25.073.000 » 67,6 %  |

Ces chiffres officiels, attestant que presque 70 % des revenus du commerce géorgien sont absorbés par la caisse centrale moscovite, suffiraient à détruire la fable d'« aide » et de « dotations » de Moscou. Mais, peut-être, serait-on tenté de supposer que la part des organisations commerciales centrales a tendance à diminuer? L'édition officielle soviétique, à laquelle nous empruntons les chiffres cités, ne laisse place à aucune illusion à cet égard. On y lit, en effet : « en comparaison avec les années passées, la participation des établissements de l'Union dans le commerce de la Géorgie n'a point diminué, au contraire : la part des organisations de l'Union s'accroît alors que celle des organisations de la Géorgie et de la Fédération Transcaucasienne diminue » (p. 102).

Que reste-t-il, dès lors, du mythe des impérialistes russes, soutenu par M. Barbusse? Que le lecteur en soit lui-même juge. Mais comme M. Barbusse s'intéresse spécialement aux impôts, dont il parle à plusieurs reprises, nous sommes prêts à lui donner aussi satisfaction dans cette matière.

« Un paysan m'instruit (relate-t-il) : on payait ici sept roubles d'impôt sous le tsar, cinq roubles sous les menchéviks; maintenant on ne paie pas même un rouble : 90 kopeks » (p. 63). Il entre entièrement dans les procédés d'« enquête » de M. Barbusse qu'il se documente sur les impôts chez « un paysan » avec lequel il n'a pu converser qu'à l'aide d'un interprète. On ne doutera pas que ce « paysan » fût un militant communiste; il a menti à M. Barbusse avec une naïveté déconcertante. Car, personne en Géorgie, ni d'ailleurs nulle part dans l'Union Soviétique, ne peut ignorer le poids écrasant des impôts dont toute la population se plaint et dont on s'entretient presque quotidiennement dans les journaux officiels. Il faut avoir vraiment la candeur de M. Barbusse, dans les questions économiques, pour reproduire ce soi-disant témoignage du pseudo paysan. Sans doute n'a-t-il pas pensé un seul instant qu'en matière d'impôt, il existe d'autres sources d'études que les dires d'un « paysan », qu'il y a un budget, une comptabilité officielle, des statistiques, etc... Confrontons l'allégation du « paysan » de M. Barbusse avec renseignements prosaïques, mais autrement sûrs et probants.



A l'époque de l'indépendance de la Géorgie, le montant de l'impôt agricole s'élevait, d'après le budget de 1919-20, à 21.002.047 roubles géorgiens. Si nous exprimons cette somme en livres st. (non pas au cours d'une livre st. = 1000 r., signalé par M. Barbusse, mais à un autre cours, beaucoup plus favorable à sa thèse : cinq cents roubles = 1 £); nous obtenons 42.000 l. st. ou environ 420.000 roubles russes actuels. Or, le même impôt s'élevait à l'époque bolchévique : à 1.464.000 roubles en 1925-26, à 1.980.000 roubles en 1926-27 (V. « L'Economie Nationale de la Transcaucasie », 1927. Edition soviétique officielle) et à 2.475.000 roubles en 1928-29 (« Communiste » de Tiflis, du 20-11-1929).

Tel est le langage précis des chiffres et des faits indiscutables. Non seulement les taux des impôts sont énormes, écrasants, mais encore les méthodes de perception sont-elles défectueuses à ce point qu'elles aussi sont cause du mécontentement des paysans et des paysans pauvres en particulier.

M. Barbusse, veut-il entendre à ce propos le témoignage des paysans soviétiques? Non pas de ce paysan légendaire qui ne paie que 90 kopeks d'impôt par an, mais des paysans véritables, délégués au cinquième Congrès des Soviets de Géorgie.

« Dans le district de Koutaïs, la question d'auto-imposition elle non plus n'est pas réglée. Certains Comités Exécutifs de communes abusent de l'auto-imposition; avec de l'auto-imposition, on fait payer aux paysans 2-3 fois plus qu'il n'est prévu par la loi. Ce

sont les intérêts des paysans pauvres qui en souffrent le plus » (Le cam. Gvassalia — délégué de Koutaïs). « Au cours de ces élections, les paysans propriétaires d'une paire de bœufs ont été déclarés « koulaks » (paysans riches) et privés du droit de vote. C'est par erreur que de tels paysans sont considérés comme riches et imposés à l'excès d'impôt agricole » (Le cam. Arouthinov — d'Akhalkalaki).

Mathikachvili, Commissaire à la Justice, disait dans son discours, au même Congrès : « Souvent, par suite de la négligence des organes de perception, l'impôt agricole est injustement reparti entre les paysans contribuables, ce qui, dans une large mesure, nuit à l'augmentation de la récolte ». Et Vachadzè, Commissaire aux Finances, confirmait, dans les termes suivants, les propos de son collègue : « Le cam. Mathikachvili a raison d'affirmer que les abus ont souvent lieu dans les procédés d'auto-imposition. C'est le district l'Ozourguéthi qui a établi le record à cet égard. Conformément au règlement, le montant des impôts perçu, d'après l'auto-imposition, ne doit pas dépasser 50 % de l'impôt agricole; or, dans les 12 communes du district pour lesquelles la somme totale de l'impôt agricole n'était pas supérieure à 12.000 roubles, la somme perçue par l'auto-imposition a atteint 27.000 roubles », etc. etc....

---

Nous croyons avoir suffisamment examiné l'« enquête » de M. Barbusse sur « les ré-



sultats acquis » dans le domaine économique et financier.

Nous l'avons suivi pas à pas dans son « enquête »-roman, nous avons confronté ses affirmations fantaisistes non point avec les allégations de la presse « bourgeoise », ou avec des sources « contre-révolutionnaires », mais avec les statistiques et données officielles et les déclarations des dirigeants responsables de la Géorgie soviétique. Il s'en est avéré que le tableau que M. Barbusse dépeint dans son livre est en flagrante contradiction même avec les données et jugements bolchéviks.

Nous espérons avoir démontré que la Géorgie est victime non seulement de la politique économique bolchévique qui entrave les forces productives sur tout le territoire de l'Union, mais qu'elle est, en outre, l'objet d'une exploitation de caractère colonial. Il n'y a pas que ces « contre-révolutionnaires » de menchéviks qui apprécient ainsi la situation de la Géorgie par rapport à la Russie soviétique. De vieux bolchéviks géorgiens ayant occupé des postes responsables de premier plan sous l'égide de Moscou, n'en pensent et n'en parlent pas autrement. Voici ce que déclarait, à ce sujet, au 2<sup>e</sup> Congrès du parti communiste géorgien, Serge Kavtaradzé, ancien président du gouvernement soviétique en Géorgie :

« Notre parti (le parti communiste panrusse. *D. Ch.*) poursuit en Géorgie une politique colonisatrice. Qu'est-ce qu'une politique colonisatrice? C'est un événement purement européen, impérialiste qu'on désigne en anglais

sous le nom de « jingoïsme ». En quoi consistent les relations économiques réciproques entre la Métropole et ses colonies? La Métropole entrave le développement économique des colonies dans le but de pouvoir les exploiter, en en exportant les matières premières, et en les transformant en débouchés pour ses produits manufacturés. Telle est la nature de la politique colonisatrice, du jingoïsme. L'emploi de ce terme dans notre polémique pourrait sembler bizarre. Il n'y a pas ici d'Anglais ni d'Hindous. Mais ce terme doit être appliqué exactement dans le même sens que par rapport à l'Etat impérialiste et au groupe qui y poursuit la politique colonisatrice » (Cité d'après le « Communiste » de Tiflis, du 16 novembre 1927).



## POUR LA VIOLENCE, POUR L'OPPRES- SION, POUR L'IMPERIALISME

A quelque aspect de la question géorgienne que touche M. Barbusse, il fournit des renseignements faux, des faits entièrement défigurés, des chiffres toujours inexacts.

Il n'en pouvait être autrement, le romancier français ayant puisé tous ses matériaux d'une source tarée : le mensonge est un des principaux piliers du régime soviétique; mais quand les bolchéviks parlent pour l'étranger, le mensonge devient alors tout un système.

On voudrait croire que le célèbre écrivain français est une victime involontaire de ce système. N'a-t'on pas vu nombre d'Européens sincères, mais naïfs dans les questions touchant aux pays soviétiques — tomber dans le piège de la propagande moscovite? N'assistons-nous pas, en ce moment même, au dégrisement d'un autre écrivain occidental de talent, M. Panaït Istrati? Comme M. Barbusse, en effet, ne célébrait-il pas les bienfaits du bolchévisme russe? Pourtant, éclairé par un séjour prolongé en Russie, il rentre en Europe en criant avec douleur toute son indignation, tout son mépris, toute sa haine contre ce régime de violence, de servilisme, de cor-

ruption. C'est que les gens tels que M. Istrati, emportés par les apparences de la « révolution prolétarienne » dans une sorte de vénération mystique, ne se sont cependant pas laissé corrompre, ont gardé intact leur sentiment de justice, leur attachement à la liberté et aux droits élémentaires de l'homme et des peuples.

Tout autre est le cas de M. Barbusse. Chez lui, la vénération pour une révolution s'est transformée en une sujétion absolue à *un gouvernement*. Il s'est laissé entraîner dans l'engrenage du formidable mécanisme bureaucratique du bolchévisme stalinien pour y accomplir selon ses capacités et son talent la tâche qui lui est dévolue, comme à tout autre agent. Il a tout donné et tout emprunté au Satan bolchévik. Il s'est assimilé toutes les méthodes répugnantes dont se servent les gens de Moscou pour camoufler par la phraséologie révolutionnaire les faces les plus abjectes de leur régime. Il les observe d'assez près et depuis assez longtemps pour se tromper sur leur juste valeur. Mais un militant ne voulant pas s'écarter de la « ligne », n'a pas droit au doute; aussi, pour M. Barbusse, il ne s'agit pas, comme pour un Panaït Istrati, de confronter la réalité soviétique avec les notions de liberté, de justice et des droits de l'homme; tout au contraire, il lui importe d'adapter ses idées générales à un régime de violence, d'injustice, de mépris de tous les droits humains.

C'est ainsi que, pour couvrir la terreur sanglante, les tueries sauvages pratiquées par



ses amis soviétiques, nous le voyons enseigner que « la violence n'est qu'un moyen, mais pour les révolutionnaires, c'est malheureusement *le seul* » (p. 153). Cette formule qui n'a rien de commun avec la conception de la révolution sociale, propre au socialisme moderne, correspond bien à la pratique de tout régime despotique : fasciste, bolchévik, etc...

Ou encore : pour justifier la politique de conquête de ses amis, il n'hésite pas à développer sur la nationalité des idées qui feraient honneur à tout gouvernement impérialiste. Pour lui, une petite nation est condamnée à être absorbée par un « gros », surtout si, comme la Géorgie, elle possède « beaucoup de manganèse, et sans doute pas mal de pétrole ». Parmi les « gros », seule, la Russie soviétique a le droit de « sauver » les « petits », de les « délivrer » en les conquérant. Car, voyez-vous, il y a deux sortes de conquêtes : « Dans leurs mains (des Gouvernements Occidentaux. *D. Ch.*), pour ainsi parler, la conquête est l'oppression » ; mais « dans ses mains », c'est-à-dire, dans les mains du gouvernement soviétique, « la conquête est : délivrance » (p. 153). Ainsi, ce n'est pas au peuple intéressé lui-même de décider de son sort ; à sa volonté, l'auteur du « Feu » substitue celle de quelques membres du Polit-bureau de Moscou qui sont appelés à disposer des destinées des nations, à leur octroyer le « bonheur » en les « soviétisant » par des procédés guerriers.

On voit qu'ici non plus M. Barbusse n'a rien inventé de nouveau : tout gouvernement impérialiste s'approprie le même privilège

de « sauver » et de « délivrer » les petites nations, et l'exerce par les mêmes moyens. Ce qui est nouveau, c'est la phraséologie ayant pour objet d'annobler la violence. Aux phrases sonores sur la « civilisation », la « religion », etc..., Moscou et son apologiste, substituent des phrases non moins sonores, il est vrai, sur la « révolution mondiale », le « socialisme intégral », mais qui n'atténuent pas la brutalité de violation du droit des peuples.

Non, tel qu'il apparaît dans son livre sur la Géorgie, M. Barbusse n'est pas un enthousiaste naïf, victime de son aveuglement mystique et du système de mensonges bolchéviks. C'est un défenseur conscient de la réalité abjecte du régime stalinien, c'est un idéologue convaincu du « césarisme monstrueux », de l'« impérialisme effroyable et oppresseur » qui veut « réaliser l'unité humaine par la subordination de toutes les parties à une seule » (*Jaurès*).

Cet impérialisme effroyable et oppresseur s'efforce, en vain, depuis neuf ans, de justifier devant l'opinion publique mondiale la conquête de la Géorgie démocratique et sa domination dans ce pays par la force des baïonnettes et par la terreur continuelle. M. Barbusse a trouvé digne de lui de se substituer au service de propagande moscovite dans l'accomplissement de cette tâche ingrate. Son renom littéraire, son prestige moral devaient couvrir les méfaits commis par la Russie Soviétique à l'égard du peuple géorgien.

Nous espérons avoir montré que, même le talent d'écrivain d'un Henri Barbusse s'est



révélé impuissant à camoufler tout ce qu'a d'odieux la politique moscovite en Géorgie.

Nous avons vu l'éminent romancier français s'abaisser aux procédés les plus répugnants de la propagande bolchévique.

Nous avons vu l'auteur de « Bourreaux » dans le rôle étrange d'apologiste des bourreaux et d'insulteur de la mémoire des martyrs de la liberté.

Nous avons vu l'auteur du « Feu » glorifier le militarisme et l'impérialisme le plus avéré.

Sa peu louable tentative s'est lamentablement écroulée non d'ailleurs sans compromettre son prestige.

La seule preuve que fournisse le livre de M. Barbusse sur la Géorgie est celle-ci :

*Quiconque veut combattre la cause de libération du peuple géorgien doit se ranger inévitablement du côté de la violence, de l'oppression, de l'impérialisme.*

## ANNEXE (V. page 151)

### UNE LISTE DE PERSONNES FUSILLEES A TCHIATOURI

(Fin Septembre 1924).

*Ouvriers* : Berzenichvili Iliko, Tsertsvadzé Jovel, Tsertsvadzé Jeremia, Dolidzé Chalva, Salaridzé Kalistrate, Djaparidzé Iliko, Samkourachvili Porphir, Samkourachvili Artem, Kvédadzé Parmen, Samkaradzé Ilia, Nagradzé Sandro, Kékélidzé Iliko, Gamkrélidzé Gricha, Gamkrélidzé Akaki, Arabidzé Artchil, Loladzé Akaki, Tchitchinadzé Victor, Todriachvili Socrate, Tchavtghanidzé Chalva, Kapanadzé Artchil, Tsimakouridzé Lado, Kourtsikidzé Datiko, Kakoïchvili Kotsia, Baratachvili Gabo, Gamkrélidzé Noé, Arsénadzé Ladimer, Kobakhidzé Sino, Sakvarélidzé Simon, Tsabadzé Datiko, Abouladzé Gricha, Assatiani Grigol, Nikatadzé Rajden, Chékiladzé Guiorgui, Kvédélidzé Guiorgui, Matchitadzé Guiorgui, Gabounia Darispan, Mikabéridzé Domenti, Samkaradzé Nitouch, Abéssadzé Mikha, Salaridzé Isaak, Modébadzé Dianos, Vachadzé Lado, Vachadzé Jonas, Tchitchinadzé Vladimir, Guélachvili Datiko, Napetvaridzé Lado, Naddiradzé Sandro, Mikabéridzé Data...



*Agriculteurs* : Mikadzé Polikarpe, Khéladzé Guiorgui, Tchitchinadzé Grigol, Mikhélidzé Michel, Vardossanidzé Mossé, Bregvadzé Maxime, Gaprindachvili Chaliko, Lilouachvili Ladimer, Dathiachvili Ladimer, Mikabéridzé Kotsia, Mikadzé Lavrenti, Kvinikidzé Lavrenti, Tskipourichvili Mikha.

*Industriels* : Tsérételli Neston, Tsérételli Sandro, Gaprindachvili Alexandre.

*Militaires* : Tsérételli Eko, Mikachavidzé Valérian, Bourjanadzé Lado, Modébadzé Niko.

*Employés* : Mélikov Victor, Tchenkéli Vano, Djorbénadzé Volodia, Tsérételli Nikoucha, Iosseliani Gola, Djouguéli Chaliko, Robakidzé Guiorgui, Maskarachvili Lavrenti, Tsérételli Guiorgui, Modébadzé Kimothé, Khvédélidzé Lavrenti.

*Instituteurs* : Matcharachvili Sérapion, Matcharachvili, Valiko, Matcharachvili Alexandre, Ouglava Constantine, Kakabadzé Corneli, Tsivtsivadzé Rajden, Gordadzé Simon, Botchorichvili Terenti, Abachidzé Vano.

*Etudiants* : Samkourachvili Kotsia, Samkharadzé Parmen, Kharchiladzé Niko, Charachidzé Niko, Salaridzé Kola, Pkhaladzé Vano, Djadjanidzé Micha, Djaparidzé Tenguiz, Kokaïchvili Tchoukia, Lossabéridzé Rajden, Kékélidzé Gricha, Iachvili Tchounia.

## TABLE DES MATIERES

|   |     |
|---|-----|
| PREFACE .....   | IX  |
| L'ENQUETE DE M. BARBUSSE EN<br>GÉORGIE .....                                    | 1   |
| COMMENT M. BARBUSSE ECRIT L'HIS-<br>TOIRE :.....                                | 6   |
| 1. Les débuts du mouvement révolutionnaire et du<br>socialisme en Géorgie ..... | 7   |
| 2. La tempête révolutionnaire de 1905. Les<br>Doumas d'Empire .....             | 18  |
| 3. La Révolution de Février 1917. Le coup<br>d'Etat d'Octobre .....             | 34  |
| 4. Les conséquences du Coup d'Etat d'Octobre<br>pour la Transcaucasie .....     | 44  |
| 5. L'indépendance de la Géorgie .....   | 56  |
| LA RÉPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DE<br>GEORGIE .....                                  | 72  |
| LA CONQUETE DE LA GEORGIE PAR LA<br>RUSSIE .....                                | 113 |
| L'INSURRECTION ET LA TERREUR .....  | 131 |
| LES « RESULTATS ACQUITS » .....   | 160 |
| La « Réforme agraire » bolchevique.....   | 161 |



3-30C

280/98



|   |     |
|---|-----|
| L'Agriculture en Géorgie .....                                      | 165 |
| L'Industrie .....   | 172 |
| Le Rouble Géorgien .....  | 178 |
| La situation de la classe ouvrière.....                             | 182 |
| L'instruction publique .....  | 191 |
| L' « Aide » financière de l'U.R.S.S. à la Géorgie                   | 197 |
| POUR LA VIOLENCE, POUR L'OPPRES-<br>SION, POUR L'IMPERIALISME ..... | 208 |
| ANNEXE .....  | 213 |